

LE FAIT ACTIF DE LA CHOSE

ÉTUDE DU LIEN DE CAUSALITÉ
ENTRE LA CHOSE ET LE DOMMAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Avril 1943, à 14 heures

PAR

Etienne GOUVERNEL

JURY D'EXAMEN :

Président : M. H. MAZEAUD, Professeur

Suffragants : MM. MOREL, Professeur

ROUAST, Professeur

LA CHARITÉ-SUR-LOIRE
ALBERT DELAYANCE — IMPRIMEUR

1943

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE FAIT ACTIF DE LA CHOSE

ÉTUDE DU LIEN DE CAUSALITÉ
ENTRE LA CHOSE ET LE DOMMAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 Avril 1943, à 14 heures

PAR

Etienne GOUVERNEL

JURY D'EXAMEN :

Président : M. H. MAZEAUD, Professeur

Suffragants : MM. MOREL, Professeur

ROUAST, Professeur

LA CHARITÉ-SUR-LOIRE
ALBERT DELAYANCE — IMPRIMEUR

1943

A MES PARENTS

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

« C'est du choc des opinions que jaillit la vérité », a écrit Voltaire. Mais il semble que cette parole du philosophe, si juste par certains côtés, soit une erreur complète pour ce qui concerne l'interprétation de ce membre de phrase, trouvé presque par hasard dans l'art. 1384 (1^o) du Code Civil : « On est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde ». L'histoire de cet article est une merveilleuse histoire, plus captivante pour un juriste que les plus beaux romans ou les contes de fées les plus enchanteurs.

Après sa découverte, vers 1890, les juristes les plus éminents se sont emparés de cet enfant prodigue du Droit Civil pour essayer, mais en vain, de lui dicter une règle de conduite. Les uns ont prétendu qu'il était à la base de la théorie du risque, savamment édifiée par eux avec tant d'ardeur qu'elle entraîna pendant quelque temps une partie de la jurisprudence. Les autres, plus sages sans doute, mais beaucoup trop subtils, ont essayé de dresser des barrières pour arrêter au passage ce cavalier superbe. Mais sa jeunesse impétueuse a franchi obstacles sur obstacles. L'arrêt célèbre des Chambres Réunies du 13 février 1930 (1) a condamné définitivement la distinction des meubles et des immeubles, des choses dangereuses ou non, premières restrictions que l'on avait voulu imposer à l'application de l'art. 1384 (1^o). Cependant, au lendemain même de cet arrêt, la nécessité est apparue de ne pas appliquer cet article chaque fois qu'une chose intervient d'une manière quelconque dans la réalisation d'un dommage : à l'admettre on aurait pratiquement supprimé de notre code l'art. 1382.

Pour éviter ce renversement absolu de principes, on s'est attaché à préciser les deux notions fondamentales de la *garde* et du *fait de la chose*. Ces deux problèmes capitaux ont fait couler des flots d'encre et suscité les discussions juridiques les plus passionnées, où les adversaires ne cessaient de se faire assauts de courtoisie.

(1) S., 1930.I.121 ; D. P., 1930.I.57.

La question de la *garde* a été tranchée, récemment, d'une façon plus ou moins satisfaisante, par la Cour de Cassation. Le gardien est défini, depuis l'arrêt des Chambres Réunies du 2 décembre 1941 (2) : celui qui « a l'usage, la direction et le contrôle de la chose ». La Cour semble donc avoir abandonné la notion de garde juridique, défendue par M. H. Mazeaud. Mais le critère du *fait actif* qu'il a proposé, à condition de l'entendre dans le sens d'intervention causale de la chose dans le dommage, connaît un succès toujours croissant en jurisprudence. Nous avons donc cru passionnant d'en faire une étude approfondie, sous sa conduite bienveillante et zélée.

*
**

La Responsabilité Civile du fait des choses inanimées est une question beaucoup étudiée dans ces dernières années, et l'on serait tenté de s'écrier avec La Bruyère : « Tout est dit, et l'on vient trop tard... » C'est la raison pour laquelle nous avons borné notre étude à un point spécial et peu connu : le *lien de causalité entre la chose et le dommage*.

Quels que soient le fondement et la structure d'un système de responsabilité civile, on retrouve nécessairement, parmi les conditions de cette dernière, le *lien causal* qui doit unir le dommage à certains faits que l'on impute au responsable.

Dans le système classique de la responsabilité fondée sur la faute, dont les art. 1382 et 1383 fournissent un exemple accompli, il ne suffit pas que la victime fasse la preuve d'un *dommage* subi par elle et d'une *faute* commise par la personne qu'elle veut rendre responsable ; il lui incombe aussi d'établir qu'il existe entre la faute et le dommage une relation de cause à effet.

Dans les cas de responsabilité dite objective, de responsabilité sans faute, l'élément causalité présente une importance encore plus grande. Lorsque la faute disparaît ou s'estompe, comme dans la responsabilité française du fait des choses inanimées, ou dans les cas de responsabilité du fait des choses dangereuses admis en droit anglais, il demeure néanmoins nécessaire qu'il y ait entre le fait auquel la responsabilité s'attache et le dommage une relation de cause à effet.

L'on peut même ajouter que la causalité ne se présente pas

(2) S., 1941.I.217 et note H. Mazeaud ; D. C., 1942, Jur. 25, note Ripert.

seulement sous l'aspect d'une condition de la responsabilité, considérée d'un autre point de vue, elle intervient pour déterminer l'étendue de la réparation. Il convient de mentionner, pour être complet, que le problème se pose aussi dans le cas de responsabilité contractuelle, et pour de nombreuses infractions pénales.

Si la recherche des causes est une pente naturelle de l'esprit humain, la tâche est fort peu aisée ; et le juriste en est vite convaincu, s'il interroge les autres disciplines voisines de la sienne : philosophie et sciences physiques. Pascal eût été sans doute embarrassé de dire si ces études subtiles, où le raisonnement et l'imagination se prêtent un mutuel appui, procèdent de l'esprit de géométrie plus que de l'esprit de finesse.

*
**

Le problème causal, en matière de responsabilité, était fait pour séduire l'esprit des juristes allemands. Des controverses subtiles et approfondies se sont déroulées sur ce thème pendant plus de 50 ans, et bien avant la rédaction et la mise en vigueur du Code Civil allemand, deux grandes positions doctrinales opposées étaient prises.

Le premier courant est constitué par la théorie de l'*équivalence des conditions* ; elle a été développée entre 1860 et 1885 par Von Buri qui raisonnait d'ailleurs sur le terrain du droit pénal. Elle part de la constatation évidente, du double point de vue expérimental et logique, que des conditions multiples sont très généralement nécessaires pour qu'un dommage se produise. Aucune de ces conditions n'est suffisante et ne mérite à elle seule le nom de cause ; mais toutes, par hypothèse, sont nécessaires et dès lors en relation causale avec le dommage. Comme il est impossible de distinguer entre elles, on les considère comme *équivalentes* au point de vue de la production du dommage. En conséquence, si parmi les antécédents du dommage, figure, par exemple, une faute de la personne poursuivie comme responsable, il suffira que cette faute soit l'une des conditions nécessaires sans laquelle le dommage ne se serait pas produit pour qu'existe la relation causale fondant la responsabilité à l'égard de la victime. Dans cette conception très simple, il suffit que l'on puisse répondre affirmativement à la question : « Est-il vrai que, sans le fait ou la faute en question, le dommage ne se serait pas produit ? »

Il faut reconnaître à cette théorie, le mérite d'une grande simplicité. Vers 1885, elle avait triomphé, au point de mériter la

qualification de « théorie dominante » (1).

Elle allait cependant être l'objet de vives critiques.

Sans doute, dans l'examen des objections logiques qui lui ont été adressées, il suffit de mentionner la principale critique, d'ordre pratique. C'est une théorie trop extensive de la causalité et par suite de la responsabilité. Elle ne permet en somme que d'éliminer les conditions qui apparaissent indifférentes à la production du dommage ; elle ne permet aucune distinction selon la plus ou moins grande efficacité, la plus ou moins grande proximité des conditions retenues. Par application de la théorie de l'équivalence des conditions, une personne pourra être amenée à répondre des conséquences très lointaines et exceptionnelles de ses actes.

C'est pourquoi l'on a ensuite proposé de distinguer entre les conditions, de retenir seulement les plus proches, voire même la plus proche, à l'exclusion des plus éloignées. Telle est l'origine et la théorie de la *causalité adéquate* ; le fait imputé au responsable serait cause seulement s'il était *conditio proxima*. Le créateur de ce système est un philosophe, Von Kries ; ses idées ont été perfectionnées par la suite, notamment par Trager et Ennecerus. Cette théorie a, en somme, le même point de départ que la théorie de l'équivalence des conditions : pour être retenu comme cause du dommage, un fait doit d'abord en être la condition nécessaire, *sine qua non*. Mais cela ne suffit pas. Toutes les conditions nécessaires ne pourront pas être retenues comme causes. Seules seront retenues celles qui sont unies au résultat par un rapport adéquat de causalité.

Ennecerus y a introduit une présomption. Toute condition *sine qua non*, toute condition nécessaire du dommage est présumée cause, à moins que le responsable ne démontre qu'il s'agit d'un fait qui, d'une façon générale, normale, est indifférent pour la production de dommages de cette sorte « et qui n'est devenu condition du dommage que par suite de circonstances extraordinaires ». Ainsi conçue, la théorie de la causalité adéquate apparaît comme un correctif nécessaire de la théorie de l'équivalence des conditions : celle-ci éliminait seulement les antécédents dont on ne peut affirmer la nécessité pour la production du dommage ; celle-là aura pour effet et pour rôle d'éliminer en outre les antécédents qui

(3) MARTEAU : *La notion de causalité dans la Responsabilité Civile* (Thèse, Aix, 1914).

n'ont eu d'influence dans la réalisation du dommage que par un enchaînement d'allure trop exceptionnelle. Cette théorie, avec des nuances diverses, est devenue dominante dans la doctrine allemande et dans la jurisprudence civile.

*
**

Si nous nous tournons maintenant vers la France, il faut constater que, jusqu'à ces derniers temps tout au moins, le problème de la causalité y a fait l'objet, en doctrine et surtout en jurisprudence, de solutions très peu conscientes. Il est quelque peu troublant de noter que des juristes très autorisés ont déclaré qu'il s'agit là d'un problème au moins partiellement insoluble : telle est l'opinion de M. Ripert dans « La règle morale dans les obligations civiles » (n° 117).

Les recherches des auteurs français, si nombreuses et remarquables en matière de responsabilité, le travail incessant des juges dans ce domaine ont principalement porté sur la définition soit du dommage, soit du fait considéré comme source de la responsabilité, faute ou fait de la chose par exemple. Le problème du lien causal est resté à l'arrière-plan, même chez ceux qui se faisaient les protagonistes d'une responsabilité à base de causalité, d'une responsabilité sans faute ou objective. Volontiers, les auteurs français reprendraient à leur compte l'exclamation prudente de Sir Frédérik Pollok : « Les eaux profondes de la philosophie sont trop près ». Il faut cependant rendre hommage à MM. Mazeaud et Savatier, qui lui ont donné un développement très important dans leurs remarquables *Traité sur la Responsabilité Civile*. Quelques thèses de Doctorat furent consacrées à ce problème : GUX : *La relation de cause à effet dans les obligations extracontractuelles* (Thèse, Lausanne, 1904) ; MARTEAU : *La notion de causalité dans la Responsabilité Civile* (Thèse, Aix, 1914).

Beaucoup plus près de nous, MM. Marty, Nast, Flour, Joly et Houin l'ont étudié dans des articles et des notes très intéressantes.

La plupart des auteurs ont adopté tout de suite la théorie de l'équivalence des conditions, considérée comme la plus simple. En jurisprudence il est plus difficile de saisir quelle est la direction adoptée. A vrai dire, personne n'avait pu, jusqu'à ce jour, proposer une définition, un critère juridique vraiment satisfaisant du rapport de causalité et les arrêts récents qui viennent de remettre ce problème en vedette présentent un intérêt tout particulier,

précisément parce qu'on y trouve le premier effort systématique de la jurisprudence pour essayer, malgré toutes les difficultés, de formuler ce critère. C'est ce que nous allons montrer dans notre étude sur le lien de causalité entre la chose et le dommage, sur le sens de l'expression désormais consacrée du « *fait actif de la chose* ».

Il convient d'abord, dans un premier chapitre, d'apporter les précisions nécessaires pour la compréhension parfaite du problème, en délimitant le domaine exact à étudier. Nous montrerons ainsi la nécessité de l'intervention de la chose, et nous éliminerons certaines confusions qui ont été commises avec des notions voisines.

Il conviendra alors d'étudier les trois principales solutions qui ont été proposées pour résoudre le problème : tout d'abord le critère de *l'agression*, puis le critère déjà ancien de *l'inertie*, et celui très récent du *comportement normal ou anormal de la chose*. Nous montrerons qu'ils ne correspondent pas à la réalité juridique, et nous préciserons alors toute l'étendue et toute la souplesse du critère du « *fait actif* », entendu dans son véritable sens.

Il nous restera ensuite, dans un dernier chapitre, à étudier d'une façon approfondie la charge de la preuve.

CHAPITRE PREMIER

POSITION DU PROBLÈME

Le problème de la responsabilité du fait des choses n'est pas encore résolu. Qu'il s'agisse de lui assigner un fondement théorique ou de le rattacher à un critère d'ordre pratique, le désaccord persiste dans la doctrine, *grammatici certant* ; la controverse, vieille de 60 ans bientôt, sans cesse alimentée et renaissante, n'a rien perdu en intérêt, ni en actualité, ni en vivacité. Si la disposition de l'art. 1384 (1^o) continue à être la grande vedette de l'actualité juridique, c'est essentiellement parce que l'expression « fait de la chose » n'a pas été définie avec précision, qu'elle demeure vague et diversement entendue, et qu'on a voulu y trouver un fondement sans avoir réalisé l'harmonie sur sa signification précise.

La jurisprudence a tranché des cas d'espèce, sans se mettre en peine d'un principe général ; quant à la doctrine, elle s'est efforcée d'expliquer, plutôt que de guider, l'évolution prétorienne de la théorie.

C'est pourquoi, pour bien comprendre le sens profond du critère « du fait actif », il convient avant tout de poser la distinction fondamentale du fait de l'homme et du fait de la chose, puis de souligner la nature juridique du lien qui doit unir la chose au dommage.

I

DISTINCTION DU FAIT DE L'HOMME ET DU FAIT DE LA CHOSE

Nous ne reviendrons pas sur l'étude de la nature de la chose, sur les critères définitivement condamnés par l'arrêt des Chambres Réunies du 13 février 1930.

Dans cette décision célèbre, la jurisprudence a renversé la

première barrière qu'elle avait élevée pour délimiter le domaine d'application de l'art. 1384 (1°) ; désormais l'accord est fait sur ce point : que la chose soit mobilière ou immobilière (par nature ou par destination), qu'elle soit dangereuse ou non, cet article s'applique ; il n'y a qu'un cas où il ne peut pas jouer lorsqu'il s'agit d'un immeuble, c'est le cas de ruine du bâtiment, parce que l'art. 1386 vise spécialement cette hypothèse : lui seul, par conséquent, peut s'appliquer à elle.

Mais pendant longtemps on a élevé contre l'extension de l'art. 1384 (1°) un obstacle tiré de la distinction du fait de l'homme et du fait de la chose ; ce système est basé sur les termes mêmes de cet article : « On est responsable du dommage causé par le *fait* des choses que l'on a sous sa garde ». L'expression employée ne fait que compliquer le problème ; elle n'a jamais été bien définie ; elle est tellement vague qu'elle devient tout à fait inutile et cela nous explique qu'elle n'ait point été reproduite dans le projet de code franco-italien des obligations, qui parle du dommage causé par les choses et non plus par le « fait des choses ». Il est difficile de préciser le sens exact de cette expression, parce qu'on peut lui donner deux interprétations diamétralement opposées, deux interprétations qui, d'ailleurs, sont condamnables l'une et l'autre.

On peut dire tout d'abord : le fait de la chose n'existe pas. Une chose inanimée ne peut pas agir ; c'est toujours l'homme qui agit, ce n'est pas la chose. Par conséquent, tout dommage causé par une chose inanimée est le fait de l'homme. Mais alors cette thèse oblige à condamner l'art. 1384 (1°), qui n'aura plus aucun champ d'application. C'est impossible, surtout depuis la loi de 1922 sur les incendies, qui a consacré définitivement la jurisprudence admettant que l'art. 1384 (1°) avait une portée propre.

On peut alors dire à l'inverse : il y a « fait de la chose » chaque fois qu'une chose intervient dans la réalisation d'un dommage ; lorsque l'homme en se servant d'une chose cause un dommage, par là même la responsabilité du fait des choses se substitue à la responsabilité du fait de l'homme. Nous aboutissons alors à un résultat inverse du précédent mais tout aussi inadmissible. Comme l'a écrit M. Capitant dans une chronique au *Dalloz* 1930 : « Admettre cette thèse, ce serait en effet vider l'art. 1382 au profit de l'art 1384 (1°) », ou comme l'a dit M. Ripert, dans une note au *Dalloz* 1930 (I.59) : « Ce serait faire de l'art. 1384 (1°) la règle de droit commun ».

L'article 1382 a un domaine propre qu'il faut respecter ; on ne peut pas admettre un système qui nous conduit à dire que tout accident est nécessairement visé par l'art. 1384 (1°). Et si nous insistons sur cette idée fondamentale c'est qu'on la retrouvera à plusieurs reprises, dans les chapitres qui vont suivre.

Un jugement du Tribunal de Lectoure du 10 avril 1925 nous fait sentir toute l'importance de la distinction (1). C'est, dit spirituellement le Tribunal, l'exemple le plus « *frappant* » : une personne en frappe une autre avec sa canne ; le dommage est certainement le fait personnel de celui qui a frappé ; il n'y a pas fait de la chose ; quelle différence y a-t-il entre celui qui frappe avec sa canne et celui qui frappe avec son poing ? Et M. Ripert va ironiser sur ce thème, dans sa note précitée : « Même, écrit-il, si je frappe avec la main, la bague que je porte au doigt peut augmenter la rudesse du coup et entraîner l'application de l'art. 1384 (1°) ; il faudrait supposer une collision entre deux individus pratiquant le nudisme intégral pour qu'il y ait lieu à l'application de l'art. 1382. Encore se trouvera-t-il bien un juriste pour dire que le corps n'est qu'une chose sous la garde de la volonté et qu'il faut par conséquent appliquer l'art. 1384 aux dommages dus au fait corporel de l'homme ».

On ne peut donc pas admettre que l'art. 1384 (1°) ne s'applique jamais, ni admettre que ce texte s'applique toujours ; il faut nécessairement tracer une ligne de démarcation entre les articles 1382 et 1384 (1°).

Cette question n'a pas seulement un intérêt théorique, mais surtout un intérêt pratique immense, en raison des accidents causés par les moyens de locomotion, qui sont les plus importants et les plus nombreux ; ces moyens sont presque toujours, ou du moins paraissent être sous l'action de leur conducteur au moment où l'accident se produit : c'est surtout l'application de l'art. 1384 (1°) aux automobiles qui a donné au problème tout son intérêt ; non seulement les juristes, mais tout le grand public se passionna pour l'une ou l'autre thèse : il y eut le parti des piétons, novateur, favorable à l'application de l'art. 1384 (1°), et le parti des automobilistes, conservateur et hostile à cet article perturbateur.

On vit alors les choses les plus inouïes, les tribunaux furent divisés, il y eut même division au sein d'un même tribunal ou d'une

(1) *D.*, 1925.II.105, note Josserand.

même Cour. Les tribunaux furent pris à partie et les juristes oublièrent le calme avec lequel ils discutent généralement les problèmes sereins du Droit. Ce fût presque une lutte de classes. Le parti des piétons accusait les tribunaux de trahir les intérêts du public au profit des « capitalistes », les propriétaires de voitures et surtout leurs assureurs ; le parti des automobilistes, au contraire, reprochait aux tribunaux de faire des automobilistes « les parias du Code ».

*
**

L'évolution jurisprudentielle qui s'est produite en cette matière est certainement l'une des plus importantes de ce siècle.

Dans un premier stade on a distingué le fait de l'homme du fait *autonome* de la chose : il y a fait de la chose quand elle a agi en dehors de toute intervention humaine, quand son intervention a été pleinement indépendante. De telle sorte que, si au moment de l'accident la chose est sous l'action de l'homme, c'est l'art. 1382 qui s'applique : il en serait ainsi pour les accidents d'automobiles, et pour les accidents causés par un cheval conduit par quelqu'un. Certes, il paraît facile de concevoir le fait de l'animal indépendant du fait de l'homme (le cheval qui rue ou s'emballe, le chien qui mord, etc...) et c'est pourquoi, sur le terrain de l'art. 1385, cette thèse a été longtemps appliquée sans fléchissement.

Au contraire, pour les choses inanimées, la distinction est plus difficile à concevoir : on saisit mal ce que peut être un fait « autonome » de cette chose. Et la jurisprudence admit très vite que l'art. 1384 (1^o) peut s'appliquer, bien que la chose soit sous l'action de l'homme, lorsque l'accident est dû à un *vice propre* de la chose : l'éclatement d'un pneumatique, la rupture d'un frein, d'un pont-arrière de voiture, etc... Ainsi corrigée, la théorie du fait autonome se maintint longtemps. Lorsqu'un accident d'automobile n'était pas dû au vice propre de la chose, on appliquait sans hésitation l'art. 1382. Saintelette écrivait déjà : « On ne peut alors soutenir sérieusement que le dommage est causé par le fait de la chose, bicyclette ou automobile et c'est bien plutôt par le fait de celui qui l'emploie ; ce n'est donc point l'automobile ou la bicyclette qui détermine l'accident, mais la direction ou l'impulsion qui leur est donnée ».

Les victimes d'accidents se trouvèrent donc dans une situation très mauvaise, puisqu'elles devaient prouver ou le vice de la chose

ou la faute du conducteur. Mais les accidents se multiplièrent et la situation devint inquiétante. C'est le 21 janvier 1919 que la Chambre Civile (2) condamna pour la première fois le critère du fait autonome de la chose, à l'occasion de l'explosion d'une locomotive en gare Saint-Lazare. Puis, elle va répéter sa formule à propos d'un dommage causé par une chose incendiée (3). C'est cet arrêt qui émut les assureurs contre l'incendie et c'est de là que sortit la loi de 1922. Enfin, en 1924, la Chambre Civile doit définir le fait de la chose à propos d'un accident causé par une automobile conduite (4).

Mais la Chambre Civile manqua de précision dans les termes de son arrêt, et il en résulta le grand désarroi dont nous avons parlé précédemment. C'est pourquoi, dans l'arrêt JAND'HEUR du 21 février 1927 (5), la Chambre Civile condamna sans ambiguïté le critère du fait autonome de la chose. Et les Chambres Réunies, le 13 février 1930, adoptèrent nettement la thèse de la Chambre Civile, en rejetant en outre le critère du *danger* de la chose soulevé par une partie de la doctrine et de la jurisprudence :

« Attendu que la loi pour l'application de la présomption, qu'elle édicte, ne distingue pas suivant que la chose était ou non actionnée par la main de l'homme, qu'il n'est pas nécessaire qu'elle ait un vice inhérent à sa nature et susceptible de causer le dommage, *l'art. 1384 rattachant la responsabilité à la garde de la chose, non à la chose elle-même* ». Ce dernier membre de phrase forme la pierre angulaire de la responsabilité actuelle du fait des choses.

*
**

La plupart des auteurs sont d'accord pour approuver la condamnation du critère du fait autonome de la chose. Cette thèse est dangereuse, insuffisante et inexacte. Au point de vue *théorique* elle ne satisfait ni les partisans de la faute, ni les partisans du risque : les premiers lui reprochent d'admettre que l'art. 1384 (1°) joue lorsque la chose agit en dehors de l'homme, ce qui conduit à éliminer la faute, puisque le dommage est alors entièrement indépendant de l'action humaine ; les seconds critiquent cette

(2) *D.*, 1922.I.25 et *G. P.*, 1918-19.I.662.

(3) *Civ.*, 16 nov. 1920 ; *S.*, 1922.I.97, note Hugueney ; *D.*, 1920.I.169 avec note Savatier.

(4) 29 juillet 1924 ; *S.*, 1924.I.321 avec note Esmein ; *D.*, 1925.I.5 avec note Ripert.

(5) *S.*, 1927.I.137, note Esmein ; *D.*, 1927.I.97, note Ripert.

distinction, qui constitue une entrave considérable au développement de l'art. 1384 (1°). Pratiquement surtout elle conduit à des résultats inadmissibles ; c'est justement au moment où la machine devient le plus redoutable, que l'on refuse protection à la victime, que l'on substitue l'art. 1382 à l'art. 1384 (1°). Ainsi, quand une automobile arrêtée dévale une pente et cause un dommage, on applique, d'après le critère du fait autonome, l'art. 1384 (1°) ; au contraire, si le conducteur prend place au volant et met la voiture en marche, à partir de ce moment-là c'est l'art. 1382 qui s'applique : il n'y a plus fait autonome de la chose, il y a fait du conducteur. Comme l'écrit M. Josserand, « pour une fois la politique de Gribouille est couronnée de succès ». On ne peut donc pas admettre que la responsabilité disparaisse au moment où elle se trouve le plus justifiée. De plus, ce critère est nettement insuffisant, car, dans une foule d'hypothèses, il sera impossible de préciser quand il y a fait autonome et quand il y a fait de l'homme ; les accidents d'automobiles sont très souvent dus à des causes complexes : la machine a ses imperfections, et l'homme ses faiblesses.

M. le Doyen Ripert a définitivement démontré l'inexactitude totale de ce critère : il a établi qu'il était impossible de concevoir un fait autonome de la chose dans une note magistrale au *D.* (1922.I.25) : « L'animal a une activité propre et peut de lui-même causer un préjudice, il y a fait de l'animal..... Si l'on considère maintenant les choses dites inanimées, on remarque que certaines d'entre elles ont, ou paraissent avoir une activité propre, une force intime, un dynamisme personnel. La machine, « la bête humaine », déchaîne parfois sa force : elle communique l'incendie, elle fait explosion, elle blesse ou tue ; elle agit alors comme un animal furieux, et il semble qu'il y ait bien un fait personnel de la chose. Mais c'est une pure apparence. Entre l'animal et la machine il y a cette différence essentielle : la vie. La force interne de la chose a été créée par l'homme, ou tout au moins appropriée par lui ; c'est lui qui produit la vapeur, qui capte l'électricité, qui conduit les flammes, qui mélange les gaz. En réalité, il y a fait de l'animal, il n'y a pas fait de la chose. Les termes eux-mêmes ne reflètent-ils pas la contradiction ? On parle du fait des choses inanimées ; mais si elles sont inanimées, elles ne peuvent devenir nocives que si quelqu'un les anime. La force qui les fait sortir de l'inertie au risque d'un dommage, c'est la force humaine. La chose est l'instrument du dommage, elle ne peut en être la cause. Sous le fait

de la chose apparaît nécessairement le fait de l'homme. » On ne peut prononcer de condamnation plus formelle.

*
**

M. Mazeaud se rallie alors à un nouveau critère qui est fondé sur la notion de garde, qui a été adopté nettement par plusieurs Cours d'Appel, et sur lequel la Cour de Cassation s'est prononcée ouvertement dans l'arrêt du 2 décembre 1941 : c'est le critère du *contrôle*. Nous le trouvons exposé, par exemple, dans un arrêt de la Cour de Rouen, du 13 février 1936 (6) : « Attendu que toutes les choses inanimées, quelle que soit leur nature, sont susceptibles de faire jouer l'art. 1384 (1°), qu'il faut et qu'il suffit qu'elles échappent au contrôle de l'homme au moment où elles causent le dommage... ». Et l'arrêt des Chambres Réunies décide que « celui qui est privé de l'usage, de la direction et du contrôle de l'auto » n'en a plus la garde.

Avant de préciser ce critère, il faut constater que parler du fait de la chose inanimée ce n'est pas employer une expression vide de sens ; s'il est exact que le fait autonome intégral ne peut exister, du moins il peut y avoir un fait de la chose inanimée. Comme les animaux, les choses ne sont pas toujours des instruments dociles entre les mains de l'homme ; elles échappent parfois à son contrôle sous l'emprise de forces extérieures (pesanteur, foudre) ou sous l'empire d'une force que l'homme a incluse dans la chose, et que l'on appelle son « dynamisme propre ». Par conséquent, il y a fait de l'homme quand la chose lui a strictement obéi, et il y a fait de la chose quand celle-ci a échappé au contrôle de l'homme (7).

C'est donc l'homme qui donne l'impulsion et la force à cette chose, mais souvent cette force et cette impulsion le dépassent et produisent des effets qu'il n'avait pas prévus ; alors le fait de la chose s'oppose au fait proprement dit de l'homme. On s'en aperçoit tout de suite lorsqu'on examine les accidents d'automobiles. Ces engins, pas plus que les animaux, ne sont des instruments dociles entre les mains de l'homme.

Certes l'automobile tient sa force de l'homme, tandis que le cheval la tient du Créateur, mais cette force n'en existe pas moins. Devant les Chambres Réunies de la Cour de Cassation, le Conseiller

(6) S., 1936.II.190 et G. P., 1936.I.885.

(7) V. H. MAZEAUD : *Cours Doctorat*, 1941, -

Rapporteur Lemarch'adour a très nettement souligné cette constatation : « Il n'est point exact que l'automobile soit aux mains du conducteur un instrument agissant à sa volonté, l'automobiliste n'est pas le maître absolu de sa machine, pas plus que le conducteur n'est maître du cheval qu'il mène. L'animal, être vivant, a, il est vrai, des initiatives imprévisibles, mais la machine porte dans ses flancs une force que l'homme crée, actionne ou dirige, mais dont il ne peut prévoir et limiter les effets ; de cette force, de la vitesse qui en est l'effet, l'automobiliste n'est pas pleinement le maître. » La même argumentation avait été développée devant les Chambres Civiles, en 1927, dans l'affaire JAND'HEUR, par l'avocat général Langlois : « Il est faux, absolument faux, et il n'est pas nécessaire d'être un technicien pour l'affirmer, que l'automobile soit un instrument docile aux mains de son conducteur ; elle échappe par l'effet de la vitesse, elle échappe par l'effet d'un dérapage — circonstances qui ne sont pas uniquement circonstances du fait de l'homme — à la direction de son conducteur. »

Toutes les choses sont ainsi susceptibles d'échapper à l'action de l'homme, même celles dans lesquelles le génie humain n'a déposé aucune puissance : une pierre, un arbre, un pot de fleurs peuvent causer des accidents sous le seul effet des lois naturelles.

On peut donc conclure que si la chose obéit à l'homme, il y a fait de l'homme et c'est l'art. 1382 qui s'applique, si elle échappe au contrôle de l'homme (locomotive qui continue à rouler malgré ses freins serrés et la vapeur renversée), il y a fait de la chose et c'est l'art. 1384 (1^o) qui s'applique. Tel est le véritable critère de distinction entre le fait de l'homme et le fait de la chose.

Mais il faut reconnaître que, si ce critère est conforme à la notion de garde, il donne à l'art. 1384 (1^o) un champ d'application presque illimité. Théoriquement il semble que nous respections les domaines respectifs des art. 1382 et 1384 (1^o). Mais, en fait, la victime pourra toujours, chaque fois qu'une chose est intervenue dans la réalisation d'un dommage, invoquer l'art. 1384 (1^o), parce que si le gardien prétend se retrancher sur l'art. 1382, il prononce par là même sa propre condamnation, en affirmant qu'il est l'auteur volontaire du dommage.

Ce critère n'est donc pas suffisant pour établir une ligne de démarcation ferme entre les deux articles précités. Et, cependant, il faut élever un rempart solide contre l'invasion de l'art. 1384 (1^o) : on ne peut pas admettre qu'il joue chaque fois qu'une chose

intervient dans un accident. Puisque ce conquérant fougueux a brisé jusqu'ici les barrières que l'on avait élevées, il faut donc essayer de lui trouver « un espace vital » convenable dans l'étude approfondie du lien de causalité, qui a été mis en lumière par la doctrine et la jurisprudence récentes.

II

LES DEUX LIENS DE CAUSALITÉ

L'art. 1384 (1°) ne se contente pas de disposer, qu'il doit s'agir d'une chose pour que le texte joue, ni qu'il doit s'agir du fait d'une chose par rapport au fait de l'homme. L'art. 1384 (1°) affirme en outre que le dommage doit être *causé* par le fait de la chose : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde » ; et l'art. 1385, lui aussi, affirme que le dommage doit être causé par l'animal.

C'est en analysant cette condition que le dommage doit être causé par la chose, qu'un dernier effort a été tenté pour sauver, en quelque sorte, l'art. 1382, c'est sur cette condition que s'accomplit aujourd'hui le travail de jurisprudence, qui essaie de rendre à cet article la place qu'il doit avoir. Le lien de causalité, dont nous avons à nous occuper, est une condition particulière de la responsabilité du fait des choses, une condition que nous ne trouvons pas dans les autres domaines de la responsabilité : responsabilité du fait personnel ou du fait d'autrui.

M. Ripert affirme que l'expression « dommage causé par la chose » prête, elle aussi, à critique. Puisque c'est l'homme qui agit, non la chose, c'est l'homme qui cause le dommage. La chose n'est jamais qu'un instrument ; elle ne peut pas être une cause.

Nous nous rallions volontiers à cette observation, si elle veut seulement souligner que l'homme est toujours à l'origine du dommage. Mais elle ne doit pas signifier autre chose. Il serait inexact d'en conclure qu'on ne peut pas considérer qu'une chose est la *cause* d'un dommage, de même qu'il serait inexact d'affirmer, avec M. Paul Esmein, que lorsqu'on déclare que la chose est la cause du dommage, on entend seulement indiquer par là qu'elle est

intervenue d'une manière quelconque dans la réalisation de ce dommage. Exiger que la chose soit la cause du préjudice, ce n'est pas employer une expression vide de sens : c'est préciser le lien qui doit unir cette chose au dommage. Pour le démontrer, il convient d'abord de rappeler que les procès en responsabilité du fait des choses mettent en jeu *deux* liens différents de causalité.

*
**

a) Il y a tout d'abord *le lien de causalité ordinaire*, celui qui est l'une des conditions fondamentales de la responsabilité civile dans tous les domaines, et qui unit le propre gardien de la chose au dommage.

Il faut tout de suite poser le principe que le lien de causalité constitue un élément de la responsabilité civile entièrement distinct de la faute.

Il en est distinct dans son existence : tout d'abord il peut y avoir lien de causalité sans faute. Très souvent, une personne cause un dommage par son fait sans que ce fait soit fautif. C'est alors l'absence de faute, et non l'absence de causalité, qui empêche la responsabilité d'être engagée ; elle ne le sera que dans les cas où la faute n'est pas exigée.

Il peut également y avoir faute sans lien de causalité. Pour reprendre l'exemple donné par M. Marteau (8), celui qui fait absorber du poison à une personne, laquelle est tuée immédiatement après par un tiers d'un coup de revolver, n'est pas civilement responsable de cette mort : sans doute a-t-il commis une faute, mais cette faute n'est pas la cause du dommage.

Afin d'expliquer la prétendue « confusion inévitable qui se produit entre l'appréciation de la faute et celle de la causalité », M. Paul Esmein (9) observe que « la relation avec le dommage tient une certaine place dans l'appréciation de la faute ». Très souvent, l'auteur de la faute a prévu, dans une mesure très variable selon les cas, les conséquences dommageables de sa faute. Mais cette prévision n'en est pas une condition nécessaire. Il peut y avoir faute — et M. Paul Esmein le reconnaît — même si le lien causal n'a pas été aperçu par l'auteur du fait.

(8) MARTEAU, *thèse précitée*.

(9) PLANIOL, RIPERT et ESMEIN : *Les obligations*, n° 540. — Cf. également : Paul ESMEIN, *Rev. Trim. D. Civil*, 1934, p. 317 et s.

Distinct de la faute dans son existence, le lien de causalité en est-il encore distinct dans ses effets ? La question est beaucoup plus délicate. La recherche de la faute a pour seul résultat de déterminer s'il y a ou non responsabilité, mais la gravité de la faute ne doit pas influencer sur le quantum des dommages-intérêts. La recherche de l'existence du lien de causalité a, elle aussi, pour premier résultat de déterminer si la responsabilité existe. Mais en a-t-elle un second ? On est tenté de répondre par l'affirmative en lui assignant un rôle dans la fixation du chiffre des dommages-intérêts. Ceux qui adoptent la théorie de l'équivalence des conditions le nient : pour eux, quand même plusieurs événements concourent à la réalisation d'un dommage, chacun en est la cause entière. Mais la jurisprudence récente, qui adopte le critère de la causalité adéquate, doit certainement en tenir compte pour la fixation de la réparation, même dans les cas où elle est obligée de procéder à un partage de responsabilité.

Le gardien doit donc être la cause du dommage. L'existence de ce lien de causalité est présumée par les art. 1384 (1^{er}) et 1385. Présomption qui tombe devant la preuve que le dommage est dû à une autre cause, à une « cause étrangère » au gardien : fait de la victime, fait d'un tiers, force majeure.

Quand un arbre tombe sur une automobile, le gardien n'est pas la cause du dommage si la chute a été provoquée par la foudre (cas de force majeure) ; il en est la cause, si son arbre était pourri et devait être abattu.

On sait que la jurisprudence récente a posé la règle que le fait du tiers, comme le fait de la victime, ne peuvent libérer le gardien que s'ils sont imprévisibles et irrésistibles (10).

La Chambre des Requêtes et la Chambre Civile ont fini par admettre que la faute de la victime constituait par rapport au gardien le cas fortuit. En outre, il est nettement établi que c'est au gardien de prouver que la faute de la victime est la cause unique du dommage (11). La Cour de Cassation se montre très stricte à ce sujet. C'est ainsi que l'arrêt de la Chambre Civile du 5 août 1942 (12) précise « que la faute de la victime, invoquée par le gardien de la

(10) *Req.*, 24 octobre 1938 ; *G. P.*, 1938.II.914. — *Civ.*, 10 janv. 1939 ; *S.*, 1939.I.86 et *D. H.*, 1939.80. — *Civ.*, 9 sept. 1940 ; *S.*, 1940.I.81, note H. Mazeaud. — *Civ.*, 22 déc. 1941 ; *S.*, 1942.I.49 ; *D. H.*, 1942.I.4.

(11) *Civ.*, 1^{er} déc. 1936 ; *G. P.*, 1937.I.157.

(12) *G. P.* du 14 nov. 1942.

chose pour s'exonérer de la présomption de responsabilité édictée à son encontre par l'art. 1384 (1^o) C. C., ne saurait l'en décharger entièrement qu'à la condition que, n'ayant pu être ni prévue ni évitée, elle ait été la cause exclusive du dommage ». Ainsi le lien de causalité manque lorsque le dommage est le résultat « d'une cause étrangère » : on entend par là tout événement qui n'est pas le fait du défendeur, qui lui demeure totalement étranger : la victime demande souvent réparation alors qu'elle est la cause même du dommage !

Ce peut être un événement qu'il ne soit possible d'imputer à personne, comme le vent, la foudre, l'inondation : le dommage résulte alors d'un cas fortuit ou de force majeure.

Enfin, ce peut être le fait d'un tiers, c'est-à-dire d'une personne qui n'est ni le défendeur ni la victime.

Lorsque le dommage est dû au fait d'un tiers, le défendeur pourra échapper à la responsabilité, mais il faudra qu'il démontre que le fait du tiers est la *seule* cause du dommage. En effet, s'il peut seulement démontrer que le fait du tiers est l'une des causes du dommage, alors ce dommage a deux causes : d'une part le fait du tiers, d'autre part le fait du défendeur, et, en vertu du principe que les coauteurs d'un dommage sont tenus *in solidum*, le défendeur n'échappera pas dans ce cas à la responsabilité ; la victime peut l'assigner pour le tout, mais il pourra se retourner contre le tiers.

Après quelques hésitations et certains revirements, la jurisprudence est entrée maintenant dans une voie très restrictive ; pour que le fait du tiers soit libératoire, il faut qu'il présente les caractères de la force majeure ; il cesse en réalité d'être une cause indépendante d'exonération. La jurisprudence est invariable depuis un arrêt de la Chambre des Requêtes du 30 juin 1931, et surtout depuis les arrêts de la Chambre Civile du 19 juin 1934 (S., 1935.I.28) et du 1^{er} février 1937 (12 *bis*). Elle a rendu le 21 février 1941 (C. P., 1940.I.447) un arrêt dont les attendus sont très nets :

« Attendu que la faute d'un tiers, invoquée par la victime pour s'exonérer de la responsabilité découlant à son encontre du préjudice subi par un voyageur au cours du transport ne saurait l'en décharger entièrement qu'à la condition que, *n'ayant pu être ni prévue ni*

(12 *bis*) S., 1937.I.361 avec note de M. Morel et D., 1937.I.41 avec note de M. Roger.

évitée, elle ait été la cause exclusive du dommage ». Il est donc difficile de se montrer plus rigoureux.

Ainsi, dans la responsabilité du fait des choses, cette « notion de cause étrangère » a une importance capitale : la loi ayant automatiquement désigné un responsable (le gardien de la chose), la victime s'adresse directement à lui sans avoir besoin de prouver sa faute, sans même se demander si elle est ou non pour quelque chose dans la réalisation du dommage. C'est pourquoi, en droit français, à cause de l'existence des présomptions de responsabilité, la question du lien de causalité sera souvent discutée dans la pratique.

Les présomptions de responsabilité concentrent souvent l'intérêt du procès sur le problème du lien de causalité. Elles conduisent fréquemment la victime à s'adresser à des personnes absolument étrangères au dommage. Que vont faire alors ces personnes pour se libérer ? Logiquement, elles devraient se cantonner sur le terrain du lien de causalité, chercher à démontrer que le dommage n'est pas leur fait, qu'il est dû à une cause étrangère.

Mais cette preuve, qui oblige à préciser la cause exacte du dommage, est difficile à apporter. Aussi chercheront-elles plutôt à établir qu'un autre élément constitutif de la responsabilité manque : la faute ; elles ne discuteront pas l'existence d'un lien entre leur fait et le dommage, mais elles s'efforceront de démontrer que leur conduite est irréprochable, qu'il y a absence de faute. Elles vont essayer de déplacer le problème du terrain du lien de causalité sur celui de la faute. Mais, dans la responsabilité délictuelle du fait des choses, elles ne le pourront pas, puisque la loi a édicté une présomption de responsabilité. Dans ce domaine, le gardien de la chose devra demeurer sur le terrain de la causalité et démontrer la cause étrangère.

La notion de cause étrangère va donc jouer ici un rôle capital : les tribunaux peuvent en faire une véritable soupape de sûreté, leur permettant d'éviter les conséquences excessives auxquelles pourrait les conduire dans certains cas l'application des présomptions de responsabilité. Ils sont obligés de les appliquer, mais ils peuvent décider que la preuve est faite d'une faute de la victime ou d'un cas fortuit. Ceux qui refusaient d'appliquer aux automobiles l'art. 1384 (1^o) et qui furent contraints de s'incliner devant l'arrêt des Chambres Réunies, allèguent trop facilement l'existence d'un cas fortuit ou d'une faute de la victime, et cela explique sans doute

que, par réaction, la Cour de Cassation se montre parfois extrêmement rigoureuse : elle exige en principe que ces événements soient imprévisibles et irrésistibles.

Il y a lieu, cependant, de noter qu'un arrêt de la Chambre Civile du 6 février 1929 (13) a déclaré que la preuve du lien de cause à effet n'était pas apportée et a écarté l'art. 1384 (1°), alors qu'une automobile était passée sur le corps d'un homme étendu sur la chaussée, sans qu'on puisse établir si cet homme ne s'était pas déjà blessé mortellement dans une chute de cheval.

**

b) Mais à côté de ce lien de causalité ordinaire, qui unit l'activité du *défendeur* (fautive ou non) au dommage, un autre lien de causalité est exigé lorsque les règles de la responsabilité du fait des choses sont en jeu. C'est *le lien entre la chose et le dommage*, et c'est celui-là seul que nous étudierons. Il peut être conçu de deux façons différentes. On peut se contenter d'une intervention quelconque de la chose. C'est l'opinion de M. Esmein qui parle ici de « causalité matérielle » par opposition à « la causalité psychologique » qui est celle qui unit l'activité du défendeur et le dommage. Pour cet auteur (14) la causalité est donc avant tout *matérielle* : « C'est l'enchaînement des faits dont la répétition constante a inspiré aux hommes l'idée d'une nécessité, et qu'ils se représentent comme une génération du postérieur par l'antérieur. » Il faut un fait matériel, générateur du préjudice, et ce fait doit constituer la violation d'une obligation. Il suffit donc, pour qu'il y ait responsabilité que, parmi les antécédents toujours multiples d'un dommage, il s'en trouve un qui soit *un fait du défendeur*, et dont la preuve incombe en principe au demandeur.

La notion de causalité matérielle apporte une certaine limite en ce qu'elle exclut toute responsabilité lorsque manque ce lien causal.

Mais ce champ serait encore trop étendu.

Il serait inadmissible que la responsabilité s'étende à toutes les conséquences de chacune de nos actions, qui sont indéfinies, dans l'enchaînement des faits.

Pour M. Esmein, il faut chercher une limitation dans un autre

(13) *Gaz. Pal.*, 1929.I.801.

(14) *R. T. D. C.*, 1934, p. 320 : *Trois problèmes de Responsabilité Civile*.

élément de la responsabilité : *la violation d'une obligation*. L'importance de cette idée se manifeste par exemple dans une simple omission du défendeur susceptible de constituer le fait causal d'où va découler sa responsabilité. Ainsi la faute de l'automobiliste qui a négligé de faire fonctionner son appareil avertisseur ou d'allumer ses phares. C'est ce que l'auteur appelle la *causalité psychologique*, qui est le rapport entre la pensée de l'agent et le dommage que son acte peut causer. On est tenté de la rechercher dans la prévisibilité du dommage.

Mais c'est nier en réalité que la chose doive être la « cause du dommage ». Être la « cause » d'un événement, ce n'est pas, en effet, avoir joué un rôle quelconque dans sa réalisation ; c'est y avoir joué un rôle *créateur*, avoir produit l'événement. La cause produit l'effet. La cause véritable, c'est donc bien la cause « génératrice ». Cette expression, qui peut paraître barbare au premier abord, est cependant la traduction la plus forte de la réalité. Il est tout à fait normal qu'une chose produise, par elle-même, un dommage, qu'elle joue un rôle créateur dans la réalisation de ce préjudice. Certes, encore une fois, l'homme est toujours derrière la chose ; mais cela n'empêche pas de concevoir, à côté du lien de causalité qui unit l'homme au dommage, un autre lien de causalité véritable unissant la chose au préjudice. Tantôt une chose intervient dans la réalisation d'un dommage, sans en être la cause productrice ; tantôt, au contraire, elle le crée réellement, elle le cause profondément, indiscutablement.

Ce n'est pas autre chose que l'on veut exprimer dans la distinction que l'on propose entre l'intervention « active » et l'intervention « passive ».

L'intervention *active*, c'est celle qui *cause* le dommage, qui le produit, celle que certains arrêts ont parfois nommé « l'action destructive ou nocive » de la chose (15). L'intervention *passive*, au contraire, c'est celle qui n'a pas de lien de causalité avec le préjudice, celle qui n'engendre pas le dommage.

Nous verrons, plus tard, que c'est bien à ce critère que se rallient la plupart des arrêts qui exigent que la chose ait été la *cause génératrice* du dommage. Mais nous devons tout de suite préciser que la Cour de Cassation, qui emploie souvent les

(15) Douai, 16 mars 1936 ; S., 1937.I.147. — Colmar, 23 juin 1937 ; S., 1937.II.217 et note importante Marty.

expressions : intervention active, intervention passive, peut se contenter de rappeler que l'existence de la présomption de responsabilité est « subordonnée à la seule condition que le dommage ait été causé par le fait de la chose ». Parmi les arrêts dont les attendus sont particulièrement caractéristiques en ce sens, on peut citer celui de Caen du 30 décembre 1935 (16) : « Qu'il est ainsi démontré que le véhicule de D. a eu dans la collision un rôle purement passif, et que, dès lors, il ne peut être considéré comme ayant « causé » le dommage au sens de l'art. 1384. »

**

Beaucoup de juristes, en effet, ne distinguent pas assez les deux liens de causalité que l'on rencontre dans le domaine de la responsabilité du fait des choses et apportent des solutions peu satisfaisantes. Quelques-uns même écartent cette distinction, prétendent que le problème est insoluble, si on l'envisage sous cet angle. Nous sommes cependant convaincus que toute la « clef du mystère » réside essentiellement dans l'analyse du lien de causalité qui unit la chose au dommage. Nous avons admis, avec la majorité des auteurs, que le « fait autonome » de la chose, intégral, doit être rejeté. Mais il y a des cas très nombreux où il est impossible de voir un « fait de l'homme » pur et net et de faire jouer l'art. 1382. Nous défendons avec conviction l'autonomie de l'art. 1384 (1°) contre certaines tendances nouvelles qui voudraient la condamner. Le malentendu vient d'une mauvaise ligne de démarcation, trop souvent mal gardée, entre les domaines respectifs de ces deux articles. Nous allons donc essayer d'apporter une pierre nouvelle à l'édifice, assez mal construit, de cette partie de la responsabilité civile. Après les jalons que nous venons de poser, nous pouvons entreprendre la route, parfois sinueuse, qui nous conduira au but.

(16) *Gaz. Pal.*, 1936.I.885.

III

L'INTERVENTION DE LA CHOSE

A) *Nécessité de cette intervention*

Un premier point peut être facilement établi : la chose dont le défendeur a la garde doit avoir participé à la réalisation du dommage. Il va de soi qu'il est nécessaire, pour qu'on puisse parler de responsabilité du fait des choses et assigner le gardien d'une chose déterminée, que cette chose puisse être rattachée au préjudice. S'il n'y a pas eu intervention de la chose, l'action en justice, basée sur l'art. 1384 (1°), doit être rejetée.

C'est ce que la Cour de Cassation entend tout d'abord affirmer dans une formule, véritable leitmotiv de ses arrêts les plus caractéristiques :

« Que la présomption de responsabilité édictée par l'article 1384 (1°) du Code Civil à l'encontre du gardien de la chose, est subordonnée dans son application à la *seule* condition que le dommage ait été causé par le fait de celle-ci. »

Voici un automobiliste qui trouve sur la route un piéton blessé ; il le monte dans son auto et le conduit à l'hôpital ; la voiture de cet automobiliste n'est évidemment pour rien dans le dommage qui a été subi par le piéton ; par conséquent, le piéton ne pourra pas se prévaloir contre cet automobiliste de l'art. 1384 (1°) et prétendre qu'il appartient au gardien de prouver qu'il y a cause étrangère.

Ce raisonnement serait évidemment inadmissible, parce que l'automobile n'est pas intervenue dans la réalisation du dommage.

Mais si ce principe est évident, nous allons rencontrer deux difficultés : tout d'abord qui a la charge de prouver l'intervention de la chose ? Nous l'étudierons dans le dernier chapitre.

En second lieu, si la Cour de Cassation a souvent rappelé la nécessité de l'intervention (17), quelle notion doit-on s'en faire ? C'est cette réponse que nous allons donner au cours de cette étude.

(17) *Civ.*, 20 mars 1933 ; *S.*, 1933.I.257 et note H. Mazeaud. — *Civ.*, 3 janv. 1934 ; *D.*, 1934.I.30 et note Savatier ; *G. P.*, 1934.I.308 ; *R. G. A. T.*, 1934.366 et note M. Picard. — *Civ.*, 7 mai 1935 ; *G. P.*, 1935.II.154 ; *R. G. A. T.*, 1935.814 et note M. Picard. — *Civ.*, 15 mai 1935 ; *G. P.*, 1935.II.153 ; *R. G. A. T.*, 1935.811 et note M. Picard. — *Civ.*, 11 mars 1936 ; *G. P.*, 1936.I.698 ; *R. G. A. T.*, 1936.572. — *Req.*, 21 juin 1935 ; *G. P.*, 1936.I.198 (*Sous-Civ.*, 11 mars 1936) ; *R. G. A. T.*, 1935.1082 et note M. Picard. — *Req.*, 27 juillet 1936 ; *G. P.*, 1936.II.673.

B) *Une intervention quelconque n'est pas suffisante*

Suffit-il que la chose ait joué un rôle quelconque ? Va-t-on au contraire se montrer plus exigeant ?

Qu'une distinction soit nécessaire, cela saute aux yeux de ceux qui veulent assigner à l'art. 1384 (1°) des limites raisonnables. Se contenter d'une intervention quelconque de la chose, c'est, en effet, donner à l'art. 1384 (1°) un champ d'application presque illimité, car, dans la plupart des cas, une chose intervient dans la réalisation d'un dommage.

Les cas où la victime serait contrainte de prouver la faute en vertu de l'art. 1382 deviendraient ainsi l'exception, l'art. 1384 (1°) « éclipserait l'art. 1382 ». Admettre une telle solution serait aller à l'encontre même du but de l'art. 1384 (1°) ; la présomption de responsabilité est édictée pour protéger les victimes d'une manière particulièrement efficace ; encore faut-il que cette protection soit nécessaire ; elle ne l'est certes pas dans tous les cas où il y a intervention d'une chose.

Une intervention quelconque de la chose n'est donc pas suffisante pour que joue l'art. 1384 ou l'art. 1385 ; pour que ces textes puissent s'appliquer, il faut ce que l'on appelle souvent l'intervention *active* de la chose, quoique l'expression ne soit pas très heureuse ni très exacte.

Qu'est-ce qu'une intervention active ? La question présente un intérêt certain parce que, en la tranchant, on va pouvoir établir une barrière réelle pour empêcher l'envahissement de l'art. 1384 (1°). C'est en tout cas la dernière tentative que l'on puisse faire pour lutter avec succès contre l'occupation progressive de cet article.

Voici une automobile qui est arrêtée, un cycliste vient s'écraser contre elle. Certes l'automobile a joué un rôle dans la réalisation du dommage, c'est en effet la masse de l'automobile, son poids qui a blessé le cycliste ; et cependant, on ne peut pas traiter le gardien de cette voiture comme celui d'une voiture en marche qui écrase un piéton ! On voit la différence fondamentale entre ces deux situations. Si nous refusons donc de les distinguer, l'art. 1384 (1°) deviendra, il faut le répéter, le droit commun de la responsabilité, car il y a bien peu d'accidents dans lesquels une chose n'intervienne de plus ou moins loin. Aussi, la nécessité de la distinction est préconisée non seulement par les partisans de la théorie de la faute, mais

également par des partisans de la théorie du risque, notamment par M. Savatier.

La plupart des auteurs déclarent que, pour faire la distinction, on ne doit appliquer l'art. 1384 (1^o) qu'en cas d'intervention *active* de la chose.

Mais, si tous ces auteurs sont d'accord pour exiger cet élément d'activité dans l'intervention de la chose, ils ne s'entendent plus du tout quand il s'agit de définir ce qu'on entend exactement par « activité ».

Cela s'explique aisément, parce que ces expressions d'intervention active et d'intervention passive ne signifient pas grand'chose et peuvent être interprétées de mille manières. Comment distinguer alors les cas dans lesquels l'intervention sera suffisamment caractérisée pour entraîner l'application de l'art. 1384 (1^o) et ceux dans lesquels elle ne le sera pas suffisamment et où, par suite, c'est l'art. 1382 qui jouera ? Il faut reconnaître que le critère de la distinction est extrêmement difficile à préciser, tellement difficile même que certains auteurs affirment que cette recherche ne peut conduire à rien, que, sur ce terrain de causalité entre la chose et le dommage, il est impossible de trouver une démarcation entre l'art. 1382 et l'art. 1384. C'est notamment ce qu'affirme M. Paul Esmein ou du moins c'est ce qu'il a affirmé, parce que, après avoir déclaré qu'il était possible de faire une distinction, il l'a nié pour revenir ensuite à son premier point de vue.

De même, dans une excellente étude sur « La notion du fait de la chose dans l'art. 1384 (1^o) » (18), M. Pierre David s'est efforcé de démontrer que la limitation nécessaire au domaine des présomptions de responsabilité ne peut pas être cherchée dans l'analyse du lien qui unit la chose au dommage.

c) *Confusion avec d'autres problèmes*

Il faut reconnaître que les définitions qui ont été proposées de « l'activité » ou de la « passivité » de la chose se heurtent à des objections graves. Plusieurs reposent sur une confusion entre le problème envisagé et des problèmes plus ou moins voisins.

Confusion d'abord avec la question de la nécessité de la faute. Exiger une intervention active, cela ne peut signifier exiger une

(18) *Thèse David* (Lille, 1934, tome 84).

faute commise par le gardien. L'admettre serait, en effet, reconnaître que la présomption disparaît dès que le gardien prouve n'avoir commis aucune faute. Quelques juridictions inférieures l'avaient admis en matière de collisions. Et le problème connaît une grande actualité, depuis que la Cour de Cassation a posé le critère du comportement normal ou anormal de la chose, dans ses arrêts les plus récents : nous ferons une étude approfondie de ce nouveau point de vue dans un chapitre spécial.

Confusion également avec le problème du lien de causalité qui doit unir l'activité du défendeur au dommage, — problème que nous avons étudié précédemment.

Il pourrait sans doute paraître séduisant de déclarer qu'il y a intervention *active* de la chose quand le dommage est causé par le gardien. Mais il y a là une condition générale indiscutée de la responsabilité civile qui a pour conséquence que, dans les cas où le dommage résulte « d'une cause étrangère », la présomption de responsabilité tombe. Confondre la nécessité d'une intervention active de la chose avec la nécessité de l'absence d'une cause étrangère, c'est donc en réalité supprimer la condition de l'activité.

Confusion encore avec le problème de savoir si l'art. 1384 (1^o) a une portée distincte de celle de l'art. 1385. On s'est demandé si l'intervention active n'était pas celle d'un animal, l'intervention passive celle d'une chose inanimée. Sans doute, au moment de la rédaction du C. C., « les dommages causés par le fait des choses dont on a la garde » étaient ceux causés par les animaux, car l'art. 1384 (1^o) annonçait seulement l'art. 1385 dans l'esprit des rédacteurs. Mais le législateur lui-même (loi 7 nov. 1922) a condamné cette interprétation et consacré ainsi la jurisprudence nouvelle qui, donnant un sens propre à l'art. 1384 (1^o), réserve l'application de ce texte aux choses inanimées.

Confusion enfin avec la distinction du fait de l'homme et du fait de la chose. Cette distinction, nous l'avons dit, est fondée aujourd'hui sur le critère du *contrôle* qui conduit à un examen de la volonté du gardien.

Il convient donc de ne pas se placer ici sur ce terrain et de rejeter toute analyse du rôle joué par le gardien dans l'intervention de la chose, ainsi que le critère auquel nous avons déjà songé, qui distingue selon que la chose s'est trouvée dans la position dommageable en dehors de son gardien ou qu'elle y a été placée par lui.

Il faut aussi rejeter le critère du *dynamisme propre*, un de ceux qui avaient été proposés à la jurisprudence et que celle-ci a rejetés pour séparer le fait de la chose du fait de l'homme. Certaines décisions qui prétendaient adopter le critère de la chose dangereuse en avaient donné une interprétation toute particulière. Pour elles, la chose dangereuse, seule visée par l'art. 1384 (1°), c'est la chose « qui contient en elle-même un principe d'action », qui a « un dynamisme propre ». Cette interprétation s'appuyait sur les conclusions données en 1927 devant la Chambre Civile par l'avocat général Langlois dans l'affaire JAND'HEUR. L'éminent magistrat, examinant la question de savoir s'il fallait appliquer l'art. 1384 (1°) aux bicyclettes et aux voitures à bras, répondait : « Non ! Il s'agit là de choses inertes par elles-mêmes, qui ne peuvent être le siège d'aucun phénomène de dynamisme propre à la chose elle-même » ; pour les automobiles, au contraire, il concluait qu'elles ne peuvent échapper à l'art. 1384 (1°) parce qu'elles « ont leur dynamisme propre ».

Ainsi, dans une certaine mesure, on revenait indirectement, par le détour du « danger », au critère du « fait autonome de la chose ». C'est ainsi que l'on a pu voir trois décisions successives refuser d'appliquer l'art. 1384 (1°) aux bicyclettes parce qu'elles n'ont pas de dynamisme propre : Seine, 1^{er} déc. 1927 (*G. P.*, 1928.I.266) ; Le Havre, 17 fév. 1928 (*Rec. Caen et Rouen*, 1928.I.90) ; Seine, 23 mai 1928 (*G. P.*, 1928.II.126).

Un jugement de Colmar, du 10 octobre 1929, refuse d'appliquer l'art. 1384 (1°) à une voiture hippomobile non attelée, pour le même motif.

Par contre, une décision de Limoges, du 22 mai 1928 (*G. P.*, 1928.II.199) et une autre décision de la Seine, du 23 juillet 1928 (*G. P.*, 1928.II.446), relèvent, pour appliquer l'art. 1384 aux automobiles, qu'elles ont un dynamisme propre.

Mais ce n'était là l'opinion que de quelques juridictions. La plupart combattaient le critère du dynamisme propre. Ainsi la Cour de Dijon (19) affirmait que « ... pour que l'art. 1384 reçoive application il faut seulement qu'il s'agisse d'une chose soumise à la nécessité d'une garde..., qu'il n'est d'ailleurs pas nécessaire que la chose contienne un principe de dynamisme propre... »

(19) Dijon, 16 oct. 1928 ; *D.*, 1929.I.41 et note Josserand ; *G. P.*, 1928.II.711.
— Cf. Montpellier, 4 mars 1929 ; *Mon. Jur. Midi*, 1^{er} avril 1929.

Exiger « une intervention active » de la chose, n'est pas du tout se rallier au critère du dynamisme propre : une chose qui n'a pas ce dynamisme, par exemple un arbre, peut intervenir *activement* dans la réalisation du dommage. A l'inverse, il y a des choses douées d'un dynamisme propre qui sont rarement la cause d'un accident : tels les jouets mécaniques dont se servent actuellement nos bambins. Il est inutile de trop insister sur ce point, car la majorité de la doctrine et de la jurisprudence ont formellement abandonné ce critère.

*
**

Il y a un autre critère qui mérite une discussion beaucoup plus approfondie, parce qu'il a eu un retentissement considérable en doctrine comme en jurisprudence. C'est celui présenté par M. Lalou, et adopté par MM. Esmein, Savatier et quelques autres. L'intervention de la chose est *active* quand la chose est en mouvement ; elle est *passive* quand la chose est « inerte » : l'art. 1384 (1^o) s'appliquerait seulement quand il y a *activité réelle* de la chose. Cette théorie de l'activité présente deux modalités principales : le critère du choc ou de l'agression, et surtout le critère de l'inertie. Etant donné l'importance de ces conceptions, nous allons y consacrer les deux chapitres suivants.

CHAPITRE II

CRITÈRE DU CHOC OU DE L'AGRESSION

Nous allons ainsi procéder par élimination. Après avoir établi qu'une intervention quelconque de la chose, dans l'accident générateur du dommage, n'est pas suffisante pour mettre en jeu l'art. 1384 (1°), nous avons posé le principe que cette intervention doit être active : telle est du moins la condition exigée par l'ensemble de la jurisprudence. La doctrine s'est alors emparée de cette nouvelle expression pour l'interpréter à sa façon. Certains auteurs, s'en tenant aux termes employés, ont déclaré qu'il devait au moins y avoir *contact matériel* pour que l'on puisse parler de l'intervention de la chose. Puis le mot *actif* a frappé leur imagination, et c'est alors qu'ils ont exigé un *choc*, c'est-à-dire un mouvement violent de la chose venant frapper la victime. D'ailleurs, la plupart étaient obnubilés par le problème des collisions de véhicules qui hantait leur esprit. Nous étudierons donc ces différentes questions, et nous montrerons que ce premier critère doit être rejeté.

SECTION I

A. — Certes, on a tendance à dire au premier abord : pour qu'une chose intervienne dans la réalisation d'un dommage, il faut qu'il y ait eu *contact matériel* entre la victime et la chose. Ce choc générateur de l'accident est-il une condition d'application de l'art. 1384 (1°) ? Il faut répondre négativement. Pour se convaincre que la thèse du contact matériel est inexacte, il suffit d'examiner les faits et la jurisprudence.

Que l'on songe à tous les accidents qui peuvent être occasionnés

par les découvertes les plus modernes, qui sont mises au service du bien comme au service du mal ! Les médecins ou les patients paient parfois de leur vie, souvent d'une maladie incurable, l'emploi qu'ils ont fait ou subi de rayons ultra-violets, ou de radiations électriques de toutes sortes. Ne parle-t-on pas de rayons noirs qui pourraient procurer la mort à distance ?

*
**

B. — Sans se perdre dans des recherches scientifiques, il nous suffit d'examiner quelques-unes des espèces qui se sont présentées en jurisprudence.

Voici par exemple celles qui ont été tranchées par deux arrêts de la Chambre Civile du 22 janvier 1940 (1).

Dans la première affaire, une automobile avait brusquement barré la route à un motocycliste qui la suivait ; celui-ci, pour éviter la collision, avait été obligé de monter sur le bas-côté de la route et avait ainsi renversé un piéton. Le piéton actionna alors le gardien, non de la motocyclette, mais de l'automobile, en vertu de l'art. 1384 (1°) ; le gardien de l'automobile répond qu'il n'y a pas eu de contact matériel entre son automobile et le piéton : ce n'est pas sa voiture qui a touché le piéton. Cependant, bien qu'il n'y ait pas eu contact matériel, sa voiture est bien intervenue dans la réalisation du dommage et a participé au dommage.

Dans la deuxième affaire une automobile avait brusquement débouché devant un cycliste, et le cycliste, pour éviter l'auto, avait fait une embardée qui avait causé sa mort. Les parents du cycliste actionnent le gardien de l'automobile ; celui-ci répond qu'il n'y a pas eu de contact matériel entre sa voiture et le cycliste, mais cela n'empêche pas que l'automobile soit la véritable cause du préjudice : son intervention dans la réalisation du dommage est indiscutable.

Il en est de même lorsqu'une automobile s'arrête brusquement, ce qui contraint la voiture qui la suit à aller se jeter contre un arbre, ou un mur, pour éviter la collision.

L'absence de contact matériel ne peut rien changer à la responsabilité du gardien, car le lien de causalité entre l'intervention de sa chose et le dommage subi par la victime est évident. La Chambre Civile a donc, à juste titre, cassé deux décisions qui

(1) *S.*, 1940.I.19 ; *G. P.*, 1941.I.204 ; *D. C.*, 1942, Jur. 101.

exigeaient le contact matériel et exonéraient le gardien ; les attendus de ces deux arrêts sont pertinents :

Dans le premier arrêt, la Chambre précise que « pour l'application de l'art. 1384 (1°), la relation de cause à effet entre la faute et le dommage n'est pas subordonnée à la nécessité d'un contact matériel. Doit en conséquence être considéré comme responsable de l'accident survenu à un piéton, l'automobiliste qui, par suite d'une fausse manœuvre, a brusquement barré la route à une motocyclette venant en sens inverse, obligeant celle-ci à faire un écart à droite qui l'a portée sur l'accotement de la route, où elle a blessé le piéton. »

Et dans la seconde décision, nous relevons « qu'en cas de chute mortelle d'un cycliste à l'entrée d'un carrefour où une automobile survenant à une vitesse excessive sur la gauche de la victime, lui a brusquement barré la route, l'action en dommages-intérêts fondée par la veuve POYET sur l'art. 1384 (1°) ne peut être écartée par le seul motif que la preuve n'est pas rapportée d'une collision entre l'automobile et la bicyclette. »

La Chambre des Requêtes a adopté, à son tour, la thèse de la Chambre Civile et en a fait application sur le terrain de l'art. 1385 à une espèce assez curieuse, dans l'arrêt du 2 décembre 1940 (2).

Un taureau, après avoir participé à une course, sans mise à mort bien entendu, s'échappe de l'arène et s'enfuit dans la campagne, où il rencontre une dame ; celle-ci, à la vue de ce taureau quelque peu énervé, tomba malade de frayeur. Certes, il n'y avait pas eu de contact entre le taureau et la dame. Elle assigna cependant le gardien du taureau en vertu de l'art. 1385. La Cour d'Aix, saisie du procès, accorda réparation en se fondant sur ce texte ; un pourvoi fut formé contre cet arrêt devant la Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation, pourvoi qui soutenait que l'art. 1385 ne pouvait pas s'appliquer parce qu'il n'y avait pas eu de contact matériel entre l'animal et la victime. Ce pourvoi est rejeté par la Chambre des Requêtes.

« Attendu que la Cour d'Aix constate souverainement que, pendant une course de taureaux à Mouries, un des animaux, son tour sur l'arène terminé, n'a pas réintégré son box, a pénétré dans une arrière-cour, où il s'est battu avec un de ses congénères (*sic*), et, de plus en plus irrité, a brisé une porte et s'est enfui dans la

(2) *G. P.*, 1940.II.302.

campagne ; que le lendemain il a brusquement surgi près de la dame Morel qui, prise de frayeur, est tombée gravement malade ;

» Attendu qu'ainsi se trouve relevé, d'une part l'événement soudain extérieur à la victime et indépendant de sa volonté, constitutif de l'accident, et de l'autre le fait actif du taureau qui a été la cause du dommage et sans lequel il ne se serait pas produit. »

Cet arrêt dépasse d'ailleurs la discussion proprement dite de l'existence du contact matériel ; il touche également à la question de savoir si l'intervention de l'animal a été une intervention causale, question que nous étudierons plus tard. Mais on peut dès maintenant noter que cet arrêt n'est pas un cas isolé : la vue d'un cheval emballé, l'apparition d'un lion ou d'un ours échappé d'une ménagerie (faits qui se sont produits) peuvent provoquer les plus graves accidents ; une personne peut mourir de frayeur, un automobiliste peut perdre son sang-froid et aller s'écraser contre un arbre.

On peut enfin citer l'arrêt de la Chambre Civile du 22 juin 1942 (*G. P.* du 10 novembre) qui, à propos de l'accident survenu à un enfant blessé par une personne projetée d'un manège de pousse-pousse, déclare que la responsabilité du tenancier ne saurait être dégagée sous le prétexte que le manège n'a pas heurté la victime.

La conclusion suivante s'impose donc : l'absence de choc ou de contact matériel entre la chose et la personne qui a subi le dommage n'est pas exclusive du lien de causalité.

**

C. — M. Savatier proteste contre cette jurisprudence qui nie la nécessité d'un contact matériel ou d'un choc (3) et prétend que cette solution va jeter les tribunaux « dans une voie pleine d'inconnu ». Ainsi, pour cet auteur, dans un accident de la circulation, toutes les choses ayant déterminé le parcours suivi par le véhicule auteur du choc sont causales par rapport à l'accident ; c'est dire notamment que les véhicules, que l'auteur direct de l'accident a voulu éviter quand il a suivi l'itinéraire le menant au lieu du choc, ont eu un rôle nécessaire dans le dommage. Mais ce rôle n'a pas été causal au même degré, au même titre que celui des véhicules en choc : il ne l'est devenu que par l'intermédiaire d'une réaction psychologique

(3) *Rev. Trim.*, 1940-41, p. 82.

du conducteur. C'est pourquoi, en vue de déterminer le lien de causalité exact entre la chose et l'accident, M. Savatier affirme que le critère du *choc* est vraiment le plus pratique et cette conception paraît le conduire à écarter l'application de l'art. 1384 (1°) en l'absence de choc. Mais nous verrons que ce n'est pas à ce critère trop brutal qu'il faut se rallier : l'idée est peut-être simple, mais trop sommaire, trop matérielle. C'est dans l'analyse du lien de causalité adéquate qu'il faudra chercher la véritable solution.

D'ailleurs, l'auteur lui-même reconnaît (4) « qu'il n'est pas nécessaire que la victime de l'accident ait été en contact immédiat avec la chose active au moment de celui-ci. Ainsi la personne se trouvant dans une voiture heurtée par une automobile peut mettre en jeu la responsabilité du gardien de cette dernière, même si celle-ci ne l'a pas touchée. Elle n'en a pas moins physiquement subi la poussée créée par la chose dommageable. »

Mais l'auteur a tort, malgré tout, d'employer l'expression poussée physique ; nous avons vu qu'elle n'était pas nécessaire.

On peut apercevoir dès maintenant toutes les richesses insoupçonnées que l'on trouvera dans la recherche minutieuse de la cause adéquate. Cette analyse est beaucoup plus scientifique que la simple constatation d'un acte purement extérieur et empirique. Ce n'est pas forcément le *choc* qui fera jaillir l'étincelle indicatrice de la vraie responsabilité. Il déclenchera peut-être le mécanisme de l'art. 1384 (1°), mais ne permettra pas à lui seul de préciser exactement le véritable responsable.

SECTION II

Il convient d'étudier ici rapidement le problème classique de la *collision de véhicules*, qui pose au juge des problèmes inextricables. Nous n'avons pas dessein d'exposer les différentes solutions admises en jurisprudence, pas plus que de retracer les discussions passionnées qui se sont élevées en doctrine à ce sujet. Nous voulons seulement marquer les difficultés qui s'élèvent dans le cadre précis de notre sujet. Le problème n'est pas malaisé à résoudre si l'accident résulte d'une faute personnelle de l'un des gardiens, ou de leur faute

(4) *Traité*, tome II, n° 503.

commune, ou d'une circonstance qui leur est à tous deux étrangère : en pareil cas les principes généraux suffisent à déterminer l'incidence des responsabilités. La véritable difficulté commence dès que les causes de la collision sont restées mystérieuses, que ni les indices ni les témoignages recueillis n'apportent aucun signe d'imputabilité, et qu'on se trouve réduit, pour trancher le litige, au jeu des présomptions légales de responsabilité pesant sur chacun des conducteurs. Deux solutions ont été préconisées en pareil cas : l'une admet que les deux présomptions, jouant en sens inverse, s'annulent, se neutralisent réciproquement et que chacun doit, pour obtenir réparation, établir la faute de son antagoniste ; la seconde, au contraire, affirme la coexistence des deux présomptions, qui doivent jouer séparément, chacun étant ainsi responsable du dommage causé à l'autre (5). Mais ce sont là des moyens extrêmes, des pis-aller, auxquels il n'y a lieu de recourir qu'en l'absence de tout élément de cause permettant d'établir les responsabilités.

Or, il existe presque toujours une circonstance possédant cette valeur indicative : c'est le fait que l'un des véhicules a heurté l'autre, qu'il est intervenu activement dans la production de l'accident. Le dommage n'est-il pas ici le fait du tamponneur et non celui du tamponné ? La solution devient simple : sera responsable le conducteur dont le véhicule aura matériellement provoqué le choc, aura « abordé ou accroché » l'autre : ce sera au fait de ce véhicule que l'accident sera exclusivement imputable (6).

On a baptisé ce système de noms variés : « système de l'agression », « système du choc unilatéral » ; mais sous ces vocables, c'est toujours la même théorie qu'il faut découvrir, celle-là même préconisée par M. Lalou et que nous étudierons plus loin. La Cour de Cassation avait d'ailleurs décidé, dans quelques arrêts, qu'en cas de collision, la présomption ne s'appliquait qu'à l'encontre du véhicule agresseur ou abordeur (7). On pouvait y voir la consécration de la théorie du fait actif (8). Mais un arrêt de la Chambre Civile

(5) *Civ.*, 16 mars 1939 ; *D. H.*, 1939, p. 356.

(6) LE BONHOUR : *La Responsabilité Civile en cas de collision de véhicules* (Thèse, Paris, 1931). — JOSSERAND : *Chr. D. H.*, 1935, p. 41. — DE LASSANG : *Les collisions de véhicules* (Thèse, Toulouse, 1933). — DOMINJON : *Les collisions de véhicules* (Thèse, Lyon, 1936). — MAZEAUD : Tome II, n° 1529 et s. — SAVATIER : Tome II, n° 508 et s. — LALOU : *Traité de la Responsabilité Civile*, n°s 1252 et s.

(7) *Civ.*, 30 janv. 1928 ; *S.*, 1928.I.177, note H. Mazeaud. — *Req.*, 1^{er} mai 1930 ; *D. P.*, 1930.137, note Savatier.

(8) MAZEAUD : *Op. cit.*, t. II, n° 1531.

du 20 mars 1933 (9) écarta l'idée d'agression et appliqua distributivement les présomptions aux gardiens des deux véhicules. Cette idée a été reprise par un arrêt de la Chambre Civile du 9 juin 1939 (*D. H.*, 1939, p. 449), et plus récemment par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 19 février 1941 (10) qui a déclaré « que chacune des parties, ayant joué dans la cause un rôle actif sans qu'aucune faute ait pu être relevée à la charge de l'un ou l'autre des conducteurs, la présomption de responsabilité instituée par l'art. 1384 C. C. ne pouvait être détruite par le fait que les deux gardiens s'étaient réciproquement causé des dommages dont ils doivent être également tenus pour responsables. »

M. Paul Esmein, frappé des difficultés du problème et des solutions contradictoires, a cherché à résoudre le conflit des présomptions sans recourir à l'un de ces moyens extrêmes (11).

« Un fait, dit-il, doit être isolé parmi les causes matérielles de l'accident, ayant par lui-même une certaine valeur indicative d'imputabilité ou de non imputabilité. »

Comment procéder à cette opération d'isolement ? En fonction, dit M. Esmein, de l'idée de mouvement. Il est rare que les deux véhicules aient eu la même participation active à la production du dommage ; le plus souvent, l'un est immobile, ou marche à une allure réduite, et c'est l'autre qui vient le heurter. C'est sur ce point précis qu'il convient de porter l'attention ; ainsi l'examen des faits suffira à déterminer le responsable, M. Esmein croyant pouvoir affirmer que ce sera toujours le conducteur du véhicule *actif* : « On peut, dit-il, conformément aux données de l'expérience pratique, présumer que l'imputabilité se trouve du côté du gardien de la chose qui s'est dirigée vers l'autre » (12).

Que faut-il penser de cette distinction ? Tout d'abord la Cour a décidé depuis longtemps, que la présomption de l'art. 1384 (1°) s'applique, même à l'encontre du gardien de la voiture immobile (13). Mais d'autres arrêts ont statué en sens contraire, nous venons de le voir. De plus, M. Esmein a tort, à notre avis, de se rallier au critère du mouvement. L'élément du problème qu'il isole ainsi est lui-même un fait matériel, et qui plus est, un fait accessoire, accidentel, sans

(9) *D. H.*, 1933.I.57, note Savatier ; *S.*, 1933.I.257, note H. Mazeaud.

(10) *S.*, 1941.I.89, note R. Houin.

(11) PLANIOL, RIPERT et ESMEIN : t. V, n° 621 et s. ; note au *S.*, 1931.I.121.

(12) *S.*, 1931.I.122.

(13) *Req.*, 28 avril 1931 ; *G. P.*, 1931.II.158.

valeur possible en la matière, parce que constituant, comme on l'a dit très justement, « une circonstance en elle-même sans portée démonstrative » (14).

Cette distinction a-t-elle au moins une utilité pratique réelle ? Est-elle d'accord, comme le soutient M. Esmein, « avec les données de l'expérience » ? Pourrait-on, pour la justifier en équité, affirmer que, généralement, c'est le tamponneur qui est responsable et non le tamponné ? Semblable affirmation paraît bien hasardée : la pratique de la circulation routière, et surtout urbaine, révèle que c'est souvent le contraire qui est la vérité ; le conducteur qui donne un brusque coup de frein, et se fait tamponner par derrière, celui qui vire à gauche sans avis préalable et provoque un accrochage, ne peut s'en prendre qu'à lui-même : il a commis la faute initiale, quelque répréhensible que puisse être la conduite de l'autre.

« Le fait que l'on subit un heurt, écrivait M. Blaisot (15), n'implique nullement que l'on soit de ce fait exempt de toute faute. En cas d'imminence du danger, il suffit de donner un coup d'accélérateur pour être tamponné au lieu d'être tamponneur ; c'est la manœuvre de dernier instant qui détermine le rôle d'abordé ou d'abordeur. Or, cette manœuvre ne fournit aucun critérium certain. »

M. Ripert avait déjà reconnu, à propos des collisions d'automobiles, que d'une manière générale « le gardien de l'une peut aussi bien être présumé responsable que le gardien de l'autre » (16).

M. Savatier, envisageant avec beaucoup de minutie la question de la réparation des dommages, admet « qu'aucune faute n'étant par hypothèse prouvée, et les deux mobiles ayant été, chacun de son côté, la cause active physique et immédiate de l'accident, chacun des gardiens est responsable des suites de ce dernier » (17). Il condamne la conception selon laquelle seule la chose ayant heurté l'autre devrait être considérée comme causale : du moment que les deux véhicules étaient en mouvement, le choc est nécessairement la conjonction de ces mouvements. Ainsi, si nous nous en tenons au

(14) GARDENAT : *La collision entre véhicules et l'art. 1384* (Sem. Jur., 1931, p. 526).

(15) Sem. Jur., 1929, p. 274.

(16) Note au D., 1925.I.5.

(17) V. la question en détail dans son tome II, n^o 508 et s.

critère de l'activité proprement dite, le problème est insoluble. A quelle chose, dans ce cas, doit-on imputer le rôle actif ?

La conclusion nous semble claire ; il est impossible de déclarer *a priori*, responsable d'une collision, le conducteur dont la voiture a heurté ou accroché l'autre qui se dirigeait vers elle. Cette circonstance — le choc actif d'une part, passif de l'autre — n'a par elle-même aucune valeur démonstrative.

Dans une proportion d'espèces difficiles à déterminer avec certitude, mais à coup sûr élevée, le critère du mouvement serait en défaut et aboutirait à des résultats injustifiables en équité. Il faut donc rejeter ce critère trop absolu, qui ne s'attache qu'à l'aspect extérieur des choses.

CHAPITRE III

CRITÈRE DE L'INERTIE

I. — *L'art. 1384 (1°) s'applique-t-il aux choses inertes ?*

Cette question a été beaucoup discutée dans la période récente. La théorie de la chose inerte constitue une tentative de la part des partisans du critère des choses dangereuses pour enlever de biais la position qu'ils n'ont pu enlever de face. Ils affirment que les choses inertes ne peuvent pas faire jouer l'art. 1384 (1°) parce que ces choses inertes ne sont pas dangereuses : seules le sont les choses en mouvement. Mais le critère de la chose dangereuse a été condamné formellement par les Chambres Réunies. Et nous verrons alors que ces auteurs, ayant été obligés « de changer leur fusil d'épaule », portent maintenant le problème sur le terrain du lien de causalité entre la chose et le dommage.

Tandis que bon nombre de décisions ont posé en principe que les choses inertes ne peuvent entraîner la responsabilité du gardien, d'autres, au contraire, ont paru les comprendre dans le domaine d'application de l'art. 1384 (1°).

Pour l'étude de ce problème nous voudrions d'abord indiquer les données que fournit la jurisprudence, puis montrer les diverses modalités d'application qui peuvent se présenter, et enfin essayer de dégager les raisons pour lesquelles ce critère de l'inertie ne doit pas être admis.

*
**

Plusieurs auteurs, et non des moindres, ont soutenu que l'art. 1384 (1°) ne pouvait pas s'appliquer aux choses inertes. C'est ainsi que M. Lalou, envisageant la question en 1933 dans un article publié au *D. H.* (Chr. p. 93) : « Les choses inertes et l'art. 1384 (1°) », a d'abord relevé les applications suivantes :

A. — *L'art. 1384 (1°) a été déclaré applicable aux dommages causés par :*

— Une lame de rasoir laissée sous une savonnette dans un lavabo (Trib. Seine, 19 déc. 1929. — *G. P.*, 1930.I.431) ;

— Une automobile non éclairée, en panne, contre laquelle se heurte un autre véhicule (Req., 28 avril 1931. — *D. H.*, 1931, 317) ;

— Un radiateur à gaz dont le robinet a pu être actionné par le moindre choc, volontaire ou non (Trib. Civ. Seine, 2 janvier 1930. — *G. P.*, 1930.I.431) ;

— Un liquide corrosif dont le jet blesse, lors de l'ouverture d'un récipient, un commis des douanes procédant à une vérification (Civ., 23 nov. 1932. — *D. P.*, 1933.I.55) ;

— Un têtard d'arbre débordant sur un chemin et ayant déchiré la capote d'une automobile (Caen, 8 novembre 1928. — *G. P.*, 1929.I.9) ;

— La tringle d'un étalage dont l'extrémité était brisée et qui a fait une blessure à l'œil d'un passant (Req., 22 janvier 1908. — *D. P.*, 1908.I.217) ;

— Un tuyau qui éclate sous l'effet de la gelée ou de la rouille et amène des infiltrations chez le voisin (Paris, 16 janv. 1930. — *G. P.*, 1930, 1^{re} Seine 2.272) ;

— Un arbre tombé sur la route et auquel se heurte un véhicule (Bordeaux, 17 déc. 1931, cité par *R. T. D. C.*, 1932, p. 422) ;

— Une plaque de marbre déposée dans un escalier et dont la chute blesse un locataire (Paris, 25 avril 1931. — *G. P.*, 1931, 2^e Seine 2.92).

B. — *L'art. 1384 (1°) a été déclaré inapplicable aux dommages causés par :*

— La chute d'ardoises, de tuiles ou de cheminées, sous prétexte que ces objets n'ont pas de dynamisme propre (Trib. Com. Calais, 4 fév. 1930. — *G. P.*, 1930.I.431) ;

— Une palissade, contre laquelle se heurte une automobile (T. C. Narbonne, 22 déc. 1930. — *G. P.*, 1931.I.324).

Ainsi, peu après l'arrêt des Chambres Réunies de 1930, l'on voit se dessiner une hésitation : convenait-il d'appliquer la présomption de responsabilité au gardien si sa chose était demeurée passive,

inerte ? (1) La condamnation du gardien en pareil cas paraissait choquante.

Le 11 mars 1932, la Cour de Rennes (2), saisie d'une affaire dans laquelle deux enfants étaient allés se noyer dans une pièce d'eau, jugea que l'art. 1384 (1°) ne pouvait être invoqué pour rendre responsable le gardien de la pièce d'eau, par ce motif « qu'on ne saurait l'étendre au cas où il n'est pas établi que l'accident ait eu pour cause le fait même de la chose ; que lorsque le rôle de celle-ci est purement passif, elle ne saurait engager la responsabilité de son gardien ».

De même, un jugement du Tribunal de Mulhouse du 23 février 1932 (3) a tenu le même raisonnement dans le cas de touristes faisant une chute par suite de la rupture d'un garde-fou sur lequel ils s'étaient appuyés.

A son tour, M. Paul Esmein a repris la question au *D. H.*, 1937 (chr. p. 67) et montré d'une façon très explicite que plusieurs tribunaux et Cours d'Appel se sont refusés d'admettre l'application de l'art. 1384 au gardien.

Par exemple, une personne fait une chute dans un escalier, se blesse et prétend rendre responsable le propriétaire de l'escalier (Paris, 17 nov. 1933 (*G. P.*, 1934.I.80) et Trib. d'Aix, 2 déc. 1936 (*G. P.*, 1937.I.293).

— Ou bien, elle heurte un panier de bouteilles déposé sur le trottoir (Paris, 14 janv. 1935 (*G. P.*, 1935.I.157), — s'accroche le pied à une grille dans une cour de café (Colmar, 15 fév. 1936 (*G. P.*, 1936.II.678), — glisse sur un bouchon métallique d'eau minérale (Paris, 6 mars 1936 (*G. Trib.*, 24 mars 1936), — heurte un portemanteau dans un grand magasin (Paris, 18 mars 1936 (*G. P.*, 1936.II.64).

— Une automobile ou une motocyclette heurte un caniveau, un remblai (Paris, 6 mars 1935 (*G. P.*, 1935.II.158). — Trib. de Strasbourg, 21 nov. 1936 (*G. P.*, 1937.I.47).

Toutes ces décisions ont écarté l'art. 1384 (1°), alors même qu'une faute de la victime n'est pas constatée. Pour le faire, elles ont dit que cette disposition suppose « que le dommage procède directement de la chose inanimée nécessitant la garde, et que,

(1) VOUBEJEV, Trib. de Narbonne, 22 déc. 1930 (*G. P.*, 1931.I.324).

(2) *D. H.*, 1932, p. 292.

(3) *Rev. Jur. Als.-Lorraine*, 1932, p. 440.

lorsque la chose demeure à l'état inerte, c'est-à-dire purement passive, le dommage ne peut être réputé causé par le fait de celle-ci ».

Ainsi s'est trouvé constitué dans la jurisprudence des tribunaux inférieurs un fort courant excluant l'application de l'art. 1384 (1°) lorsque la chose à laquelle la victime prétend imputer le dommage est demeurée inerte. Aux décisions précédentes, on peut encore ajouter :

— Un arrêt de Besançon du 25 juin 1935 (4), pour un piéton heurtant la portière ouverte d'une voiture ;

— Un arrêt de Paris, du 4 juillet 1936 (5), pour une chute sur une patinoire ;

— Un arrêt de la Cour de Douai, du 16 mars 1936 (6), pour une glissade sur un parquet ;

— Et enfin un arrêt de la Cour de Colmar, du 23 juin 1937 (7), pour le client d'un garage qui s'y rend la nuit et fait une chute dans un escalier de cave ouvert au ras du sol.

La même jurisprudence a été appliquée aux animaux demeurés passifs : c'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Paris, du 10 déc. 1935 (8), refuse d'appliquer l'art. 1384 (1°), dans le cas où le client d'un manège s'est fracturé le bras en voulant monter sur un cheval qui était pourtant immobile.

En général, ces arrêts ont été rendus en dehors du domaine des collisions. Mais le même problème se pose, et M. Marty relève que « c'est sans doute à propos des collisions que l'idée d'exonérer le gardien de la chose demeurée inerte s'est manifestée le plus tôt ». Et il cite le jugement du Tribunal de Narbonne, dans le cas d'une automobile à l'arrêt heurtée par une automobile en marche ; ainsi qu'un arrêt de Paris, du 17 juin 1931 (9), à propos d'une automobile allant heurter une palissade : ce dernier cas est en dehors même du sujet.

Mais dans le domaine des collisions, les tribunaux ont tout de suite aperçu l'impossibilité de se référer à ce critère. Aussi la plupart des décisions rendues en matière de collision affirment expressément

(4) *S.*, 1936.II.22.

(5) *D. H.*, 1936, p. 432.

(6) *S.*, 1937.II.147.

(7) *S.*, 1937.II.217 et note Marty.

(8) *G. P.*, 1936.I.268.

(9) *G. P.*, 1931.II.303.

l'inexactitude du critère de l'inertie. Voici en ce sens : un arrêt de la Chambre des Requêtes, du 28 avril 1931 (10), dans le cas d'un véhicule allant heurter un camion arrêté ; — un jugement du Tribunal de Nevers, du 13 nov. 1928 (11), pour une collision entre une automobile et un arbre tombé en travers de la route, etc...

Il est d'ailleurs des décisions qui affirment cette inexactitude en dehors du domaine des collisions, notamment Rouen, 13 février 1936 (12), pour l'accident causé à une automobile par une perche de pin qui barrait la route ; — et un jugement de Guingamp, du 24 juin 1936, pour un accident provoqué par un caniveau dont on avait retiré la grille le recouvrant habituellement (*G. P.*, 1936.II.655) (sous Le Havre, 27 juillet 1936).

Les quelques décisions qui, à cette époque, tenaient compte dans la collision de l'inertie de l'une des choses, pouvaient apparaître comme des applications particulières du système plus général dit de « l'abordage » ou de « l'agression » : « Qu'il est évidemment nécessaire que le contact dommageable de la victime avec la chose soit le résultat d'un mouvement, d'un déplacement, de l'action destructive ou nocive de la chose, et non du fait volontaire ou inconscient de la victime » (Paris, 17 novembre 1933, précité).

*
**

La jurisprudence la plus récente a condamné le critère de l'inertie. Trois arrêts consécutifs de la Chambre Civile ont tranché la question dans des termes formels :

L'un, du 19 février 1941 (13), visant le dommage causé par la tuyauterie du chauffage central d'une salle de bains à une personne tombée en syncope, déclare « que la chose inanimée est présumée être la cause génératrice du dommage, dès lors qu'*inerte* ou *non* elle est intervenue dans sa réalisation ».

Quelques jours plus tard, le 24 février 1941 (14), saisie d'un pourvoi qui soutenait qu'une chaise étant chose inerte, son gardien ne saurait être responsable de la chute d'un passant qui avait buté contre elle, la Chambre Civile a affirmé de nouveau que « l'art.

(10) *S.*, 1931.I.246.

(11) *G. P.*, 1929.I.376.

(12) *S.*, 1936.II.190 ; *G. P.*, 1936.I.885 ; *R. G. A. T.*, 1936 et note M. Picard.

(13) *S.*, 1941.I.49.

(14) *S.*, 1941.I.201, note P. Esmein.

1384 (1°) ne distingue pas suivant que la chose est *inerte* ou en mouvement, étant suffisant, pour que la responsabilité du gardien soit encourue, qu'il soit établi que la chose est, en quelque sorte, la cause du dommage qui, sans elle, ne se fût pas produit ».

Elle a fait encore une nouvelle et intéressante application de ce principe dans l'arrêt du 8 avril 1941 (15).

Il s'agissait d'un accident causé par l'écroulement d'un mur dont une masse considérable de sable de mer accumulé peu à peu jusqu'à son faite par le vent du large, sur le terrain contigu, avait provoqué l'effondrement. La Chambre Civile n'a pas contesté l'application de l'art. 1384 (1°) à la chose *inerte*, ni par conséquent le rôle créateur, actif, qu'elle avait joué dans la réalisation du dommage ; et c'était bien le sable, en effet, qui, par la pression qu'il exerçait sur le mur, avait occasionné sa chute. Elle a même cassé l'arrêt de la Cour de Douai qui avait, dans cette espèce, admis la force majeure, l'ensablement étant prévisible et évitable.

Enfin, un arrêt de la Chambre des Requêtes, du 3 février 1942 (16), ayant déclaré que l'art. 1384 ne permet pas de retenir la responsabilité d'une Compagnie des Eaux, gardienne d'une bouche d'eau, formant saillie sur le trottoir, contre laquelle a buté un piéton, a condamné « *expressis verbis* » le critère de l'inertie :

« Attendu que la Cour de Paris ayant débouté la dame Cazelles de son action en dommages-intérêts fondée à la fois sur l'art. 1384 et sur l'art. 1382 C. C., le pourvoi reproche à l'arrêt attaqué d'en avoir ainsi décidé, d'une part sous prétexte que la chose soumise à la garde étant demeurée *inerte*, le contact dommageable ne pouvait être survenu par son fait, alors que l'art. 1384 (1°) a une portée générale et s'applique à toute chose inanimée qui fait l'objet d'une garde *sans distinguer si cette chose est inerte ou non.....* » Et plus loin : « Abstraction faite d'un MOTIF ERRONÉ tiré de l'état *inerte* de la chose inanimée ».

*
**

(15) S., 1941.I.49.

(16) J. C. P., 1942.II.2037, note Rodière.

II. — *Raisons juridiques invoquées*

Il faut maintenant se demander quels étaient les motifs invoqués pour trouver une vertu exonératoire au fait de la chose inerte.

La revue de jurisprudence que nous venons de faire n'est guère qualifiée, à part les arrêts récents de la Cour Suprême, pour éclairer le problème de la responsabilité du dommage causé par les choses inertes.

Si l'on comprend l'application de l'art. 1384 (1°) au dommage causé par le tuyau qui éclate par suite de phénomènes physiques ou par la plaque de marbre qui tombe par suite de la pesanteur ; si l'on comprend aussi la non-application du même texte au dommage causé par le heurt contre une automobile à l'arrêt, encore que l'arrêt de la Cour de Cassation, du 28 avril 1931, ait décidé le contraire, il y a, parmi les décisions que nous venons de citer, des solutions qu'il est bien difficile de concilier entre elles.

Pourquoi appliquer l'art. 1384 (1°) au dommage causé par la lame de rasoir laissée sous une savonnette, alors qu'un arrêt refuse de l'appliquer au dommage causé par une chute dans une pièce d'eau masquée sous un tapis de verdure ? Pourquoi l'applique-t-on au dommage causé par une branche d'arbre qui s'avance sur la route alors qu'on refuse de l'appliquer au dommage causé par la palissade qui borde la chaussée ?

**

A. — Il ne peut plus être contesté que « la faute dans la garde » est une condition d'application de l'art. 1384 (1°) où les choses que l'on a sous sa garde sont, d'une part les animaux, d'autre part les choses inanimées.

C'est en partant du parallélisme entre les conditions du dommage causé, soit par les animaux, soit par les choses inanimées, que M. Lalou explique juridiquement son critère.

Il résulte de ce parallélisme, que l'expression « chose inanimée » n'est pas synonyme de l'expression « chose inerte », la première n'étant employée que par opposition à l'expression « animaux ».

L'art. 1385 C. C. sur la responsabilité du dommage causé par les animaux serait inapplicable au dommage subi par une personne qui trébuche sur le corps d'un animal au repos. De même,

l'art. 1384, par ce jeu de parallélisme, devra être laissé de côté si la chose inanimée est en repos, donc *inerte*, parce que, dans le premier comme dans le second cas, on ne peut plus dire que le dommage est « causé par le fait », soit de l'animal, soit de la chose inanimée.

La responsabilité du fait des choses inanimées suppose donc une chose en mouvement, soit par les organes dont elle est munie (machine), ou les gaz (siphon d'eau de Seltz), — soit sous l'action de l'homme (bicyclette), ou des forces de la nature (pot de fleurs qui tombe, fermentation, gel, etc.).

Cette responsabilité doit au contraire être écartée quand la chose inanimée reste inerte. Si la situation de la chose inerte crée un danger, il pourra y avoir lieu à application des art. 1382 et 1383, non de l'art. 1384. Ainsi le fait de laisser une lame de rasoir sous une savonnette engage la responsabilité de celui qui l'a oubliée à cause de sa négligence, mais non en vertu de l'art. 1384, l'accident n'étant pas survenu par le *fait* de la lame. De même un véhicule heurte la nuit une automobile en panne, non éclairée, le gardien de l'automobile sera responsable en vertu de l'art. 1382, ayant commis la faute de ne pas éclairer sa voiture abandonnée et d'avoir ainsi contrevenu à l'art. 11 du Code de la Route. M. Demogue, dans son *Traité des Obligations* (17), estime que, même quand une chose a un rôle passif, elle peut être une cause de responsabilité s'il y a faute établie dans la garde ; et il cite l'exemple de l'animal couché la nuit sur une route et qui cause la chute d'un passant ; son propriétaire aurait dû veiller à ce qu'il soit dans sa niche et non sur la chaussée. Mais, d'après M. Lalou, le gardien de cet animal est responsable, non en vertu de l'art. 1385, mais pour l'imprudence qu'il a commise en laissant son chien errer la nuit. C'est aussi l'avis de M. Jossierand (18), qui écrit : « Il n'y a pas fait de la chose, mais du gardien, et c'est le droit commun délictuel des art. 1382 et 83 qui s'applique ».

Mais alors tous ces auteurs tombent dans l'excès contraire et vident l'art. 1385 de son contenu. Cependant ils laissent déjà pressentir le critère du comportement normal, auquel se sont ralliés des arrêts récents de la Cour Suprême. Et M. Lalou conclut : « Nous faisons nôtre la formule très nette qu'on peut lire dans le jugement précité du Tribunal de Narbonne du 22 décembre 1930, à savoir

(17) Tome V, n° 994.

(18) *Cours Droit Civil*, tome II, p. 4, 540.

que « le gardien d'une chose qui est restée *purement inerte* et complètement passive, s'il peut être recherché en vertu de l'art. 1382 C. C., ne peut pas l'être en vertu de la présomption de responsabilité de l'art. 1384 (1^{re}) C. C. »

Ainsi, selon lui, l'art. 1384 (1^{re}) ne s'applique qu'aux dommages causés par les choses qui sont en *action*.

B. — Pour M. Savatier (19), toute la controverse sur les choses inertes « paraît obscurcie par la manière vicieuse dont la question est souvent posée. D'une part, l'inertie ne doit pas être envisagée en tant que caractère permanent de la chose, mais en tant que situation présentée par elle à un moment donné ; et tout dépend donc du point de savoir à quel moment la chose a été inerte. D'autre part, il ne faut pas oublier que l'inertie de la chose n'exclut pas, et souvent même commande certains devoirs de surveillance qui, à défaut de l'art. 1384, peuvent faire jouer l'art. 1382 ». Et ces réflexions portent l'illustre juriste à envisager plusieurs modalités d'application :

a) — *Cas où une chose inerte n'a causé un dommage que par la négligence du gardien.*

Le maître d'une chose doit toujours prendre les précautions normales pour l'empêcher de devenir dommageable à autrui ; et s'il ne le fait pas, il est en faute. C'est en réalité une faute de ce genre que sanctionnent la plupart des décisions qui appliquent l'art. 1384 à des choses restées passives au moment de l'accident.

C'est quelque chose d'analogue que constate M. Marty dans sa note au Sirey 1937, en indiquant que le gardien n'est responsable que si la chose inerte était la cause adéquate du préjudice. Il nous paraît en résulter que le gardien était en faute de la laisser dans cette situation. Nous retrouverons ce cas dans le chapitre suivant.

b) — *Indifférence de l'inertie de la chose avant l'accident.*

Peu importe, pour l'application de l'art. 1384, qu'il s'agisse d'une chose normalement inerte, et qui l'était, en effet, avant

(19) *Traité Resp. Civile*, tome I, p. 472.

l'accident. Nous avons montré qu'il n'était pas nécessaire, pour qu'une chose engage la responsabilité de son gardien, qu'elle révèle un dynamisme propre. Bien mieux, il faut reconnaître que, par nature, toutes les choses inanimées sont inertes. Elles ne reçoivent de mouvement que par des forces extérieures. Leur passivité naturelle ne saurait être un obstacle au jeu de l'art. 1384.

Peu importe donc qu'inerte par elle-même, la chose domma-geable ne soit devenue active qu'au moment de la réalisation de l'accident, du moment qu'elle a alors causé le dommage (20).

Une remorque arrêtée dans une descente et que des enfants ébranlent et font partir cesse, par là même, d'être une chose inerte (21). Des cailloux, auparavant immobiles sur la route, cessent d'être passifs si une automobile les projette au passage (22) ; une charrette à bras, arrêtée, devient l'instrument actif du dommage si elle se renverse (23). Des feuilles accumulées sur un toit, et jusque-là passives, deviennent actives au moment où leur poids provoque l'effondrement du toit (24). On ne saurait donc citer, d'après M. Savatier, aucune des espèces précédentes à l'appui d'une thèse tendant à rendre le gardien responsable des choses qui, lors même de l'accident, sont restées passives.

Mais certaines hypothèses sont plus complexes.

Il peut se faire qu'une chose inerte avant l'accident soit mise en mouvement par celui-ci, sans que ce mouvement joue aucun rôle dans la causalité du dommage. Ce sont les cas, déjà cités, d'une pièce d'eau dans laquelle tombe un passant ou d'une automobile arrêtée correctement qui heurte et projette en avant une autre voiture. Dans ces exemples, la jurisprudence se refuse, à juste titre, à faire jouer la responsabilité du gardien de la chose passive. Bien que devenue active à certains égards, elle ne l'a pas été par rapport à la causalité du dommage litigieux.

La question est plus délicate lorsque l'accident, provoqué par des forces extérieures, a brisé une chose qui était précisément destinée à éviter le dommage. C'est le cas du bris, par de jeunes chevaux, de la barrière du *starting-gate* qui protégeait le starter (25).

(20) Paris, 8 déc. 1938 (*G. P.*, 19 déc.).

(21) Req., 7 déc. 1938 (*G. P.*, 31 janv. 39).

(22) Nancy, 12 déc. 1933 (*G. P.*, 1934.I.431).

(23) Req., 3 mars 1930 (*D.*, 1930.I.81 et note Savatier ; *G. P.*, 1930.I.743).

(24) Limoges, 20 juin 1921 (*D.*, 1922.II.49, note Lalou).

(25) Angers, 27 avril 1937 (*D. H.*, 1937.386 et *G. P.*, 1937.II.237).

C'est encore l'hypothèse de la rupture de tuyaux d'eau ou de gaz. Dans ces hypothèses, la jurisprudence a tendance à retenir la responsabilité du gardien des choses qui, en se rompant, ont failli à leur rôle de protection. On ne peut, en effet, les considérer comme purement passives par rapport au dommage puisque c'est leur rupture accidentelle qui a permis celui-ci. Toutefois, leur activité a été moindre que celle de la force qui les a rompues et la responsabilité de leur gardien ne devrait donc être que subsidiaire.

c) — *Indifférence de l'inertie de la chose après l'accident.*

Une fois l'accident produit, le gardien reste responsable du dommage causé par la chose qui y a joué un rôle actif, même lorsqu'elle redevient passive après l'accident. C'est le cas classique de la voiture de déménagement effondrée sur les rails d'un tramway (26), ou de l'arbre tombé sur la route et interrompant la circulation.

Le gardien de la chose active au moment d'un accident encourt-il une responsabilité si cette chose, devenue ensuite passive, est l'occasion d'un second accident, suite du premier ? Tel serait le cas de l'accident que provoquerait un arbre jeté sur une route par un coup de vent (27). Tel serait encore le cas du caillou tombé d'un chargement et qui, laissé sur la route, est projeté par une automobile dans une glace (28). En pareil cas, aucune faute n'étant par hypothèse stipulée établie, il faut alors faire jouer d'abord la responsabilité du gardien des choses qui ont été actives dans le dernier accident, supposé directement dommageable. Le gardien des choses ayant joué un rôle actif dans l'accident originaire a, d'ailleurs, une responsabilité récursoire (29). Ainsi, d'après M. Savatier, une jurisprudence à peu près unanime décide que les choses demeurées inertes, *lors même* de l'accident, n'entraînent aucune responsabilité.

Les tribunaux le décident (V. *supra*) pour le gardien de l'escalier où la victime a fait une chute, cet escalier fût-il celui d'un tramway arrêté. Pas davantage, la jurisprudence ne déclare responsable le propriétaire d'une plaque d'égout sur laquelle glisse

(26) Civ., 14 avril 1930 (D., 1930.I.81, note Savatier ; G. P., 1930.I.926).

(27) Tr. Nevers, 13 nov. 1928 (G. P., 1929.I.376).

(28) Tr. Paix Toulouse, 27 mars 1935 (G. P., 1935.I.925).

(29) Décision précitée.

un passant, ou d'une bouche d'égout sur laquelle il bute. Celui qui tombe sur une patinoire ou qui heurte un remblai ne saurait invoquer l'art. 1384 pour en rendre responsable leur gardien. Le propriétaire d'une chaise ne répond point de l'accident arrivé à l'enfant qui, monté sur cette chaise, a perdu l'équilibre (30), ou le garagiste, de la chute du client qui s'est pris le pied entre les planches couvrant la fosse du garage (31).

Et M. Savatier justifie l'irresponsabilité du gardien d'une chose inerte, au moment de l'accident, par *l'absence de causalité* : « Il résulte que ce n'est pas leur nature qui empêche la chose inerte d'engager la responsabilité du gardien, puisque les mêmes choses, si elles sont mises en mouvement, feront jouer cette responsabilité. Ce qui justifie l'irresponsabilité du gardien, c'est leur passivité au moment de l'accident ; en d'autres termes, leur absence d'efficacité, leur inactivité dans la causalité du dommage. De cette inactivité, il résulte, en effet, que le dommage doit être réputé dû à une cause étrangère ». Il semble que le savant juriste n'ait pas poussé assez loin son analyse de l'inertie et de l'activité de la chose, analyse qui ne correspond plus exactement à la position de la jurisprudence actuelle ; il était cependant sur la bonne voie de l'analyse du lien causal. M. Esmein (32), par contre, a émis une idée qui paraît au premier abord plus pénétrante. Après avoir rappelé qu'un certain nombre de décisions ont écarté l'art. 1384 (1°), alors même qu'une faute de la victime n'était pas constatée, il déclare que, pour le faire, elles ont affirmé « qu'il est évidemment nécessaire que le contact dommageable de la victime avec les choses soit le résultat d'un mouvement, d'un déplacement, de l'action destructive ou nocive de la chose et non du fait volontaire ou inconscient de la victime » (Paris, 17 nov. 1933). L'auteur trouve raisonnable la solution de la Cour de Paris, car « le plus souvent, écrit-il, le heurt d'une chose immobile susceptible de causer un accident aurait pu être évité par une personne prudente et attentive. Et dès lors, plutôt qu'une faute de gardien, c'est une faute de la victime que le sens commun porte à présumer. Elle est venue chercher le contact avec la chose immobile, alors que la prudence conseillait de l'éviter ».

Mais si l'explication est ingénieuse, elle nous conduit dans un

(30) Tr. Montélimar, 9 juillet 1935 (*G. P.*, 1935.II.771).

(31) Paris, 4 avril 1936 (*G. P.*, 1936.II.675).

(32) Chr. au *D. H.*, 1937, p. 65.

cercle vicieux, en confondant à nouveau les deux liens de causalité. Nous avons montré précédemment que la faute de la victime rompt le lien de causalité ordinaire qui unit l'activité du défendeur au préjudice causé. Or, ici, puisque la chose a matériellement participé à la réalisation du dommage, c'est le lien de causalité entre cette chose et le dommage qui est spécialement visé. D'ailleurs M. Esmein reconnaît lui-même « qu'en s'exprimant ainsi, on est en pleine équivoque ».

Pour faire tomber cette équivoque, il faut avoir recours à l'explication du fait actif de la chose.

**

III. — *Rejet du critère de l'inertie.*

Le mot « *fait actif* » évoquait donc, pour beaucoup d'auteurs, l'idée de la chose en mouvement, en activité. Comme nous l'avons déjà dit, les choses sont soumises à la pesanteur, à la force centrifuge, aux lois de la physique, et le génie de l'homme a asservi, domestiqué des puissances nouvelles, donnant à la matière, à défaut de sensibilité, un semblant de vie qui la rend, en certains cas, capable d'énergie et de mouvement. Qu'est-ce que l'animal le plus vigoureux, auprès de l'automobile qui fait du 150 à l'heure, de la locomotive qui conduit à pareille allure un train de 500 tonnes, de l'avion qui fend les airs comme une flèche et relie les continents ?

Qui dira les limites où peut atteindre, dans la « mobilisation » des objets corporels, la puissance constructive ou destructive des sciences humaines ? Si les choses inanimées subissent nécessairement l'initiative, plus ou moins apparente, de l'être vivant, elles ne sont donc pas pour autant des choses inertes : le mouvement peut leur être imprimé, soit en vertu de causes purement naturelles, soit par l'intelligence et la volonté de l'homme. Par moments, certaines choses sont ainsi douées d'une manière de vie factice. C'est dans cette constatation que l'on a trouvé la base de ce nouveau critère : de même que l'on constate, chez l'être vivant, l'action, le geste, la mobilité, ainsi, *mutatis mutandis*, peut-on concevoir le fait de la chose visé dans l'art. 1384 (1°). Mais ce n'est pas, à vrai dire, sous cette forme grossière que l'on présente la théorie de la chose active ; on n'établit pas ainsi une analogie, plus ou moins discutable, entre l'être inanimé lorsqu'il sort de son état d'inertie, et l'être vivant ;

ce n'est pas parce que la locomotive semblerait « une sorte de grand animal redoutable » (33) que le juriste, par une assimilation trop puérile, rendrait l'homme responsable des accidents qu'elle pourrait provoquer. Le raisonnement est plus simple, il résulte de l'interprétation particulière que l'on a donné à l'expression « fait de la chose » ; on l'a dépouillée de son caractère vague et indistinct pour en faire une notion d'apparence aussi claire que possible : le fait de la chose est alors une action, une intervention directe, « traumatique », dans la réalisation du dommage. Telle est la signification qu'en a donnée pendant longtemps la jurisprudence. Cette manière de voir a été soutenue par M. le professeur Lalou dans sa thèse des choses inertes (V. *supra*). L'opinion du savant civiliste n'est pas demeurée isolée : mais il est rare de la voir présentée *ex professo* et avec les mêmes précisions, soit que les auteurs la considèrent comme d'une vérité évidente et la sous-entendent, soit qu'ils n'en désirent faire que des applications partielles. M. Demogue (34), laisse entendre qu'il est attaché au critère du fait actif, sans d'ailleurs justifier sa conception : « On doit, dit-il, reconnaître que le mot fait, s'il convient pour une personne, peut, à la rigueur, s'appliquer à une chose, celle-ci comportant une certaine force dommageable par ses possibilités d'explosion, de rupture, etc... On dit qu'un dommage est causé par le fait de l'eau, du feu... » M. Savatier écrit également (35) : « Quant aux choses ayant pris part à l'accident, au moment même où il s'est produit, il semble qu'il faille distinguer entre celles qui y ont participé par leur mouvement ou leur *activité* et celles dont le rôle y a été purement inerte ou passif ».

*
**

Ainsi compris, le critère du fait actif ne correspond pas à la réalité et mérite entière réprobation. Cette conception a le tort fondamental de lier tout le problème à une circonstance de pur fait, étrangère à l'homme lui-même, à l'idée morale d'imputabilité. C'est là que réside, à notre sens, le vice capital d'un pareil système. Ainsi, en cas d'accident, le conducteur d'une automobile qui fait du 30 à l'heure, se conformant à tous les règlements, sera responsable de plein droit, alors que le gardien d'un véhicule abandonné la nuit

(33) A. ESMEIN, note au S., 1910.I.17.

(34) *Op. cit.*, tome V, n° 1120.

(35) Note au S., 1930.I.83.

sans éclairage ne le sera pas, sous prétexte qu'il n'y a pas *fait actif* de sa chose, mais fait de la personne qui est venue s'écraser sur l'obstacle. Ou bien la personne qui tomberait dans un étang ne pourrait invoquer la présomption, parce que l'eau est stagnante, alors qu'elle le pourrait si elle était tombée dans l'eau courante d'une rivière. D'ailleurs Héraclite ne prétendait-il pas que « tout s'écoule » et que le monde est en perpétuel mouvement ? Et une inégalité aussi flagrante sur le terrain juridique tiendrait à une circonstance tout extérieure à l'homme et purement accessoire, au fait en soi le plus banal et le plus dépourvu de signification ? « Voilà ce qui est injustifiable, voilà ce qui ne peut se soutenir ni en droit, ni en équité, ni en simple bon sens », s'écriait déjà Pierre David.

De telles conséquences pratiques suffiraient à condamner cette distinction. Elle est tout aussi fragile sur le terrain du droit pur. Elle repose sur la duperie des mots et semble inexacte en elle-même et contraire à l'esprit, sinon à la lettre, des textes.

Déjà A. Esmein l'avait attaquée avec véhémence en s'élevant énergiquement contre l'attribution aux choses d'une manière de vie fictive, qui les rendrait, comme l'être vivant, capables d'action et de mouvement : « On ne peut, écrivait-il, parler de dommage causé par le fait d'une chose inanimée. Le fait suppose un être ; les choses inanimées ne sauraient faire, pas plus que penser ou vouloir » (36). Il est bien évident que l'expression de fait, ainsi comprise, ne saurait convenir qu'à l'être vivant.

Certains nous allègueront que le Code Civil assimile formellement le fait d'une personne à celui d'une chose, puisqu'il les confond dans un même texte. Mais cette objection tombe d'elle-même, puisqu'il est nettement établi que l'art. 1384 a été écrit originellement pour annoncer qu'il s'appliquerait aux animaux et à certaines catégories de personnes (mineurs, préposés, élèves et apprentis). Dans la pensée des rédacteurs du Code, le fait de la chose c'est le fait de l'animal. C'est beaucoup plus tard que la jurisprudence a créé l'autonomie de l'article 1384 (1°).

Il y a donc une différence essentielle qui sépare le fait de l'être animé, homme ou animal, de l'intervention d'une force matérielle, d'une chose dépourvue de vie. Il est impossible de concevoir un *fait*

(36) Note au S., 1910.I.17.

actif de la chose, comme l'on conçoit l'activité possible de l'être vivant. Dieu a mis la vie en l'homme, et lui a soumis la matière.

**

De plus, non seulement la règle de l'inertie reprend, sous une forme plus grossière, la distinction des choses dangereuses et non dangereuses ; mais elle n'est pas éloignée non plus de l'opposition ancienne des meubles et des immeubles. Seulement leurs gardiens ne seront pas libérés parce qu'il s'agit d'immeubles, mais bien parce que l'inertie de leur chose fera présumer la cause étrangère. Enfin, cette théorie reprend, mais en en *renversant la portée*, la distinction abolie du fait de la chose et du fait de l'homme. Lorsque la chose est inerte, le fait de son gardien n'apparaît plus : l'art. 1384 doit s'effacer. Il n'opère que s'il y a eu fait actif de la chose, c'est-à-dire, dans la pensée de beaucoup, fait de l'homme usant de la chose ; nous avons vu ce qu'il fallait en penser.

A première vue, le critère de l'inertie semble avoir l'avantage de la simplicité ; il est très facile de dire en effet dans quels cas jouera l'art. 1384 (1°), dans quels cas il ne jouera pas ; il suffit d'examiner si, au moment de l'accident, la chose était ou n'était pas en mouvement. C'est pourquoi ce critère a rallié plusieurs auteurs. En plus de ceux que nous avons déjà cités, récemment M. Rodière, professeur à Alger, écrivait (37) : « Lorsqu'une des choses est inerte, on a la bonne fortune d'avoir à sa disposition un critère immédiat et d'application aisée. Il y aurait bien de la légèreté à ne pas l'appliquer ». Et M. Joly constate (38), à son tour, que « cette distinction n'a pas de bases scientifiques et juridiques sérieuses, puisqu'il est vrai de dire qu'une chose inerte peut jouer un rôle causal actif, tandis qu'une chose en mouvement peut ne jouer parfois qu'un rôle causal passif. Nous admettons de même que cette distinction aboutit dans certains cas à des résultats parfaitement injustes, mais il semble qu'elle apporte à l'esprit une sorte de sécurité, peut-être trompeuse, dans le jugement du problème causal, ainsi qu'en témoigne l'attachement que certaines juridictions ont manifesté pour elle depuis même les verdicts de condamnation réitérés qu'elle a encourus devant la Cour Suprême ».

Il cite à ce propos un jugement du tribunal civil de Caen, du

(37) *J. C. P.*, 1942, II, 2037.

(38) *R. T. D. C.*, 1942, p. 267.

30 janvier 1941 (39), et estime que cette résistance des juridictions inférieures pourrait bien s'affirmer au point de nécessiter l'arbitrage des Chambres Réunies.

Mais, quand on examine les espèces qui ont été tranchées par quelques juridictions inférieures, on déchantre bien vite sur la facilité de ce critère. Et M. H. Mazeaud aura beau jeu pour en réfuter la simplicité tout apparente. Il suffira de reprendre son exemple : Un arbre poussé par le vent, dans une tempête, tombe sur une automobile ; cet arbre était en mouvement au moment de l'accident ; par conséquent les partisans du critère de l'inertie n'hésiteront pas à appliquer contre le gardien de l'arbre l'art. 1384 (1°). Si l'automobile était passée quelques dixièmes de seconde plus tard, l'arbre ne serait pas tombé sur la voiture, mais juste devant le capot ; l'automobile aurait buté dans l'arbre qui, cette fois, au moment de l'accident, était inerte : appliquera-t-on encore l'art. 1384 (1°) ? D'aucuns diront peut-être : non. Et pourtant, il est bien certain qu'on ne peut pas faire de distinction, dans les deux cas nous devons appliquer les mêmes règles ; on est donc amené, avec M. Savatier, à ne pas se placer au moment précis de l'accident pour apprécier le caractère d'inertie de la chose ; mais alors, à quel moment faut-il se placer pour apprécier ce caractère ? S'il suffit que la chose, à un moment quelconque, ait été en mouvement, alors nous appliquons toujours l'art. 1384 (1°) parce que, dans tout accident, la chose, à un certain moment, longtemps avant ou peu de temps avant l'accident, ou au moment de l'accident, est venue sur le lieu de l'accident. Il en est ainsi, même dans le cas type de la chose inerte, celui pour lequel on a construit la théorie, afin d'éviter l'application de l'art. 1384 (1°) : le cas de l'automobile en stationnement sur laquelle un cycliste vient se jeter. Sans doute, au moment de l'accident, elle n'est pas en mouvement, mais elle l'était auparavant, quand elle est venue se placer là.

La thèse de l'inertie doit donc être rejetée, parce qu'il est impossible d'établir le critère nécessaire entre le « fait actif » et le « rôle passif » de la chose. Bien plus, nous verrons, dans l'étude de la thèse de l'intervention causale, qu'une chose inerte peut être la *cause génératrice* d'un dommage, tandis qu'une chose en mouvement ne joue pas nécessairement le *rôle causal* dans la réalisation d'un dommage. C'est, par exemple, le cas d'un

(39) *G. P.*, 1941.I.335.

automobiliste qui, passant sur un petit pont de bois jeté au-dessus d'une rivière par les propriétaires riverains, voit le pont s'effondrer sous lui, à cause de son mauvais entretien et de sa trop faible résistance. Le cas s'est produit plusieurs fois au moment de l'exode de juin 1940. Les ponts de pierre avaient sauté et l'on avait construit à la hâte des passerelles en bois, sur lesquelles beaucoup trouvèrent la mort. Ce n'est pas l'automobile, ou tout autre véhicule en mouvement qui est la cause de l'accident, mais bien la chose inerte. Nous pouvons conclure que ce critère manque de profondeur et de cohésion ; il est peut-être facile, mais superficiel. Il nous faut donc pousser plus loin notre analyse du lien causal.

CHAPITRE IV

CRITÈRE DU COMPORTEMENT NORMAL

I. — ANALYSE

A. — De récentes décisions de la Cour de Cassation contiennent une notion, qui n'est pas nouvelle dans la matière, mais qui semble prendre de l'importance en tant qu'élément, et pour certains juristes en tant que critère de causalité : la notion de *normalité*. On peut la relever dans les arrêts suivants :

Arrêt du 18 juillet 1939 (1) : « Attendu que la Cour de Paris a établi qu'en fait, d'une part, l'escalier était aisément praticable et qu'il n'est pas démontré que les barres de cuivre relevant le tapis ne fussent pas installées *normalement* ; d'autre part, qu'il ne résulte d'aucun élément que la dame D. ait buté contre l'une des tringles ou ait eu le pied pris dans l'une d'elles... »

Arrêt Cadé de la *Chambre Civile* du 19 février 1941 (2) : « Attendu qu'il résulte des constatations des juges du fond que... la tuyauterie contre laquelle la dame Cadé s'est affaissée se trouvait installée dans les *conditions normales*, et la cause génératrice du dommage résidant tout entière dans la syncope qui a fait tomber la dame Cadé de la chaise où elle était assise et a permis qu'elle demeurât évanouie, en contact avec un tube chaud, assez longtemps pour être brûlée... »

Arrêt du 9 décembre 1940 (3) : « Attendu que la Cour de Rouen, ayant relevé que Neveu avait accompli un geste de chasse *normal*, que Guibert était séparé de lui par un talus et ne se trouvait pas

(1) S., 1940.I.97 et note H. Mazeaud.

(2) S., 1941.I.49 et note F. M.

(3) S., D. A., 1941, J. 33.

dans sa ligne droite, mais à 25 mètres au moins sur la gauche, a pu décider qu'il ne pouvait dès lors prévoir que ses grains de plomb ricocheraient dans la direction de son compagnon et que cet accident, imprévisible et inévitable, était de nature à exonérer Neveu de la présomption de responsabilité résultant de l'art. 1384 (1°) C. C. »

De même l'arrêt du 21 février 1941 (4) qui a retenu, en vertu du même article, la responsabilité du propriétaire d'une chaise pliante gisant à plat sur le sol, contre laquelle avait buté un passant, s'est inspiré du même critérium pour décider qu'à bon droit l'arrêt attaqué avait considéré la chaise comme ayant été, « en quelque mesure, la cause du dommage qui, sans elle, ne se fût pas produit », cette chaise n'étant pas à sa place normale.

Et c'est encore la même idée, formulée en d'autres termes en raison des circonstances de la cause, qui avait amené la Chambre Civile à rendre l'arrêt de Cassation du 24 janvier 1941 (5).

Il s'agissait de savoir si l'accident survenu à un piéton qui, en traversant la chaussée et pour éviter une voiture, s'était heurté contre une autre voiture qui l'avait blessé, avait été causé par le fait de cette dernière. La question était délicate. La Cour de Paris avait répondu négativement pour l'unique motif que c'était la victime qui s'était jetée sur la voiture ; la Chambre Civile a estimé ce motif insuffisant ; pour donner une base légale à sa décision et permettre à la Cour de Cassation d'exercer son contrôle, le juge du fond avait à rechercher si le gardien avait rapporté la preuve que son automobile n'avait joué qu'un rôle purement passif ; pour cela, il ne suffisait pas de relever que la victime avait contribué par sa faute à la réalisation du dommage, il fallait vérifier si le gardien justifiait, comme il l'alléguait, le *comportement normal* de sa chose (vitesse, position, annonce de son approche) ; et dès lors que l'arrêt attaqué relevait une faute de la victime, il devait, par contre-épreuve, examiner si aucune autre cause ne pouvait être retenue comme procédant du gardien de la voiture ; puisqu'il retenait une faute de la victime, il fallait aller plus loin et voir si cette faute était exclusive de toute relation de cause à effet entre la victime et le dommage ; faute de cela, l'arrêt de la Cour de Paris encourait la cassation.

(4) S., 1941.I.49, note F. M.

(5) S., 1941.I.49, note F. M.

On peut enfin citer l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 28 juillet 1941 (6), intervenu à propos d'un accident survenu à la dame Maxime, blanchisseuse, qui était tombée sur le dallage en marbre d'un couloir d'hôtel où elle allait livrer le linge et s'était ainsi fracturé le poignet : « Attendu qu'il ne résulte nullement, des constatations des juges du fond, que l'accident ait été causé par une disposition défectueuse de l'immeuble ; que, tout au contraire, le jugement attaqué, n'ayant rien relevé d'*anormal* dans le dallage sur lequel la victime est tombée, a décidé, au vu des circonstances dans lesquelles s'est produit l'accident, que ce dallage n'a joué qu'un rôle purement passif et n'a pas été la cause génératrice du dommage, uniquement occasionné par la chute de la victime. »

*
**

B. — Les arrêts précités montrent un nouveau mouvement jurisprudentiel dans ces trois dernières années, mouvement dont M. Nast a dégagé les tendances générales avec la clarté qui lui est habituelle (7). L'éminent magistrat rappelle d'abord « que le caractère actif ou passif de l'intervention de la chose dans la réalisation du dommage ne dépend pas du caractère — inerte ou non — de cette chose ». Il ne faut pas confondre activité de cette intervention et activité de la chose. La nature de l'intervention dépend uniquement du rôle qu'a joué la chose dans la production du dommage. Mais à quoi reconnaître si ce rôle a été actif ou passif ? Et M. Nast prétend « que la Chambre Civile a posé le critère qui désormais servira de guide aux tribunaux ». Il convient de rechercher si la chose était à sa place normale, si elle s'est comportée *normalement*. Si oui, elle n'a joué qu'un rôle passif, sinon, elle a joué un rôle actif, celui d'une cause génératrice et le dommage « a été causé par son fait ».

Si le gardien de la chaise pliante, dans l'espèce jugée le 24 février 1941, a été tenu pour responsable, c'est que la chaise n'était pas à sa place normale ; et si, dans celle qui a donné lieu à l'arrêt du 8 avril 1941, le propriétaire du terrain a été déclaré responsable, c'est qu'il avait laissé se produire un ensablement *anormal*. Ce sera le même critère qui permettra de décider que

(6) *J. C. P.*, 1941.I.765.

(7) « La cause en matière de responsabilité du fait des choses » (*J. C. P.*, 1941, étude 221).

l'automobile, arrêtée quand une voiture ou une bicyclette vient la heurter, a joué un rôle actif ou passif dans la réalisation du dommage ; si l'étang ou le lac dans lequel est tombée une personne, a été la cause génératrice de l'accident, etc... *Comportement normal* ou *anormal* de la chose inanimée : tel est le nouveau critère auquel la Cour de Cassation rattache la nature du fait de la chose. Ce critère paraît logique et équitable.

*
**

C. — Mais M. Nast prétend « qu'en le formulant, la Chambre Civile en revient à la *présomption de faute* et, inconsciemment peut-être, abandonne l'idée de présomption de responsabilité ».

En effet, puisqu'il s'agit de choses inanimées, le comportement d'une chose qui est intervenue dans la réalisation du dommage ne peut provenir que du fait de son gardien. Et ce comportement ne peut être anormal que si celui-ci a commis une faute dans l'utilisation ou l'installation de la chose. Et le savant juriste de conclure : « Par conséquent, le problème du lien de causalité en matière de responsabilité du fait des choses inanimées se ramène à une question de faute ». De deux choses l'une en effet : ou bien la chose s'est normalement comportée, et c'est que le gardien n'a commis aucune faute ; ou bien elle ne s'est pas comportée normalement, et c'est que le gardien en a au contraire commis une. Et comme c'est seulement dans la seconde hypothèse que le gardien devra être tenu pour responsable du dommage auquel a participé la chose, on est obligé de reconnaître que la responsabilité légale des gardiens des choses inanimées a pour fondement la présomption d'une faute.

Après l'analyse pénétrante qu'en a donnée M. Nast, cette conception connaît actuellement une très grande vogue parmi les jeunes juristes surtout. M. Pierre David, dans un article écrit en captivité (8) : « Le fait de la chose, illusion juridique », y voit le triomphe des idées qu'il a défendues jadis dans sa séduisante thèse de Doctorat (9) sur « La notion du fait de la chose dans l'art. 1384 (1°) C. C. » « Mais qu'est-ce que le comportement de la chose, écrit-il, sinon celui de son gardien ? Ainsi, après avoir longtemps erré, l'on en vient à faire abstraction du « fait de la chose » pour

(8) *Rec. Gén. Lois, Décrets et Arrêtés*, I, p. 161.

(9) Thèse, Lille, 1934, tome 84.

attacher la décision, en définitive, à la conduite de l'homme qui, seul, peut fournir la solution. C'est un retour à l'idée de *présomption de faute* : plus encore, c'est un remaniement complet de principes prétoriens vieux d'un demi-siècle. Et l'on peut voir venir le jour où, faisant table rase de discussions désormais stériles, la Cour de Cassation posera cette règle si simple et si juste : « L'art. 1384 (1°) crée, à la charge du gardien de la chose inanimée qui a été l'occasion d'un dommage, une présomption simple de faute dont il lui appartient de se libérer en établissant avec certitude qu'il n'en a commis aucune. »

M. Jacques Flour (10) se fait également le champion de ce nouveau critère et prétend qu'en présence d'une chose immobile ayant participé à la réalisation d'un dommage, la situation se résume en un dilemme :

1° Ou la chose était placée dans des conditions normales, celles où un individu diligent se croyait légitimement autorisé à la laisser. Il est alors justifié qu'aucune responsabilité ne soit encourue. Ainsi en est-il pour une voiture stationnant dans les conditions administrativement prescrites, un escalier sans vice de construction ni d'entretien, une tuyauterie de chauffage correctement installée.

2° Ou bien la chose était placée dans des conditions exceptionnelles, imprévisibles pour la victime, où un propriétaire diligent ne l'aurait pas laissée. La faute personnelle est alors établie, et le sentiment d'équité, qui postule la réparation, est satisfait.

Selon lui, il ne servirait à rien, pour échapper aux termes de ce dilemme, de prévoir une troisième hypothèse, où la chose aurait été placée dans des conditions exposant particulièrement la victime au dommage sans qu'il y ait pourtant faute du gardien : ainsi un arbre barrant une route après qu'une tempête l'a abattu. Dès lors que, par hypothèse, il y a eu absence de faute, et que, cependant, la chose est anormalement placée, on est en présence d'un cas de force majeure exclusif de responsabilité, quel que soit le texte invoqué. Dans l'exemple, si la tempête a été d'une violence exceptionnelle, la chute est bien un cas de force majeure ; sinon cette chute est due à la vétusté de l'arbre et il y avait faute à le laisser en cet état : « L'exactitude du dilemme, écrit-il, en lequel m'ont toujours paru pouvoir être incluses les diverses situations de fait (11), reçoit au

(10) Note au *D. C.*, 1941, J., p. 85.

(11) *V. Rev. Crit.*, 1938, p. 317.

surplus une force nouvelle des derniers arrêts de la Cour de Cassation. Dans les cas où la responsabilité a été admise, les éléments de fait indéniablement constitutifs de *faute* sont invoqués, si le mot n'est pas prononcé. Réciproquement, les éléments de l'absence de faute sont, en fait, constatés lorsque le droit à réparation est dénié à la victime. »

II. — CRITIQUE

A. — Cette orientation de la Cour Suprême marque, à n'en point douter, une nouvelle évolution de la jurisprudence en matière de responsabilité, mais dont les contours manquent encore de précision. Pour le moment, la portée exacte de cette évolution est difficile à prévoir. Dans la plupart des décisions qui viennent d'être citées, il s'agit de mettre en jeu la responsabilité du fait de choses inertes. Or, l'existence et l'utilisation de ces choses ont toujours été considérées comme des phénomènes normaux ; il a fallu un certain effort à la jurisprudence pour admettre qu'une chose inerte pouvait, par son comportement anormal, devenir une cause génératrice de dommage. Par contre, les choses en mouvement, les automobiles par exemple, étaient considérées jusqu'à ces derniers temps comme des phénomènes anormaux en soi, dont le rôle actif, générateur de dommage, était en principe à présumer, à tel point que, pour faire tomber cette présomption, il fallait prouver qu'un événement imprévisible et inévitable avait été la seule cause génératrice du dommage. La Cour de Cassation va-t-elle désormais abandonner cette manière de voir pour considérer la présence des automobiles comme *normale* en principe ? On peut se le demander. Beaucoup de juristes, nous l'avons vu, le souhaitent. « C'est, écrit M. Joly (12), ce qu'on a trouvé de mieux jusqu'à ce jour en matière de causalité, et nous pensons que la solution amorcée devrait conduire la doctrine à faire désormais table rase de certains systèmes purement théoriques connus sous le nom de théorie de l'équivalence des conditions et théorie de la causalité adéquate qui, l'un trop simple et l'autre trop complexe, ont, par la magie trompeuse des mots, trop

(12) R. T. D. C., 1942, p. 257.

souvent fait des questions de causalité le champ clos de luttes purement dialectiques. »

*
**

B. — Tel n'est pas notre avis. Certes, ce serait plus simple et plus franc de revenir nettement à l'idée de la faute. Mais d'aucuns se réjouissent beaucoup trop vite en prêchant la revanche de l'art. 1382. La jurisprudence, même la plus récente, n'en est pas encore à ce stade : elle affirme encore la présomption de responsabilité.

Il y a « fait actif » de la chose, précise la Chambre des Requêtes — et elle reste en complet accord avec la Chambre Civile, — lorsque la chose a été « la cause génératrice du dommage ». La chose doit avoir joué un rôle causal créateur dans cette réalisation. Tel n'est pas le cas d'un dallage sur lequel la victime est tombée (Req., 28 juillet 1941), ni d'une bouche d'eau sur laquelle elle a buté (Req., 3 février 1942), du moins, et les deux arrêts précités le précisent, lorsque dallage et bouche d'eau étaient dans un état normal, c'est-à-dire ne faisaient pas saillie.

« Qu'on n'aille pas conclure, s'écrie M. Mazeaud (13), de cette précision donnée, que la Chambre des Requêtes entend ramener l'art. 1384 (1°), par un détour, à l'art. 1382 ou, du moins, de ne plus y voir qu'une présomption simple de faute, tombant devant la preuve contraire. On pourrait être tenté de tenir le raisonnement suivant : la Cour de Cassation exige désormais que la chose se trouve dans un état d'entretien anormal, défectueux ; elle exige par là la faute du gardien : dès que ce dernier démontre qu'il a bien entretenu sa chose, qu'il en a fait un usage normal, il n'est plus responsable. Raisonnement erroné. La Chambre des Requêtes se contente de préciser que, dans les espèces tranchées, la chose *inerte* n'était pas la cause génératrice du dommage parce que, placée dans des conditions normales, ce qui était évident dans ces espèces : un dallage bien entretenu, une bouche d'eau ne dépassant pas le sol d'une manière excessive ne sont pas la cause génératrice de la chute d'un piéton. Mais elle ne dit pas autre chose, et la différence est grande avec l'interprétation que l'on prétend en donner. D'une part, quand la chose est en mouvement, peu importe qu'il y ait ou non usage normal de la chose, l'art. 1384 (1°) s'applique dans l'un et

(13) *Rev. Trim.*, 1942, p. 287.

l'autre cas : une automobile, bien que conduite avec précautions, demeure la cause génératrice du dommage subi par le piéton qu'elle heurte. D'autre part, même limitée aux choses inertes, l'interprétation proposée est fausse. Sans doute, dans ce cas, l'art. 1384 (1^o) ne joue que si la chose était dans une position ou un état anormal ; mais il n'y a pas à rechercher qui l'a mise dans cette position ou dans cet état ; quand même ce ne serait pas le gardien, quand même ce dernier serait exempt de faute, il reste tenu, aux termes de l'art. 1384 (1^o) ; sans doute, il peut alors faire tomber la présomption en démontrant le fait du tiers qui a déplacé la chose, mais seulement lorsque ce fait était pour lui imprévisible et irrésistible. »

*
**

C. — Beaucoup de décisions, d'ailleurs, ont invoqué l'art. 1382 à côté de l'art. 1384. En réalité, c'est alors le premier qui fonde la responsabilité. Il en est ainsi lorsqu'une chose, par elle-même dangereuse (une lame de rasoir), est laissée sans précautions à un endroit où elle peut blesser les tiers. Même une chose qui n'est pas dangereuse par elle-même peut le devenir par la place où une négligence l'a abandonnée : ce serait le cas d'un grand magasin qui laisserait un portemanteau tombé dans l'allée où circulent les clients, — un paysan qui abandonnerait une perche de pin en travers de la route, — de l'automobiliste qui oublierait de fermer sa portière grand'ouverte, — du propriétaire d'un arbre qui n'enlèverait pas celui-ci de la voie publique sur laquelle il est tombé. A plus forte raison y aurait-il faute à laisser séjourner une chose à un endroit ou dans des conditions où la loi l'interdit, par exemple à mal garer une voiture, ou à la laisser la nuit non éclairée, ou à ne pas éloigner un têtard qui empiète sur la voie publique. Enfin, il est clair qu'il y a une faute de la part des organisateurs d'une fête sportive à laisser les spectateurs monter sur les branches des arbres.

On s'explique donc fort bien que, dans tous ces cas, le gardien des choses dommageables ait été déclaré responsable, en dépit du caractère inerte de ces dernières. Seulement, c'est par abus que l'on a fait jouer ici l'art. 1384, alors qu'il s'agit d'une faute nettement établie.

Il ne faut pas oublier que faute et cause génératrice du dommage ne s'identifient pas toujours. Loin de là. Il peut d'abord y avoir faute sans que celle-ci soit la cause génératrice du dommage. Ainsi

en est-il, par exemple, si un automobiliste circule la nuit sans éclairage, mais que la victime, qui l'a cependant aperçu, cause l'accident par une fausse manœuvre. Il peut, en sens inverse, y avoir cause génératrice de dommage sans qu'il y ait faute. Ainsi en est-il dans l'hypothèse de la personne qui, perdant l'équilibre, pivote sur elle-même dans la rigole du trottoir qui est grasse, ce qui occasionne sa chute en travers de la chaussée, entre les deux roues d'un camion qui passe juste à ce moment-là à 0 m. 60 du trottoir (14). On peut difficilement parler dans ce cas de faute de la victime, sa chute constitue pourtant la cause génératrice du dommage.

Il est, d'autre part, permis de se demander si la notion de faute dans la garde n'est pas représentative d'une réalité toute différente de celle qu'on entend par faute en général. La faute, dit-on, est l'acte que n'eût pas commis un homme diligent et avisé, placé dans les mêmes circonstances extérieures que l'agent. Or, s'il suffit qu'une chose se comporte de façon anormale pour que son gardien soit considéré comme ayant commis une faute, la relation entre la notion de faute et la conduite d'un homme avisé se trouve rompue. Peut-être n'importe quel homme diligent n'aurait-il pu empêcher le comportement anormal de la chose, à moins de s'imposer une conduite peu compatible avec la vie ordinaire. Ainsi en est-il, par exemple, de la rupture inopinée, dans une voiture, de la lame maîtresse d'un ressort, due à la présence d'une paille dans la matière (15). Si, dans cette hypothèse, on continue à parler de faute dans la garde, on désigne par faute une réalité absolument différente de celle que ce terme suggère d'ordinaire. C'est ici que l'on met vraiment en échec les partisans du fait *intégral* de l'homme, ceux qui soutiennent que le fait de la chose n'est qu'une « illusion juridique ».

Nous avons déjà dit ce qu'il fallait penser de cette distinction. Certes, la matière est inerte, passive et subit toute impulsion du dehors. Dans beaucoup d'accidents provoqués par des automobiles, on peut relever une faute du gardien ou une faute du constructeur, ou du mécanicien. Mais dans l'exemple précité — et l'on pourrait en trouver d'autres, — il n'y a faute ni de l'un ni de l'autre, et il n'y a pas non plus force majeure. Pour trouver une faute (dans le sens général du mot) du propriétaire, il faudrait le comparer à un

(14) Req., 23 déc. 1940 (époux Dangreville c. Gardin).

(15) Req., 2 mai 1933 (*D. H.*, 1933, p. 281).

« surhomme », qui fait réviser de fond en comble son automobile chaque fois qu'il s'en sert, et cela plusieurs fois par jour. Dans ces conditions, la vie n'est plus possible !

**

D. — La théorie de la « causalité adéquate », telle qu'elle est présentée par M. Marty, ne rendrait-elle pas mieux compte des tendances actuelles de la jurisprudence ?

Tout fait quelconque sans lequel un dommage ne se serait pas produit doit être considéré comme une cause de ce dommage. Mais il est évident que si la plupart de ces faits sont devenus cause de dommage, c'est qu'une perturbation s'est introduite dans le déroulement normal du cours des événements et que c'est cette perturbation, cet événement anormal qui doit être considéré comme la cause active génératrice du dommage. La théorie de la causalité adéquate élimine, parmi les conditions nécessaires du dommage, celles qui, d'après le cours normal des choses, devaient demeurer indifférentes, pour ne retenir que celles qui, normalement, peuvent être considérées comme entraînant des dommages de cette espèce. Or, n'est-ce pas quand une chose se comporte de façon anormale qu'on doit la considérer comme devant d'ordinaire entraîner certains dommages ?

Telle est la conception qui nous semble la meilleure. Mais trop de juristes confondent la faute et le lien de causalité dans ce domaine, et MM. Mazeaud le leur ont vigoureusement reproché (16). L'appréciation du lien de causalité devrait se faire objectivement et indépendamment de toute idée de faute : la cause adéquate serait celle qui résulterait du déroulement normal des faits, indépendamment de toute appréciation de la conduite du gardien. L'idée de normal interviendrait donc bien encore ici, mais de façon différente : il ne s'agirait pas d'apprécier la conduite de l'homme normal, mais le déroulement normal des choses à partir d'un fait.

Mais la notion de causalité adéquate ne suppose-t-elle pas nécessairement l'intervention de la notion psychologique de faute de prévisibilité et cela aussi bien dans le domaine de l'art. 1382 que dans celui de l'art. 1384 (1^o) C. C. ? Ainsi, dans l'arrêt Pédetti, précité, la Cour de Cassation a exonéré le gardien en constatant que

(16) *Op. cit.*, t. II, n^o 1426, texte et notes.

la voiture circulait normalement sur le côté droit de la route et laissait sur sa gauche un espace suffisant pour permettre au cycliste de le dépasser sans risque d'accrochage. N'y a-t-il pas là une appréciation subjective de l'attitude du gardien et non une appréciation objective du lien de causalité ? A la vérité, les deux conceptions ne sont pas inconciliables, à la condition de préciser leurs domaines respectifs d'application.

Dans le jeu de l'art. 1382, la théorie de la causalité adéquate a pour objet de résoudre une question d'imputabilité. Entre plusieurs personnes dont l'activité a été fautive, il faut choisir celle à laquelle le dommage est imputable. On conçoit alors que la notion de faute soit inséparable de celle de causalité et que le caractère normal ou prévisible du lien causal s'apprécie d'après la conduite de la personne fautive. C'est l'avis de M. Houin⁽¹⁷⁾, qui écrit que « causalité adéquate et faute de prévisibilité sont alors synonymes ».

L'art. 1384 (1^o) pose un problème tout différent.

La question de l'imputabilité est résolue jusqu'à preuve contraire par la présomption légale. Le gardien est présumé responsable des conséquences dommageables du fait de sa chose. Peu importe que le fait de la chose ait été prévisible ou imprévisible. On a même soutenu que l'art. 1384 (1^o) ne s'applique que lorsque le fait de la chose est normalement imprévisible, car s'il était prévisible, le gardien aurait commis une faute en ne l'évitant pas. On passerait alors du domaine de l'art. 1384 (1^o) à celui de l'art. 1382. La question de la faute de prévisibilité n'a donc pas à intervenir en cette matière, quel que soit d'ailleurs le fondement que l'on donne à l'art. 1384 (1^o) : présomption de faute, faute dans la garde ou risque.

Le seul problème qu'ait à résoudre la causalité adéquate est celui du lien entre le fait et la chose et le dommage : ce n'est pas un problème d'imputabilité, mais de causalité pure ; dans quelle mesure le fait de la chose a-t-il été la cause du dommage ? Pour répondre à cette question, il n'est pas nécessaire d'apprécier la conduite du gardien et de rechercher s'il a pu prévoir le fait de la chose et la réalisation du dommage. Il suffit de rechercher si le dommage a été la suite normale du fait de la chose, d'après le déroulement des événements. Ainsi, lorsqu'une machine explose, il

(17) R. HOUIN, note au S., 1941.I.89. — V. en ce sens SAVATIER, *op. cit.*, t. II, n° 1471.

y a là un accident qui pouvait être normalement imprévisible. Son gardien n'en est pas moins présumé responsable des dommages causés par cette explosion. Mais encore faut-il que ce dommage soit la suite normale et prévisible de l'explosion et non d'un fait étranger concomitant.

*
**

E. — Un grand nombre de juristes soutiennent que l'innovation de l'art. 1384 (1^o) doit être subsidiaire au jeu de l'art. 1382. « Chaque fois que l'art. 1382 peut prétendre à résoudre un litige, il est abusif d'invoquer l'art. 1384 et illégal de l'appliquer », écrit M. Rodière, professeur à Alger (18). La justice et l'équité sociale se conjuguent à réclamer l'indemnisation par celui dont la faute a causé le dommage. La supériorité de l'idée de faute doit convaincre ceux qui voient, dans la présomption de responsabilité de l'art. 1384 (1^o) une consécration de la théorie du risque. Sur le plan de la technique, l'art. 1382 requiert la preuve de la faute. La justice, recherchant la vérité, doit préférer la faute prouvée à la faute présumée. Si donc l'art. 1384 (1^o) n'édicte qu'une présomption de faute, il ne doit pas davantage concurrencer l'art. 1382.

Cette subsidiarité ne signifie pas nécessairement que l'art. 1384 doive s'effacer, dès lors qu'une faute quelconque a été démontrée à la charge du gardien, de la victime ou d'un tiers. Et c'est sans doute la crainte de devoir l'entendre avec cette portée qui empêche certains auteurs d'en poser le principe. Ainsi limité, le principe de subsidiarité ne résout pas les cas de faute de la victime ou d'un tiers. La présomption de faute peut être assez forte pour résister à leur démonstration. La traversée d'une rue hors d'un passage clouté ne chasse pas le soupçon que l'automobile pouvait rouler trop vite. Par contre, on doit retenir que la faute démontrée du gardien exclut du domaine de l'art. 1384. D'après ces auteurs, la présomption de responsabilité n'est utile que pour les accidents d'origine douteuse. C'est également l'opinion de M. Savatier, qu'il développe dans une note parue sous les deux arrêts de la Chambre Civile du 22 janvier 1940 que nous avons déjà étudiés (19). Dans la première espèce (arrêt *Veuve Paget*), une automobile débouchait dans un carrefour à une allure excessive et, violant le droit de priorité d'un cycliste, lui avait

(18) Note sous Req., 3 fév. 1942 (*J. C. P.*, II, 2037).

(19) *D. C.*, 1941, Jurisp. 101.

brusquement barré la route, et avait causé pour ce cycliste une chute mortelle. La faute était caractérisée. Et celle-ci, dans l'application du droit commun de la responsabilité fondée sur la faute, apparaissait véritablement comme la cause de l'accident. Dans la seconde hypothèse (arrêt Delage), la conductrice de l'automobile incriminée avait fait, sur route, de fausses manœuvres, barrant brusquement le chemin à une motocyclette, laquelle, dans l'écart ainsi nécessité, avait accroché et blessé le piéton. Ici, encore, la faute de l'automobiliste était certaine et engageait la responsabilité de cette conductrice maladroite.

L'intérêt essentiel de la notion de faute est là, car dans le champ des causalités, si large qu'il soit, elle fournit le critère de la détermination d'un responsable; elle permet, parmi les activités complexes, médiatees aussi bien qu'immédiates, qui ont concouru à n'importe quel dommage, de choisir celle que l'auteur sera tenu de réparer. Mais, pour en arriver là, il n'était pas besoin de construire, sur l'art. 1384 (1^o) C. C., toute une théorie nouvelle. L'ancienne conception de la responsabilité, tirée de l'art. 1382, y suffisait. C'est pourquoi M. Nast a pu se poser la question particulièrement grave de savoir si la Cour de Cassation n'était pas à la veille d'abandonner les positions par lesquelles elle avait consacré l'autonomie de l'art. 1384. Dans les deux arrêts précités, l'art. 1384 n'ajoute rien à l'art. 1382. L'arrêt Delage les invoque d'ailleurs l'un et l'autre. En d'autres termes, l'art. 1384 ne serait qu'un doublet de l'art. 1382. S'il en est ainsi, que va devenir toute la jurisprudence antérieure ? Car nous pensons qu'il faudra tôt ou tard choisir. L'art. 1384 ne pourra longtemps garder deux figures : celle d'un texte indépendant, établissant une responsabilité sans faute, et celle d'une application particulière de l'art. 1382 à la faute commise dans la conduite d'une chose. « Destin singulier, écrit M. Savatier, que celui de l'art. 1384 ! A force d'étendre dans des sens divers, et on peut dire contradictoires, les applications qu'on entend faire de ce texte, le moment vient où l'on se demande si l'on n'est pas retourné au point de départ, si l'on n'a pas remis en question tout ce que le système nouveau de responsabilité avait d'original. »

Ce retour de la notion de faute soulève l'enthousiasme de M. le Doyen Ripert (20) : « La Cour de Cassation, écrit-il, a fini par éprouver quelque inquiétude de ses décisions, d'autant plus que

(20) Note au D. C., 1942, J. 25, sous l'arrêt des Ch. Réunies du 2 déc. 1941.

chacune d'elles était accueillie avec enthousiasme par ceux des juristes qui voient dans la substitution de l'idée de risque à l'idée de faute un progrès de notre droit.

Après la guerre de 1939, et peut-être par les réflexions nouvelles qu'une crise grave entraîne toujours, la Cour semble avoir décidé de mettre de l'ordre dans cette jurisprudence. Dans des arrêts récents, elle a précisé ce qu'il faut entendre par fait de la chose, et les annotateurs de ces arrêts ont très justement remarqué que l'autonomie de l'art. 1384 (1^o) paraissait aujourd'hui condamnée ou tout au moins atteinte ». Nous avons déjà dit que M. Ripert ne croyait pas à la possibilité de baser la responsabilité du fait des choses sur l'appréciation du lien de causalité : selon lui, l'analyse du fait de la chose permet seulement de découvrir la faute, là où échouerait la preuve directe. Le fait de la chose accuse et en quelque sorte maintient la faute. Il matérialise le lien de causalité entre la faute et le dommage.

L'éminent juriste reconnaît cependant que la *Cour de Cassation* continue à parler d'une *présomption de responsabilité*, mais il ajoute qu'elle est souvent plus fidèle aux formules qu'aux solutions. « Quand la Cour de Cassation, écrit-il, exige que la chose soit la cause génératrice du dommage, elle sait bien que l'expression est un pléonasme, et aussi qu'elle déforme l'idée de cause, mais elle veut marquer par là que l'usage d'une chose ne peut faire *présumer la faute* de celui qui la garde que si le dommage résulte de cet usage... Nous ne sommes pas bien loin de la formule abandonnée avec une certaine imprudence en 1930. »

Cette tendance nouvelle de la jurisprudence eût certainement satisfait M. Capitant, si l'illustre professeur était encore de ce monde. Mais les résultats qu'elle laisse prévoir sont-ils souhaitables ? Je dis non, sans aucune arrière-pensée. Sinon, on aboutirait, en dehors des évidences nées de l'inertie de la chose, à ne pas réparer des dommages à la réalisation desquels une chose inanimée aurait participé dans des conditions partiellement inconnues. Et surtout, la principale considération qui doit nous faire repousser ce retour offensif de la notion de faute dans ce domaine, c'est que la victime est beaucoup moins protégée sur la base de l'art. 1382 que sur celle de l'art. 1384. Tous les efforts lents, mais continus, de notre jurisprudence dans ces douze dernières années seraient peine complètement perdue ? Nous espérons bien qu'il n'en sera pas ainsi et nous ne pouvons nous associer à tous ces juristes qui entonnent

un chant d'allégresse parce qu'ils espèrent le triomphe de leurs idées personnelles. Pure satisfaction platonique, car tous ces hommes éminents semblent oublier que le Droit n'est pas fait pour les Docteurs de la loi, mais pour la Société. Comme l'a écrit M. Rodière, dans une note, sous un arrêt de la Cour de Dijon du 7 nov. 1940 (21) : « Le droit de la responsabilité est en train de tourner à l'ésotérisme. La réparation des accidents devrait suivre des règles puisées au sentiment populaire. Elle obéit toujours à un corps de principes étonnamment subtils et variés sur lesquels les auteurs raisonnent éperdument. Craignons, avec Chrysale, que le raisonnement bannisse la raison. »

« La protection des faibles, a écrit M. Josserand, est heureusement la préoccupation constante du législateur contemporain » (22). Et l'éminent doyen de Lyon n'a cessé de combattre, avec toute l'ardeur dont il était capable, « le travail de refoulement des présomptions de responsabilité ». Et comme les idées que M. Ripert avait exprimées sur ce point avaient choqué son âme généreuse, il lui lança cette apostrophe célèbre : « Visiblement le fort l'intéresse plus que le faible. »

Je sais bien que l'illustre Doyen de la Faculté de Paris lui a répondu avec beaucoup d'esprit dans la Préface du beau livre de M. Savatier sur la Responsabilité Civile : « Qui est le fort, qui est le faible ? Si le fort est le plus intelligent, le plus habile, le plus économe, — si le faible est le plus obtus, le plus maladroit, le plus désordonné, — le bon ordre social exige que le fort soit plus intéressant que le faible. Et la justice ne consiste pas à donner raison à celui qui est désavoué par son inexpérience, son imbécillité, mais à rendre à chacun ce qui lui est dû. » Ce syllogisme est sans doute parfait au point de vue rationnel, mais le « cuique suum » est une formule païenne et qui nous choque profondément, après vingt siècles de christianisme. Une justice trop rigoureuse crée souvent des injustices flagrantes et des malheurs profonds. Plus que jamais, un vent de charité doit souffler sur toutes nos institutions.

Certes, il convient de s'incliner devant ces paroles profondément mûries dans un camp de prisonniers (23) : « Que l'on ne s'effraie pas d'un semblable retour (à la notion de faute). L'idée d'une

(21) *Seine Jur.*, n° 46 du 16 nov. 1941.

(22) *Evolutions et actualités*, 1936, p. 159.

(23) Note P. David précitée.

responsabilité sans faute, basée sur un souci d'équilibre social, séduit par son aspect généreux : mais elle recèle un danger profond, qui est l'oblitération, dans la cause commune, du sens de la responsabilité, d'où pourrait naître une déviation du sens social lui-même. Pour bien servir ses semblables, l'homme doit commencer par se pénétrer de ses devoirs personnels. »

Mais il me semble que l'on confond trop aisément faute morale et faute civile, responsabilité personnelle et obligation de secours. Au contraire, l'homme qui a pleinement conscience de ses propres responsabilités sera beaucoup plus enclin à réparer le dommage qu'il aura causé, par simple mesure de solidarité sociale. L'esprit communautaire exige l'un et l'autre. Et je ne puis mieux terminer ce chapitre qu'en citant les propres paroles de M. Jossierand (24) : « La conception de la faute est bien gardée, les tenants de la responsabilité subjective intégrale, totalitaire, se sont ingénies à semer, sur la route triomphale suivie depuis plus d'un demi-siècle par la thèse objective, obstacle sur obstacle, embûche sur embûche. Jamais peut-être efforts plus ingénieux ne furent si inutilement dépensés pour remonter un courant social, économique et juridique dont la puissance doit avoir raison de toutes les résistances. La nature des choses est plus forte que toutes les idéologies. Les nécessités du présent et l'appel du futur balaieront les survivances d'un passé périmé. » L'heure des réalisations n'a-t-elle pas sonné ? L'avenir nous le dira bientôt.

(24) Chronique au *D. H.*, 1938, p. 65.

CHAPITRE V

LE VÉRITABLE CRITÈRE DU FAIT ACTIF

Ainsi, les trois critères proposés précédemment ne nous donnent pas entière satisfaction. Celui de l'agression est trop brutal. La thèse de l'inertie est incomplète, car le lien de causalité est souvent mal analysé, et elle vient d'être condamnée par les derniers arrêts de la Cour Suprême. Quant à l'explication du comportement normal ou anormal, elle marque un sérieux progrès de clarté et se fonde sur la jurisprudence la plus récente. Mais les doctrinaires qui se sont emparés de ce critère ont dépassé nettement, à notre avis, la conception que s'en faisait la Cour de Cassation : ils ont voulu y voir un retour à l'idée de faute, — alors que les arrêts ne prononcent pas le mot, — et une revanche de l'art. 1382 sur l'adversaire qui avait essayé de le détrôner ; d'aucuns même auraient peut-être voulu rallumer la querelle entre partisans de la faute et partisans du risque, bien que cette dernière conception ait été définitivement condamnée par nos plus grands civilistes, Planiol et Capitant. Mais il y a une chose certaine : c'est que la Chambre Civile, comme la Chambre des Requêtes, s'en tiennent toujours à la « présomption de responsabilité » incluse dans l'art. 1384, et nous ne souhaitons pas qu'elles fassent retour en arrière.

Une jurisprudence abondante nous confirme en effet que c'est au critère du « fait actif » qu'il faut se rallier. Il faut entendre par là que l'art. 1384 (1^o) ne doit jouer que si la chose qui est intervenue a été véritablement « *la cause génératrice* » du dommage. Nous allons d'abord faire l'étude juridique de ce critère, puis nous étudierons les critiques auxquelles il a donné lieu et nous en donnerons notre conception personnelle.

A. — ANALYSE

I. — *Que signifie cette expression : « fait actif de la chose » ?*

Un fait, c'est « l'action de faire quelque chose » ; c'est donc un acte positif, supposant, de la part de l'agent, la possibilité d'agir, de se mouvoir. C'est cette définition que l'usage, en notre matière, a adoptée et consacrée. Pour un grand nombre d'auteurs et des plus considérables — MM. Demogue, Esmein, Lalou, H. et L. Mazeaud, Savatier, — pour la majorité des décisions jurisprudentielles, l'art. 1384 visant le « fait de la chose » exige par là une intervention active. Pour nous, rôle actif n'implique pas nécessairement chose en mouvement, mais intervention causale, génératrice du dommage. Il faut reconnaître que l'expression « fait actif », appliquée aux choses inanimées, révèle une barbarie de langage. C'est du « surréalisme » juridique. Le caractère impropre de cette expression n'a pas manqué d'être remarqué et commenté ; il a fourni des arguments à ceux qui, effrayés par la découverte de l'art. 1384 (1^o), se refusaient à l'étendre au dommage causé par les choses inanimées.

Qu'on se rappelle le langage que tenait A. Esmein : « Les termes mêmes dont s'est servi le législateur répugnent à cette interprétation... Ils ne peuvent s'appliquer, à moins de supposer le langage le plus barbare, qu'aux actes des animaux... Qu'on le remarque bien, dans l'art. 1384, le dommage causé par le fait des choses est assimilé au dommage causé par le fait des personnes. Il en résulte que le fait dont il s'agit de part et d'autre est un acte, un mouvement actif et propre, qui ne peut émaner que d'un être vivant » (1).

Ainsi, l'on refusait même d'admettre l'existence d'une responsabilité attachée au fait des choses inanimées. Mais cette conséquence extrême n'était pas justifiée. D'ailleurs, il est inutile de se perdre dans des discussions stériles, puisque le droit positif a désormais tranché la question. M. Jossierand — et l'on connaît la puissance de son réalisme — n'a-t-il pas écrit : « Il (le mot *fait*) nous semble merveilleusement choisi, à raison de sa généralité et de son imprécision, pour désigner l'intervention d'une force quelconque, animée ou non : ne dit-on pas d'une catastrophe qu'elle est survenue par le fait d'une inondation, d'un incendie ?... Cette expression

(1) Note au S., 1897.I.17. — Adde note au S., 1910.I.17.

n'indique rien autre chose qu'un rapport de cause à effet » (2). C'est donc bien dans l'analyse du lien de causalité qu'il faut chercher la véritable solution du problème. En 1913, dans un rapport à la Chambre des Requêtes, M. le Conseiller Michel-Jaffard écrivait à son tour : « Un fait n'est pas seulement un acte, une action produite par un être vivant. C'est aussi une chose qui arrive, qui a lieu : tous les dictionnaires en donnent également cette définition. » Cette idée, à la fois si simple et si juste, a été reprise plus récemment et avec plus d'éclat par M. le Procureur Général Matter dans ses conclusions lors de l'arrêt des Chambres Réunies du 13 février 1930.

Nous sommes entièrement d'accord sur ce point avec M. Pierre David (3), mais nous lui reprochons, ainsi qu'à beaucoup d'autres auteurs, d'avoir confondu « fait actif » et chose en mouvement, au lieu d'analyser, comme nous essayons de le faire, le degré de causalité qui unit cette chose à l'accident. Encore une fois, ce vocable est tout à fait mal choisi, mais il faut bien l'admettre, puisqu'il est consacré par la pratique, qui l'a d'ailleurs souvent employé fort mal à propos : c'est l'excuse légitime que nous accordons à nos prédécesseurs.

*
**

II. — Ainsi l'expression peut s'entendre dans un sens précis, étroit, et c'est dans ce dernier sens qu'un parti prépondérant en jurisprudence ne tarda pas à l'interpréter : le fait d'une chose cesse d'être un fait quelconque pour devenir, tout comme le fait d'une personne, une intervention active dans la production du dommage. Ce sont surtout les décisions relatives à l'automobile qui nous fourniront des exemples. L'accident d'automobile, et tout particulièrement la collision de véhicules, pose en effet un problème difficile, qu'il s'agisse soit de fixer l'imputabilité du dommage, soit simplement de déterminer les causes matérielles.

C'est dans un jugement du Tribunal Civil de Narbonne (4), du 22 décembre 1930, rendu sur une collision entre un gardien et la remorque d'une automobile, que nous en découvrons une des premières applications, très catégorique : « Attendu qu'en présence du terme général de *chose*, employé par le législateur, il importe

(2) Note au D., 1900.II.289.

(3) Thèse précitée, 3^e partie.

(4) G. P., 1931.I.324.

peu qu'elle soit animée ou inanimée, dangereuse ou non, actionnée ou non par la main de l'homme, ayant ou n'ayant pas un dynamisme propre, mais qu'il n'en reste pas moins nécessaire que la chose ait causé l'accident ; qu'il apparaît au tribunal que, parmi toutes celles qui ont participé à l'accident, ou en ont même été l'occasion, doivent seules être considérées comme ayant causé le dommage et l'accident celles qui y ont pris une *part active* au moment même où il s'est produit, et par leur mouvement, sinon actuel, tout au moins venant de cesser dans le cas où la victime pourrait légitimement penser qu'il se continuerait.

Attendu dès lors que le gardien d'une chose qui est restée purement inerte et complètement passive, s'il peut être recherché en vertu du principe de faute de l'art. 1382, ne peut l'être en vertu de la présomption de responsabilité basée sur l'art. 1384. »

La Cour de Paris a statué dans le même sens, déboutant un cycliste, victime d'un automobiliste, par cette circonstance « qu'en remontant sur sa bicyclette, elle a heurté l'aile droite de la voiture, et que ne pouvant reprendre son équilibre, elle est tombée à terre, que c'est le cycliste qui a heurté la voiture », et l'arrêt relève encore « qu'il est impossible de dire que c'est l'automobile qui a heurté la victime » (5).

A son tour, la Cour de Cassation s'est formellement prononcée dans le même sens. Déjà, le 1^{er} mai 1930, statuant sur une collision entre hippomobile et automobile, la Chambre des Requêtes déclarait : « Attendu que l'arrêt attaqué précise que l'accident est dû au choc de l'aile droite de l'automobile contre l'arrière du véhicule que conduisait la victime ; que ce véhicule attelé d'un cheval allait au pas, tenait sa droite ; que la Cour d'Appel a ainsi implicitement écarté la présomption invoquée par la dame de Luzerna à l'encontre de la victime..., puisque ce n'est pas par le fait de cette voiture que le dommage a été causé » (6).

Un tramway ayant heurté une autre voiture, la Chambre des Requêtes, le 15 novembre 1932, en a jugé de même, relevant que « le tramway est venu heurter la voiture Voisin, que c'est donc par le fait du tramway que cette voiture a été endommagée, et qu'en vertu de l'art. 1384 (1^o) C. C. le wattmann... est légalement responsable du dommage causé par ce tramway » (7).

(5) Paris, 7^e janv. 1933 (*G. P.*, 1933.I.702).

(6) S., 1931.I.121, note P. Esmein. — *G. P.*, 1930.II.5.

(7) *D. H.*, 1932.589. — *G. P.*, 1933.I.90.

Comme on le voit, en matière d'accidents d'automobiles, le critère de l'agression a connu un succès certain. Dans les autres domaines, les innombrables applications de l'art. 1384 (1°) devant les tribunaux visent, très souvent, des hypothèses où la chose était en mouvement.

Il s'agit d'un fusil qui part (8), d'une balle de tennis (9) ou d'un ballon de football (10), d'arbres qui tombent (11), de canalisations qui laissent échapper le gaz (12) ou l'eau (13), etc... On peut ajouter un arrêt qui a été rendu dans une espèce très particulière et que nous avons déjà cité dans notre étude sur l'inertie de la chose : deux enfants, entrés dans un parc, s'étaient noyés dans un bassin « dont la surface, recouverte de lentilles d'eau, présentait l'aspect trompeur d'un tapis de verdure ». Sur ce lamentable accident, les parents invoquèrent contre le propriétaire du parc l'art. 1384 (1°), mais la Cour de Rennes, saisie de l'affaire, rejeta leur demande (14). « Considérant, en effet, que si cette disposition s'applique aux immeubles aussi bien qu'aux meubles, on ne saurait l'étendre au cas où il n'est pas établi que l'accident ait eu pour cause le *fait* même de cette chose ; que, lorsque le rôle de celle-ci *est purement passif*, elle ne saurait engager la responsabilité de son gardien ; qu'il est nécessaire que le contact dommageable de la victime avec les choses soit le résultat d'un mouvement, d'un déplacement, de l'action destructive ou nocive de la chose et non du fait, volontaire ou involontaire de la victime ». On sait que depuis quelques années le critère de l'agression a été abandonné et que c'est celui de la perte du contrôle de la chose qui connaît les faveurs de la jurisprudence.

L'intervention active, c'est donc celle qui cause le dommage, qui le produit, sans que cela implique nécessairement l'activité physique de la chose ; l'intervention passive, c'est celle qui n'a pas de lien de causalité avec le préjudice, celle d'où le dommage ne naît pas. Peu à peu, la jurisprudence s'est ralliée à cette analyse du lien

(8) Notamment Paris, 16 novembre 1929 (*G. P.*, 1929.II.908) et Montpellier, 21 octobre 1933 (*G. P.*, 1933.II.1016). — H. et L. MAZEAUD, T. I, p. 1262.

(9) Poitiers, 25 oct. 1926 (*D. H.*, 1927.II.105, note Lalou. — *S.*, 1927.II.79, note H. Mazeaud).

(10) Riom, 30 novembre 1931 (*D. H.*, 1932.II.81, note Jean Loup. — *S.*, 1932.II.113).

(11) Colmar, 29 juin 1932 (*S.*, 1932.II.197).

(12) Req., 3 juin 1904 (*D.*, 1907.I.179).

(13) Req., 3 novembre 1932 (*S.*, 1933.I.98).

(14) Rennes, 11 mars 1932 (*D. H.*, 1932.292).

de causalité ; la Cour de Caen, par exemple, a décidé le 30 décembre 1935 (15) : « Qu'il est ainsi démontré que le véhicule de D... a eu dans la collision un rôle purement passif et que, dès lors, il ne peut être considéré comme ayant causé le dommage au sens de l'art. 1384. » D'ailleurs, sans employer les expressions : intervention active ou passive, la Cour de Cassation peut se contenter de rappeler que l'existence de la présomption de responsabilité est « subordonnée à la seule condition que le dommage ait été causé par le fait de la chose ». Certains arrêts exigent l'intervention active sans employer le terme propre ; dans d'autres, par contre, on relève l'expression « *expressis verbis* ». On trouvera une quantité d'arrêts cités dans le tome II de MM. Mazeaud, au n° 1211 (notes 7 et 8).

Une automobile a été placée par son gardien sur l'accotement de la route. Son intervention, dans le dommage subi par un cycliste qui vient s'écraser contre elle, est passive. Pourquoi ? Parce que cette intervention n'est pas la cause de ce dommage ; le poids de l'automobile, sa masse n'ont pas joué un rôle créateur ; l'accident n'est pas né de là, mais de la faute de la victime.

Au contraire, la même automobile a été laissée par son propriétaire au milieu de la route ou, la nuit, sans les feux réglementaires. Si une collision se produit, il y aura intervention *active* de la chose. Pourquoi ? Parce que, cette fois, c'est bien la position de l'automobile qui a entraîné ce préjudice ; et peu importe que l'activité du gardien, si cette position en est le résultat, soit fautive ou non (16).

Il en est de même chaque fois que la chose se trouve dans une position susceptible de provoquer un accident : arbre couché en travers de la chaussée, perche de pin sur la route, chaise laissée sur un trottoir, etc... Dans chaque affaire, les juges n'auront qu'à préciser si la chose se trouvait ou non dans une telle position ; ou, pour employer le style récent de la Cour de Cassation, si elle s'est comportée normalement ou anormalement ; mais ils peuvent le faire en dehors de toute recherche d'une faute commise par le gardien.

Une automobile s'arrête brusquement. Qu'il y ait ou non faute du conducteur ou faute du gardien, elle est la cause du dommage subi par la voiture qui la suit et vient s'écraser contre elle. Mais

(15) *G. P.*, 1936.I.885 (Sous Rouen, 13 fév. 1936). — *R. G. A. T.*, 1936.592 et note M. Picard.

(16) *S.*, 1931.I.246.

cette dernière peut être aussi la cause du préjudice lorsque, par exemple, elle suivait de beaucoup trop près — fautivement ou non, peu importe — la première voiture. Mais elle ne l'est pas, lorsque sa position par rapport à cette voiture était normale. Il suffit de se rappeler les longues files de voitures qui, avant guerre, montaient ou descendaient incessamment l'avenue des Champs-Élysées. Malgré toute la dextérité et la savante hardiesse des chauffeurs parisiens, il arrivait quelquefois que deux autos s'emboutissaient, sans qu'il fût nettement possible de relever une faute contre l'un ou l'autre des chauffeurs. C'est pourquoi les juges décidaient souvent qu'il y avait partage de responsabilités. Leur conscience était d'autant plus tranquille que les indemnités étaient soldées par des compagnies d'assurances.

Le véhicule qui, dans un dépassement ou un croisement en heurte, en « accroche » ou en tamponne un autre, sera souvent la cause du dommage. Il se peut cependant que le rôle causal soit joué par l'autre voiture : ainsi, lorsque cette voiture a appuyé sur sa gauche au moment du dépassement ou s'est mise brusquement en travers de la route. Et il n'y a toujours pas à rechercher s'il y a ou non faute de l'un ou de l'autre côté.

Ces exemples, qu'il est inutile de multiplier, montrent suffisamment ce qu'il faut entendre et ce que la jurisprudence entend effectivement, par intervention « active » de la chose, en même temps que la souplesse de ce critère. Sans doute on ne manquera pas de taxer d'excessive cette souplesse. Mais, outre qu'il ne faut pas brider ici les juges du fait par des règles trop strictes, qui ne pourraient pas s'adapter à l'infinie variété des espèces, il est impossible d'établir un critère plus ferme, puisque toute la question est d'apprécier un lien de causalité.

Ainsi, la présomption de responsabilité de l'art. 1384 (1^o) ne peut jouer que s'il y a eu intervention *active* de la chose dans la réalisation du dommage, c'est-à-dire si la chose l'a réellement et nécessairement *causé*, l'a produit, l'a créé. Telle est la théorie que M. H. Mazeaud n'a cessé de soutenir et que nous n'avons fait que reprendre ici.

*
**

III. — La jurisprudence la plus récente insiste beaucoup sur ce point. Plusieurs décisions exigent que la chose ait été la « cause génératrice » du dommage.

C'est ainsi que la Chambre Civile, dans l'arrêt Delage du 22 janvier 1940 (17), précise « que si, aux termes de l'art. 1384 (1°), DELAGE devait établir que l'automobile n'était pas demeurée étrangère à l'accident, cette condition pouvait se trouver remplie sans qu'il y ait un contact entre la victime et la motocyclette dont elle a provoqué l'embardée, auquel cas l'automobile devait être présumée la *cause génératrice* du dommage. »

Elle a repris cette expression dans un arrêt du 21 janvier 1941 (18), intervenu à la suite d'un accident d'automobile : un passant qui traversait la chaussée avait été heurté par une automobile qui l'avait grièvement blessé. Le gardien de la voiture invoquait la faute de la victime pour s'exonérer de toute responsabilité. Mais l'arrêt précise nettement que « le fait par la victime d'être allé se jeter sur la voiture ne saurait suffire, à lui seul, à établir que cette faute a été la cause unique du dommage » et que, « dès lors que l'intervention de la chose dans la réalisation du dommage est établie, elle est présumée en être la *cause génératrice*, sauf au gardien à détruire cette présomption en prouvant que la chose n'a joué qu'un rôle purement passif, et qu'elle a seulement subi l'action étrangère *génératrice* du dommage ».

Nous retrouverons cet arrêt capital en étudiant la charge de la preuve.

Il convient également de citer l'arrêt dame Cadé contre Ville de Colmar, dont on connaît déjà les faits : la dame Cadé, prise de syncope dans une salle de bains, s'était brûlée en tombant contre la tuyauterie du chauffage central. Et, comme cette baigneuse trop fragile invoquait l'art. 1384 (1°) contre le propriétaire de l'établissement de bains, la Chambre Civile lui répondit très justement (19) :

« Mais attendu que, pour l'application de l'art. 1384 (1°) C. C., la chose incriminée doit être la cause du dommage ; que, si elle est présumée en être la *cause génératrice* dès lors qu'inerte ou non, elle est intervenue dans sa réalisation, le gardien peut détruire cette présomption en prouvant que la chose n'a joué qu'un rôle purement passif... ; qu'il résulte des constatations des juges du fond que la *cause génératrice* du dommage résulte tout entière dans la syncope qui a fait tomber la dame Cadé de la chaise où elle était assise et a

(17) D. C., 1941 (Jur. 101, note Savatier), précité.

(18) S., 1941.I.49 (note F. M.), précité.

(19) D. C., 1941.I.85, note Flour. — S., 1941.I.49, note précitée.

permis qu'elle demeurât inanimée en contact avec un tube chaud assez longtemps pour être brûlée. »

Nous avons vu précédemment que ce même arrêt avait relevé que l'installation du chauffage central était faite dans des conditions *normales* ; par suite la tuyauterie ne pouvait pas être la *cause génératrice* du dommage. Les deux critères se complètent donc l'un l'autre pour le jeu de l'art. 1384 (1°). Ceci montre, une fois de plus, qu'il est inutile de baser l'action en responsabilité sur l'analyse de la faute, comme elle est comprise dans les art. 1382 et 1383.

Cette notion fondamentale a été reprise par la Chambre des Requêtes, en particulier dans l'arrêt précité du 3 février 1942 (Veuve Cazelle contre Compagnie des Eaux de la banlieue de Paris) (20). Cette dame avait buté, en plein jour, contre une bouche d'eau qui était au niveau de la bordure en pierre du trottoir et qui faisait saillie seulement par rapport au sol en terre battue.

La Cour d'Appel de Paris, puis la Cour de Cassation, ont précisé que cette bouche d'eau était installée dans des conditions normales ; qu'elle n'avait joué qu'un rôle purement passif et n'avait par conséquent pas été la *cause génératrice* du dommage. Au lendemain de l'arrêt des Chambres Réunies de 1930, la Veuve Cazelle aurait certainement obtenu réparation sur la base de l'art. 1384 (1°). La Haute Juridiction se montre donc de plus en plus restrictive. Nous nous réjouissons, avec la plupart des auteurs, de cette limitation tant souhaitée du « champ d'action » de cet article trop conquérant. Mais nous ne souhaitons pas, comme M. le Doyen Ripert le désire, la condamnation absolue de son autonomie. Son application est beaucoup trop utile pour accorder des indemnités là où l'équité, sans violer le Droit, l'exige. Nous proposons seulement de le faire jouer, avec toutes les conséquences qu'il entraîne, dans les cas où il y a « fait actif de la chose », c'est-à-dire dans les cas où la chose soumise à la garde aura été la cause génératrice du dommage. On doit également citer, dans le sens restrictif, l'arrêt de la Chambre Civile du 22 juin 1942 (G. P. du 10 nov.) : « Attendu que la présomption de l'art. 1384 (1°) ne peut être invoquée que lorsqu'il existera relation de cause à effet entre le dommage et le fait de la chose. »

La chose n'a pas joué de rôle causal, constate la Chambre Civile dans l'accident survenu à un enfant blessé par une personne projetée

(20) J. C. P., 1942.II.2037.

d'un manège de pousse-pousse ; en pareil cas, ce n'est pas le manège et sa rotation qui sont la *cause génératrice* du dommage, mais la personne projetée qui a commis l'imprudence de se délier volontairement du siège où elle était attachée. L'arrêt doit être approuvé, car il confirme la thèse que nous défendons.

*
**

IV. — Quelle place doit donc tenir cette notion de « cause génératrice » dans notre étude de la causalité ?

Les solutions admises dans ce domaine sont peu conciliables avec la théorie de l'équivalence des conditions à laquelle cependant MM. Mazeaud déclarent vouloir s'en tenir (21) : « La théorie de la causalité adéquate est trop philosophique et trop complexe pour pouvoir servir à trancher les problèmes juridiques de responsabilité. Il est impossible de savoir quelles sont les conséquences normales d'un acte et quelles sont ses conséquences fortuites. Nécessairement, en faisant cette recherche, on en vient à se demander quelles conséquences devait prévoir l'auteur de l'acte et par là même quelles précautions il a prises pour parer aux conséquences dommageables possibles. » Ces auteurs craignent que, par un détour, on n'examine la conduite du défendeur, et que l'on ne confonde, en ce cas, faute et lien de causalité.

Certes, la jurisprudence fait parfois cette confusion, mais nous avons déjà répondu, dans le chapitre précédent, à cette argumentation.

Un grand nombre de juristes français se sont prononcés en faveur de la théorie de l'équivalence des conditions : nous voulons parler de MM. Demogue, Lalou, Mazeaud, Esmein, Marteau. Pour eux, dès qu'il est établi que, sans un événement déterminé, le dommage ne se serait pas réalisé, cet événement est *cause* du préjudice.

Mais on ne peut pas dire que la jurisprudence soit dans le sens de l'équivalence des conditions. Le langage même qu'elle emploie incline à penser que la cause génératrice n'est autre que la cause adéquate.

Nous laisserons de côté l'exonération du responsable par les événements de force majeure, ou par le fait d'un tiers. En effet, nous

(21) *Traité*, tome II, n° 1442.

avons vu que la jurisprudence récente, en matière de responsabilité du fait des choses, décide que le fait d'un tiers doit présenter les caractères de la force majeure, pour exonérer le gardien. Mais il faut s'arrêter davantage aux solutions admises en ce qui concerne la faute de la victime. Dans cette matière, elle n'est pas seulement une cause de partage des responsabilités ; elle peut être une cause d'exonération totale ; et cette exonération complète ne sera pas admise seulement lorsque la faute de la victime présente les caractères de la force majeure ; il y aura aussi exonération lorsque la faute de la victime a été la « cause exclusive » de l'accident. Cette formule a été répétée par de nombreux arrêts (22).

On ne semble pas avoir aperçu qu'il y a là une contradiction formelle avec la thèse de l'équivalence des conditions. Un piéton est écrasé par une automobile sous laquelle il se jette. La faute de la victime n'empêche pas que l'action de l'automobiliste ait été condition nécessaire du dommage. Sans l'automobile, le dommage ne se serait pas produit. Par suite, si l'on adopte la théorie de l'équivalence des conditions, le fait de l'automobile devrait être retenu comme causal. Pour pouvoir dire, comme on le fait, que la faute de la victime a été *seule cause*, à l'exclusion du fait de l'automobile, il faut abandonner l'idée d'équivalence entre les conditions ; il faut écarter certaines d'entre elles, notamment le fait de l'automobile, comme n'impliquant pas une causalité normale eu égard aux circonstances. Il faut donc s'orienter vers l'idée de causalité adéquate.

La même idée pouvait seule justifier les décisions qui, en matière de collisions de véhicules ont, à un certain moment, utilisé le système de « l'abordage » ou de l'agression ; le fait du véhicule agresseur était seul retenu. Cette solution est inconcevable dans le système de l'équivalence des conditions (23). Et l'on doit faire les mêmes observations à propos de la jurisprudence concernant « les choses inertes ». Le fait de la chose n'est pas retenu parce qu'il ne saurait être considéré comme « causal » d'après le cours normal des choses. C'est, là aussi, un emprunt à la théorie de la causalité adéquate.

(22) Req., 13 avril 1934 (S., 1934.I.313, note H. Mazeaud ; D. P., 1934.I.41, note Savatier). — Civ., 21 octobre 1936 (D. H., 1936, p. 553). — Civ., 1^{er} décembre 1936 (D. H., 1937, p. 86). — Req., 18 octobre 1938 (G. P., 1938.II.831). — Civ., 9 sept. 1940 (S., 1940.I.81, note H. Mazeaud). — Civ., 22 décembre 1941 (S., 1942.I.49 et D. H., 1942.I.4). — Civ., 5 août 1942 (G. P., 14 nov. 1942).

(23) Voir note Marty au S., 1937.II.218.

MM. Mazeaud (24) et Savatier (25), dans leurs traités classiques sur la Responsabilité Civile, ont déjà montré que le problème des choses inertes était avant tout un problème causal. Si l'on refuse l'explication causale, deux voies seulement paraissent ouvertes. L'on peut expliquer l'irresponsabilité du gardien par la faute de la victime, que l'inertie de la chose fait présumer (c'est l'opinion de MM. Esmein et Roger Houin) ; mais nous avons vu que l'effet exonérateur de la *faute exclusive* est lui-même inexplicable en dehors de la causalité adéquate. Ou bien il faut limiter l'application de l'art. 1384 (1°) au cas où il y a fait actif de la chose, et nous avons vu également que cette expression prête à confusion : ainsi, parmi tant d'autres arrêts, on peut citer celui de la Cour de Colmar, du 10 juin 1938 (26), qui, avec raison, repousse le critère de l'inertie et applique l'article 1384 (1°) à une automobile qui venait de s'immobiliser quand l'accident s'est produit ; le rôle actif est joué parfois par la chose qui ne bouge pas. Il convient donc mieux de parler de *cause génératrice* au sens de cause adéquate, si l'on veut dépasser le simple enregistrement de décisions prétorienne et mettre de l'ordre dans la construction tourmentée de la responsabilité du fait des choses inanimées.

Certes, écrit M. Marty (27), « l'idée de causalité adéquate conduit à une restriction de la responsabilité sans faute. Mais est-ce un mal en présence de l'incroyable multiplication des procès en responsabilité ? A coup sûr, l'indemnisation des victimes est un résultat heureux. Mais du côté des responsables, cette marée montante de procès n'est supportable que grâce aux assureurs, sur lesquels le poids de la responsabilité est en très grande partie dérivé. Si l'assureur vient à manquer, par exemple lorsqu'il s'agit de risques inattendus pour lesquels l'assurance n'a pas été prévue ou pratiquée, le poids devient fort lourd. L'on peut alors s'apercevoir qu'il est dangereux de pratiquer l'assurance des victimes par l'intermédiaire de la responsabilité et qu'il serait préférable, en laissant la responsabilité dans son domaine propre, de pratiquer la socialisation des risques, lorsqu'on l'estime nécessaire. »

Nous faisons nôtre cette conclusion du grand spécialiste de la causalité et nous estimons que l'art. 1384 (1°) doit garder son

(24) Tome II, n° 1211-8.

(25) T. I, n°s 358, 499 et s.

(26) G. P., 1938.II.381.

(27) Article précité dans R. T. D. C., 1939.

autonomie et recevoir une application intégrale, lorsque les magistrats auront relevé un lien de causalité adéquate entre la chose et le dommage.

B. — CRITIQUE

Bien que ce critère du *fait actif* ait rallié la plus grande partie de la jurisprudence et bon nombre de civilistes, il a, cependant, été vivement attaqué en doctrine. Ces critiques sont dues, pour la plupart, aux termes impropres que l'on emploie. Nous avons déjà signalé qu'entre 1930 et 1940 surtout, beaucoup d'arrêtés avaient usé de l'expression elle-même : *fait actif* de la chose, — mais dans ces dernières années, la Cour de Cassation dit de préférence que la chose doit avoir été la *cause génératrice*. Remarquons en passant qu'il y a là, pour les grammairiens et les philosophes, un « beau sujet de guerre », car une cause, en principe, est toujours génératrice.

I. — L'explication proposée, celle de la causalité adéquate, à laquelle nous nous rallions, a été vivement critiquée par M. Roger Houin (28). Nous avons montré que le simple lien de cause à effet, tel que le définit la théorie de l'équivalence des conditions, serait beaucoup trop lâche et nous préférons l'idée maîtresse du système de la causalité adéquate que M. Marty définit ainsi : « Eliminer, parmi les conditions nécessaires du dommage, celles dont l'action n'a pu se faire sentir que par suite d'enchaînement exceptionnel, anormal, de circonstance, pour retenir seulement celui ou ceux des antécédents qui, d'après le cours ordinaire ou normal des choses, porteraient en eux la probabilité ou la possibilité d'un dommage de cette espèce. » La base de cette théorie se trouve dans la nature même de la présomption de l'art. 1384 (1°) : puisque la faute est écartée en principe, il faut donner au juge un nouvel élément modérateur, qui est le lien de causalité.

Le premier reproche qu'on lui a adressé, c'est celui de la *nouveauté*, parce qu'en général la doctrine penche pour l'équivalence des conditions. Mais n'est-ce pas plutôt un éloge ? Il faut rendre hommage à ceux qui ont le courage de présenter des idées nouvelles, au lieu de suivre des sentiers frayés depuis longtemps. En outre, la nouvelle jurisprudence paraît, à notre avis, adopter cette façon de voir.

(28) *Rev. Crit.*, 1939 et note au S., 1941.I.89.

On a prétendu, d'autre part, que M. Marty ne peut citer, comme application antérieure de sa conception, que la théorie de la faute exclusive. La jurisprudence décide, en effet, que le gardien n'est exonéré de sa présomption de responsabilité que si le dommage est dû à la faute exclusive de la victime. Il serait plus simple d'expliquer cette jurisprudence en se plaçant, non pas sur le terrain du lien de causalité, mais sur celui de la faute (29). Les juges apprécient la gravité de la faute reprochée à la victime. Si elle est peu importante, ils décident qu'elle ne peut conduire qu'à un partage de responsabilité (30). Si, au contraire, elle est très grave, ils la qualifient d'exclusive, et ils exonèrent le gardien (31).

Alors le critérium que donne M. Marty de sa conception du lien de causalité ne serait au fond qu'un retour à la notion de faute. Pour Roger Houin, « la causalité adéquate ne serait qu'une faute de conduite imputable au gardien ou à la victime. Et, subordonnant ainsi le lien de causalité à la probabilité ou à la possibilité de l'enchaînement causal, il oblige le juge à rechercher si, dans les circonstances où le gardien et la victime se trouvaient placés, l'un d'eux aurait dû prévoir que le dommage était possible. S'ils ne l'ont pas fait, s'ils ont passé outre, ils ont commis une faute qui doit entraîner leur responsabilité. » Le succès actuel de la causalité adéquate ne provient-il pas du fait qu'elle constituerait un retour offensif de la notion de faute, notamment de la faute de prévisibilité ?

*
**
**

II. — Nous avons déjà répondu à cette critique, mais il convient ici d'y insister. L'appréciation du « normal » se fait à des points de vue différents et sur des terrains nettement séparés en ce qui concerne la faute et le lien de causalité. Pour la faute, on examine la conduite de la personne en question et l'on se demande si l'homme normal, placé dans les mêmes circonstances, eût agi ainsi ; nous sommes ici dans un domaine nettement psychologique et *subjectif*. Pour la causalité, par contre, on examine « l'enchaînement qui unit un fait au dommage et l'on se demande, en tenant compte des autres conditions concurrentes si, d'après l'expérience courante,

(29) En ce sens Esmein : « Trois problèmes de Resp. Civ. » (*R. T. D. C.*, 1934, p. 317).

(30) Req., 13 avril 1934 (*D. P.*, 1934.I.41, note Savatier).

(31) Req., 16 mai 1938 (*G. P.*, 5 octobre 1938 et arrêts cités, note 22).

cet enchaînement est normal ou extraordinaire » ; c'est alors une simple constatation *objective* des faits, la seule qui soit capable de donner une solution exacte du problème. L'opinion de l'homme normal et le déroulement normal des faits ne sont pas deux notions identiques : il y a entre eux toute la différence du concret et de l'abstrait.

M. Houin cite alors la solution de l'arrêt Marsat (32), du 2 novembre 1938, comme une condamnation de la théorie de la causalité adéquate. La voiture de Marsat étant tombée en panne, son propriétaire alla chercher des voisins afin de pousser le véhicule, mais, dans l'effort qu'il fit, l'un d'eux glissa et se fractura la jambe. Après le jugement du Tribunal d'Angoulême et l'arrêt de la Cour de Bordeaux, un pourvoi eut lieu devant la Cour de Cassation sur le fait que la victime n'avait été que la cause occasionnelle de l'accident. La Cour constata alors « que la chute a été provoquée par l'effort inhérent à cette opération de remorquage, alors que la victime poussait le véhicule ». Etant donné ces termes, il semble bien que la cause normale ait été l'effort de poussée. La Cour de Cassation ayant néanmoins maintenu la présomption de responsabilité contre Marsat, on peut penser qu'elle n'a tenu aucun compte de la théorie de la causalité adéquate.

Certes, il y a une certaine confusion dans la rédaction de cet arrêt ; la solution est bonne, mais la rédaction des motifs est douteuse. Il y a une chose évidente, c'est qu'on ne peut pas relever de faute de la victime : elle a poussé la voiture comme tout bon « père de famille » l'eût fait ; la cause génératrice du dommage, c'est la position anormale et défectueuse de la voiture, restée en panne au milieu de la route.

D'ailleurs, quelques mois après, ce distingué civiliste fut obligé de constater, avec amertume peut-être, que la Chambre Civile avait adopté définitivement la théorie de la cause génératrice au sens de cause adéquate (33) ; ceci ne fait plus aucun doute avec les arrêts précités qui parlent de comportement normal ou anormal de la chose. La Chambre des Requêtes, qui emploie de préférence l'expression « fait actif », ne manque cependant pas de relever ce caractère normal. Dans l'arrêt du 26 mars 1941, elle constate notamment que « la voiture circulait normalement sur le côté droit de la route ».

(32) *D. H.*, 1939, p. 49.

(33) Note précitée au *S.*, 1941, I. 89.

Ainsi, pour les annotateurs récents, deux attitudes sont juridiquement possibles, d'après l'appréciation que l'on fait du caractère normal ou anormal du lien de causalité. La première est celle qui a été adoptée par la jurisprudence en matière de responsabilité fautive. Le juge recherche si un homme normal, placé dans les mêmes circonstances que le gardien, aurait dû et pu prévoir le dommage que le fait de la chose a causé. La cause adéquate est alors la cause prévisible et le caractère normal ou anormal du fait de la chose résulte de l'existence ou de l'absence d'une faute de prévisibilité de la part du gardien. Ainsi, dans l'arrêt Cadé, le gérant de l'établissement de bains ne devait pas être responsable de la brûlure causée par le tuyau de chauffage central parce que ce tuyau était installé normalement et dans des conditions telles que le gardien ne pouvait prévoir l'accident qui s'est produit. Mais cette première attitude réintroduit la notion de faute dans la présomption de l'art. 1384 (1°) et doit être formellement repoussée, car elle confond faute et lien de causalité (34). L'appréciation du lien de causalité doit s'effectuer objectivement et indépendamment de toute idée de faute : la cause adéquate est celle qui résulte du déroulement normal des faits, indépendamment de tout examen de la conduite du gardien. L'idée du normal intervient donc bien encore ici, mais de façon différente : il ne s'agit plus d'apprécier la conduite de l'homme normal, mais le déroulement normal des choses à partir d'un fait.

A l'appui de cette distinction on fait valoir que si, dans la majorité des cas, les deux notions se recouvrent, il existe des hypothèses où le lien de causalité normal peut exister en dehors de toute faute de prévisibilité : il en est ainsi lorsqu'une personne assume un risque qui n'apparaît pas incompatible avec la conduite d'un homme normal. Même avec cette portée réduite, cette distinction a été repoussée par de nombreux auteurs (35).

A la vérité, les deux conceptions ne sont pas inconciliables, à la condition de préciser leurs domaines respectifs d'application. Dans le jeu de l'art. 1382, la théorie de la causalité adéquate a pour objet de résoudre une question d'imputabilité. Entre plusieurs personnes dont l'activité a été fautive, il faut choisir celle à laquelle le dommage est imputable. On conçoit que, dans ce cas, causalité

(34) En ce sens H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, t. II, n° 1426 ; MARTY, art. précité.

(35) En plus de MM. ESMEIN, MAZEAUD et HOUIN, précités, voir DEMOGUE, *op. cit.*, t. VI, n° 263 et t. IV, n° 356.

adéquate et faute de prévisibilité seront alors synonymes : M. Savatier ⁽³⁶⁾ et quelques autres l'admettent parfaitement.

III. — Mais l'art. 1384 (1^o) pose un problème tout différent. Le gardien est présumé responsable des conséquences dommageables du fait de sa chose ; peu importe que ce fait ait été prévisible ou imprévisible. On a même soutenu que l'art. 1384 (1^o) ne s'applique que lorsque le fait de la chose est normalement imprévisible, car s'il était prévisible, le gardien aurait commis une faute en ne l'évitant pas. On passerait alors du domaine de l'art. 1384 (1^o) à celui de l'art. 1382. Mais le seul problème à résoudre est celui de la causalité pure : dans quelle mesure le fait de la chose a été la cause du dommage.

Il suffit de rechercher si le dommage a été la suite normale du fait de la chose, d'après le déroulement des événements. Ainsi, lorsqu'une machine explose, il y a là un accident qui pouvait être normalement imprévisible. Son gardien n'en est pas moins présumé responsable des dommages causés par cette explosion. Mais encore faut-il que ce dommage soit la suite normale et prévisible de l'explosion et non d'un fait étranger concomitant.

L'appréciation du lien de causalité peut alors être purement objective, puisqu'elle n'intéresse que le rôle de la chose dans la réalisation du dommage. C'est ce qu'on a quelquefois exprimé en disant que la chose doit avoir joué un rôle actif, dans le sens de rôle physique et immédiat ⁽³⁷⁾.

De même, pour les collisions de véhicules, c'est seulement dans la thèse de l'intervention *causale* que l'on peut trouver la véritable solution. Il faut reconnaître que la difficulté est grande. Il y a une foule de collisions dans lesquelles on ne peut établir qu'une seule chose : la matérialité de la collision, la rencontre des voitures, mais il est impossible de connaître les circonstances véritables de l'accident. Voici une collision qui se produit dans un dépassement. Il se peut que ce soit la voiture qui dépasse l'autre qui ait joué un rôle causal dans la collision, par exemple si elle s'est brusquement rabattue sur la voiture qui venait d'être dépassée ; c'est elle qui est alors la cause génératrice du dommage. Mais il se peut également que ce soit la voiture dépassée qui ait joué ce rôle causal, par exemple si, au moment où elle est dépassée, elle revient sur le milieu

(36) *Op. cit.*, t. II, n^o 471.

(37) SAVATIER, *op. cit.*, t. I, n^{os} 354 et s. ; t. II, n^{os} 500 et 503.

de la route. Le juge devra donc rechercher quelle a été la véritable cause génératrice du dommage. Nous verrons, en étudiant la question de la preuve, que la jurisprudence a établi et maintenu des présomptions *d'activité* en faveur de la victime, — entendons activité dans le sens de cause génératrice.

Encore une fois, il ne faut point confondre cette question de savoir quelle est la chose qui a le rôle causal avec la question de la faute. Il se peut qu'il n'y ait aucune imprudence de la part de la voiture qui avait dépassé l'autre à se rabattre brusquement sur la voiture qui était dépassée ; peu importe, cela n'empêche pas qu'elle a été la cause génératrice du dommage.

*
**

Certes, il n'est pas surprenant qu'apparaisse l'objection d'ordre pratique, tirée des incertitudes de mise en œuvre d'une telle doctrine. Qui se flattera de dire facilement si l'action de la chose s'est fait sentir dans des conditions normales ou exceptionnelles, si elle a été ou non la cause génératrice du dommage ? Comment justifier, par exemple, que la brûlure soit rattachée à la seule syncope, malaise qui, normalement, n'engendre pas une telle conséquence ?

On peut répondre avec M. Marty que la difficulté de déterminer le rôle causal n'est pas plus grande que celle de savoir si un fait est fautif ou non ; dès lors, pourquoi l'un ne pourrait-il pas être apprécié alors que l'autre l'est couramment ? Mais, alors, n'est-il pas paradoxal que l'art. 1384 (1^o) aboutisse à cette analyse, plus subtile que jamais, des circonstances de l'accident, alors qu'un grand nombre de civilistes ont toujours prétendu que ce texte avait précisément pour but d'assurer l'indemnisation de la victime lorsque la cause du dommage reste inconnue ?

Ce résultat n'a rien de choquant grâce au jeu de la présomption instituée depuis plusieurs années par la jurisprudence. Dès que la chose a participé à la réalisation du dommage, elle est présumée être la cause adéquate, la cause génératrice. C'est au gardien d'établir qu'elle n'a joué dans le dommage qu'un rôle purement passif. Cette étude du lien de causalité est donc complétée à merveille par la charge de la preuve qu'il nous faut maintenant étudier.

CHAPITRE VI

CHARGE DE LA PREUVE

Si nous jetons un regard en arrière sur l'analyse du lien de causalité que nous venons de faire, nous aboutissons à la conclusion suivante : tout d'abord la chose doit être intervenue dans la réalisation du dommage, et ensuite elle doit y avoir joué un rôle causal, un rôle *actif*.

Mais alors, qui doit prouver l'existence de cette double condition exigée par la jurisprudence ? La question, du point de vue pratique, présente un intérêt considérable, car, dans la majorité des cas, celui qui aura la charge de la preuve succombera dans le procès en responsabilité.

I. — PRINCIPE

La Chambre Civile de la Cour de Cassation, dont la formule est sur ce point beaucoup plus nette que celle de la Chambre des Requêtes, a posé les deux règles suivantes :

En premier lieu, la victime peut se prévaloir de la présomption de l'art. 1384 (1°), dès qu'elle a fait la preuve de la participation matérielle de la chose au dommage.

D'autre part, le gardien peut s'exonérer de la présomption qui pèse sur lui, en prouvant que le fait de sa chose n'a pas été la cause génératrice du dommage.

Après avoir posé ces principes, nous allons les étudier en détail et en faire la critique.

A. — *La preuve de l'intervention.*

Il ne saurait y avoir aucune difficulté à ce sujet. Il incombe à la victime de démontrer que la chose dont elle assigne le gardien a bien participé au dommage, qu'elle y a joué un rôle. Le bon sens réclame cette règle, autant que la technique juridique. C'est à celui qui se prétend créancier d'une indemnité fondée sur les art. 1382 et s. du Code Civil à établir l'existence de la créance (réparation du préjudice causé), à prouver que les conditions légales de la responsabilité civile sont réunies. Il n'y a là qu'une application de l'art. 1315 du Code. Le principe posé par cet article veut qu'il en soit ainsi, puisque la responsabilité prévue par l'art. 1384 (1^o) n'existe que si le dommage a été causé par le fait de la chose incriminée ; c'est ce fait qui est la source de la prétendue créance d'indemnité et c'est à celui qui se prétend créancier à justifier du fait générateur de l'obligation.

Plusieurs arrêts ont établi nettement que la preuve de cette participation incombe au demandeur. La Chambre Civile l'avait déjà exigé dans un arrêt du 12 décembre 1932 (1). Dans l'arrêt du 22 janvier 1940, la Cour indique que « Delage devait établir que l'automobile n'était pas demeurée étrangère à l'accident » ; c'est la même idée exprimée sous une forme différente.

Les arrêts du 21 janvier 1941 et du 19 février 1941 sont catégoriques à ce sujet : « Pour l'application de l'art. 1384 (1^o) C. C., la chose incriminée doit être la cause du dommage, ce qu'il appartient à la victime de prouver ». La dernière décision, en particulier, a rejeté l'action de la victime, parce qu'elle n'avait pas démontré que la tuyauterie du chauffage central était la cause de ses brûlures : on ne pouvait pas en effet retenir, dans ce cas, l'intervention causale de la chose puisque c'était la syncope de la femme qui avait provoqué sa chute.

C'est également l'arrêt du 24 février 1941, déclarant « qu'il suffit, pour que la responsabilité du gardien soit encourue, qu'il soit établi que la chose est en quelque mesure la cause du dommage qui, sans elle, ne se fût pas produit. »

La jurisprudence est donc nette sur ce point, il suffit à la victime de prouver l'intervention de la chose dans le dommage.

Mais la seule concomitance du dommage avec la présence de la chose ne suffirait pas à engager la responsabilité du gardien. Sans

(1) S., 1934.I.72.

doute, dans certains cas, le juge pourra présumer le lien de causalité de cette concomitance, mais il n'y a là que l'application des règles ordinaires de la preuve (2).

Au cas de choc ou de collision, la preuve de la participation matérielle de la chose résulte de ce seul fait (3). Il en est de même lorsque des traces de sang appartenant à la victime sont relevées sur un véhicule : c'est le cas de l'arrêt Chambe, de la Chambre Civile, du 19 février 1941. Mais même en l'absence de tout choc, la causalité matérielle peut être prouvée : les deux arrêts de la Chambre Civile du 22 janvier 1940 et celui de la Chambre des Requêtes du 22 décembre 1940 le précisent nettement ; la présomption de l'art. 1384 (1°) s'applique « dès lors que la victime établit que la voiture a contribué à la réalisation de l'accident ou n'y est pas demeurée étrangère, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'existence d'un contact entre le véhicule et la victime ». M. Savatier a cependant émis l'opinion contraire (4).

Mais la Cour de Cassation semble avoir fait quelquefois une confusion entre la cause matérielle et la cause génératrice. A propos d'une chute dans l'escalier, elle déclare que la victime ne rapporte pas la preuve de la participation matérielle de celui-ci à la chute (5). Cette solution ne paraît pas exacte. Le seul fait que la victime soit tombée dans l'escalier implique que celui-ci a été une des conditions nécessaires de la chute, c'est-à-dire une cause matérielle. Mais il n'était peut-être pas la cause génératrice, parce que la chute n'était pas la conséquence normale de l'état de cet escalier. La même critique doit être faite à propos de l'arrêt de la salle de bains, dont nous avons parlé précédemment ; si les tuyaux du chauffage central n'avaient pas été chauds, la femme tombée en syncope ne se serait pas brûlée ; ils ont donc été la cause matérielle du dommage, mais non la cause génératrice. La Cour de Cassation paraît avoir confondu ces deux notions.

Il résulte donc de cette première règle que la victime peut invoquer la présomption de responsabilité à l'encontre du gardien, dès que la preuve de la participation matérielle de la chose a été établie.

*
**

(2) SAVATIER, t. II, n° 459.

(3) V. Cass. Req., 19 février 1941 (S., 1941.I.89).

(4) R. T. D. C., 1941, p. 82.

(5) Cass. Civ., 18 juillet 1939.

B. — *Charge de la preuve de l'activité de l'intervention.*

Mais alors, à qui incombe-t-il d'établir le caractère causal de cette intervention ? La question présente cette fois un intérêt véritable : autant, en effet, la preuve de l'intervention de la chose est, le plus souvent, facile à apporter, autant il est, en général, délicat de montrer que la chose a réellement *causé* le dommage, car on sait que l'existence de cette condition dépend de l'ensemble des circonstances dans lesquelles le dommage s'est produit, circonstances qui peuvent être inconnues. Ainsi en est-il souvent en matière de collisions. On est tenté de résoudre le problème en observant que le gardien, pour échapper à la responsabilité, doit démontrer la cause étrangère, ce qui implique que le lien de causalité est présumé. Ce serait pourtant oublier que la preuve que doit apporter le gardien est celle d'une cause étrangère à lui-même et non à la chose : le lien de causalité présumé est celui, condition générale de la responsabilité, qui unit le gardien au dommage, et non celui qui est la condition d'application de la présomption qui unit la chose au dommage.

Mais l'examen du but général des présomptions de responsabilité permet de résoudre la question dans le même sens. Ces présomptions sont édictées pour assurer aux victimes une *protection* efficace. Or, il est certain que cette protection manquerait si la victime se trouvait obligée d'établir le lien de causalité adéquate unissant la chose au dommage, car elle ne serait pas en mesure, dans bien des cas, d'apporter cette preuve. C'est ici qu'il convient de poser la question suivante :

Les présomptions de responsabilité sont-elles des présomptions de causalité ?

Il ne suffit pas d'indiquer comment l'existence de présomptions de responsabilité concentre, dans la responsabilité du fait des choses, tout l'intérêt du procès sur l'examen du lien de causalité.

Il faut préciser quel est le rôle exact joué par ces présomptions dans certains cas ; dispensent-elles la victime d'établir la relation de cause à effet ? Constituent-elles des présomptions de causalité ? Si la règle qui met la preuve de causalité à la charge du demandeur est indiscutable quand la loi ne crée en sa faveur aucune présomption (il en est ainsi sur le terrain des art. 1382, 1383, 1386 du Code Civil et de la loi du 7 novembre 1922), que décider lorsque le législateur, pour faciliter la victime, a créé une présomption de

responsabilité ? Quelle est l'étendue de cette présomption ? La victime doit-elle établir que le préjudice dont elle se plaint lui a été causé par le défendeur ? Est-ce au contraire à ce dernier qu'incombe de prouver la cause étrangère ?

C'est ici qu'il importe de faire soigneusement la distinction entre les deux sortes de liens de causalité qu'on peut rencontrer. Le demandeur doit certainement prouver l'existence du lien de causalité qui constitue une application du texte spécial dont il se targue, qui lui permet de se placer sur un terrain différent de celui de l'art. 1382.

Invoquant les principes de la responsabilité délictuelle du fait des choses, il devra démontrer que le préjudice a été causé par une chose inanimée ou un animal.

Mais pourra-t-il s'arrêter là quand il aura fait cette preuve ? Ne devra-t-il pas, au contraire, établir le lien de causalité véritable, condition générale de la responsabilité civile, celui qui unit au dommage le gardien lui-même et non plus sa chose ? Ou bien ce dernier devra-t-il prouver que, bien que sa chose soit intervenue dans le dommage, il est dû à une cause étrangère ? Question dont l'intérêt pratique est immense, en raison du grand nombre d'accidents dont la cause exacte demeure inconnue.

Dans le domaine de la responsabilité du fait des choses, la question ne souffre pas de difficulté : la loi a établi une présomption de responsabilité renforcée en ce sens qu'elle interdit au défendeur la preuve de l'absence de faute ; elle l'oblige à démontrer la cause étrangère. C'est dire que la charge de la preuve du lien de causalité est renversée ; la présomption de responsabilité est une présomption de causalité et n'est que cela ; il n'y a pas dans ce domaine de présomption de faute ; la faute est prouvée, non présumée.

Telle est l'interprétation actuelle de la jurisprudence, surtout depuis l'arrêt des Chambres Réunies qui ont substitué l'expression « présomption de responsabilité » à celle de « présomption de faute » (6).

*
* *

C. — *La chose est présumée active.*

On peut donc affirmer que la présomption s'étend au lien de

(6) V. Cass. Req., 22 juillet 1941 (S., 1942.I.125, avec une note importante de M. H. Mazcaud sur les présomptions de l'homme, présomptions légales).

causalité entre la chose et le dommage. Si la doctrine est divisée sur ce point (7), la plupart des décisions de jurisprudence se prononcent en faveur de cette présomption d'activité (8). La preuve de la participation de la chose étant rapportée, « la chose est présumée, inerte ou non, être la cause génératrice du dommage, sauf au gardien à détruire cette présomption ». Cette formule, véritable leitmotiv de la Cour de Cassation, se retrouve dans toutes les décisions récentes. C'est, par exemple, l'arrêt de la Chambre Civile du 22 janvier 1940 qui déclare que « la chose, spécialement une automobile, doit être *présumée* la cause génératrice du dommage, dès lors que la victime établit que la voiture a contribué à la réalisation de l'accident ». On retrouve cette formule dans les arrêts de la Chambre Civile du 16 janvier 1940, des 21 janvier et 19 février 1941. Ce principe est maintenant net et clair : il y a présomption légale que l'intervention de la chose, une fois établie, a été active ou causale.

*
**

D. — Force de cette présomption.

Mais cette présomption n'est pas irréfragable, elle est *juris tantum*. La Cour de Cassation réserve au gardien de la chose le droit de la faire tomber « en prouvant que la chose n'a joué qu'un rôle *purement passif* et qu'elle a seulement subi l'action étrangère génératrice du dommage ». Tel est l'axiome de la Chambre Civile. La Chambre des Requêtes n'emploie pas tout à fait la même expression, mais elle admet implicitement la même solution. Ainsi, dans l'arrêt Pédetti, elle exonère le gardien en constatant que la voiture était restée « étrangère à l'origine de l'accident » et que celui-ci était dû « à une cause étrangère indépendante de la chose ». Ou, pour employer le langage récent de certains arrêts, le gardien s'exonère en prouvant que sa chose « s'est comportée normalement ». En faisant cette preuve, le gardien établit que sa chose n'a pas été la cause fondatrice du dommage et qu'il n'existe donc aucun rapport de causalité entre l'intervention de sa chose et la réalisation du

(7) Dans le sens de la présomption : SAVATIER, note *D. P.*, 1935.II.17. — J. FLOUR. — H. MAZEAUD, note *S.*, 1933.I.257 et « Le fait actif de la chose » (*Mélanges Capitant*, 1939). — JOSSERAND : « Les collisions entre présomptions de resp. et entre véhicules » (*D. H.*, 1935, Chr. p. 43). — M. PICARD, note *R. G. A. T.*, 1935, p. 1083).

(8) Voir nombreuses décisions citées par H. Mazeaud dans article précité.

dommage, et qu'ainsi fait défaut l'une des conditions formelles de la responsabilité du fait des choses.

Il n'est pas nécessaire de prouver l'existence de la force majeure, du fait d'un tiers ou de la faute de la victime, pour faire tomber cette présomption d'activité. Ces événements démontrent, en effet, que le *gardien* n'est pas la cause du dommage, tandis qu'il faut démontrer ici que la *chose* n'est pas la cause du dommage. Dès que le gardien démontre que sa chose n'a pas produit le dommage, l'art. 1384 (1^o) ne peut pas être invoqué contre lui. Si, au contraire, sa chose a causé le dommage, il devra démontrer que lui, personnellement, n'a aucun lien de personnalité avec le préjudice, ou tout au moins qu'il n'en est pas la *seule* cause. Ainsi, l'arbre qui est tombé sous l'effet de la foudre (cas de force majeure) sur une automobile, a bien produit le dommage, mais le gardien de cet arbre n'en est pas la cause.

C'est, sans doute, cette distinction que la Cour de Cassation veut marquer lorsque, dans des arrêts récents, au lieu d'affirmer que la présomption tombe devant la preuve « d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère », elle exige la preuve « d'un cas fortuit ou de force majeure ou de *toute autre* cause étrangère », ajoutant que le gardien doit démontrer « que la *participation de la chose* résulte d'un événement de force majeure, d'un cas fortuit ou de *toute autre cause étrangère* qui ne lui soit pas imputable ».

*
**

E. — Cette formule qui, en elle-même, est à l'abri de toute critique, suggère cependant quelques *observations* :

En premier lieu, elle ajoute, à ceux qu'avaient déjà autorisés la Cour de Cassation, dans l'arrêt des Chambres Réunies du 13 février 1930, un nouveau moyen d'exonération à la disposition du gardien de la chose dommageable. Jusqu'à présent celui-ci pouvait faire tomber la présomption de l'art. 1384 (1^o), en prouvant la force majeure, le fait de la victime ou le fait d'un tiers. Désormais, il peut également la détruire, en établissant que sa chose n'a joué qu'un *rôle passif*, qu'elle n'a pas été la cause génératrice du dommage. Mais toutes ces causes d'exonération *semblent* se confondre, car si la chose n'a pas été la cause génératrice du dommage, n'est-ce pas que cette cause a été la force majeure, le fait de la victime, le fait d'un tiers, bref, une action étrangère à la chose,

celle-ci n'ayant été qu'un instrument passif de cette action étrangère ?

Il faut cependant les distinguer, comme nous avons précédemment distingué les deux liens de causalité, sinon nous retombons dans la confusion commise par beaucoup de juristes. Et M. H. Mazeaud (9) attire l'attention de la Cour Suprême sur ce point délicat : « En ne distinguant pas soigneusement, écrit-il, les deux liens de causabilité, la jurisprudence risque de mettre à néant les règles strictes qu'elle a posées quant à l'exonération du gardien par la preuve d'une cause étrangère : au lieu de déclarer que, le dommage ayant été causé par sa chose, le gardien doit, pour s'exonérer, prouver la cause étrangère, — les arrêts se contenteront de décider que la chose n'a pas été la cause du dommage, donc que les conditions d'application de l'art. 1384 (1^o) ne sont pas réunies. » C'est un avertissement sérieux, qui devait être fait, car une grande confusion continue à régner dans ce domaine de la preuve, comme dans celui des présomptions.

Si, en effet, le gardien se contente de prouver l'action étrangère, il n'établit pas nécessairement que la chose n'a joué qu'un rôle purement passif, et jusqu'à nouvel ordre, il est présumé qu'elle a, elle aussi, participé activement à la réalisation du dommage. Par conséquent, faute par le gardien d'établir *aussi* que l'intervention de la chose a été purement passive, il y aura lieu à un partage de responsabilités.

En effet, d'après la Cour de Cassation, ce n'est que dans le cas où le défendeur prouve que le fait de la victime ou d'un tiers a été la cause *exclusive* du dommage, qu'il peut être complètement exonéré (10). Mais est-ce bien nécessaire que le gardien doive prouver l'existence d'une cause étrangère imprévisible et irrésistible pour prétendre que sa chose n'a pas été la cause génératrice du dommage ? L'arrêt *Chambe* du 21 janvier 1941 pourrait le laisser croire (11) ; après avoir déclaré que le gardien peut prouver que sa chose n'a pas été la cause génératrice, il casse l'arrêt attaqué sous prétexte qu'il n'a pas rapporté la preuve que la faute de la victime « a été la cause unique du dommage, qu'elle était imprévisible et rendait l'accident inévitable ».

Mais si telle était la solution de la Cour Suprême, elle enlèverait

(9) *Rev. Trim.*, 1943, p. 5.

(10) V. Civ., 9 juin 1939 (*D. H.*, 1939.141). — Req., 14 avril 1940 (*S.*, 1940.I.126). — Civ., 9 sept. 1940 (*D. H.*, 1940.141 et *S.*, 1940.I.81 avec note H. Mazeaud).

(11) *Comp. Civ.*, 24 février 1941, précité.

toute utilité à la théorie de la cause génératrice, puisque, d'une part, le fait de la chose serait présumé être la cause génératrice et que, d'autre part, le gardien ne pourrait s'exonérer qu'en prouvant la force majeure, comme par le passé.

Les formules contradictoires de ces arrêts peuvent en réalité s'expliquer, à condition de préciser le point exact sur lequel porte la preuve contraire du gardien.

Si celui-ci prétend seulement que le dommage n'est pas la conséquence normale et prévisible du fait de la chose, il n'est pas obligé de prouver le caractère imprévisible et inévitable de la cause étrangère. Il se maintient, en effet, sur le terrain de la *causalité* et peut prouver, ou bien que sa chose n'a pas été la cause génératrice, ou bien qu'un fait étranger a été la cause normale du dommage, à l'exclusion de sa propre chose.

Lorsqu'au contraire, le lien causal entre le fait de la chose et le dommage n'est pas contestable, la présomption de responsabilité ne peut être écartée qu'en prouvant l'existence d'une cause étrangère imprévisible et inévitable. Il ne s'agit plus alors seulement de causalité, mais d'imputabilité. Ainsi, dans l'arrêt *Pédetti*, la Chambre des Requêtes peut décider que le fait par le cycliste de se jeter sous les roues d'un véhicule est la cause initiale et génératrice du dommage, sans relever que ce fait était imprévisible et inévitable, parce qu'elle constate que la voiture roulait normalement sur le côté droit de la route. Au contraire, dans l'arrêt *Chambe*, le fait par la victime de se jeter contre la voiture devait être imprévisible et inévitable pour exonérer le gardien, parce que celui-ci n'établissait pas que sa chose était restée normalement étrangère au dommage.

Il est donc nécessaire, si le défendeur prétend être complètement exonéré, qu'il établisse que sa chose n'a joué qu'un rôle purement passif. Mais, s'il peut faire cette preuve, il n'a pas à justifier d'une cause étrangère (force majeure, fait de la victime ou d'un tiers), puisqu'il sera établi que la chose n'a eu aucun rôle *causal*, et que fait défaut l'une des conditions de la responsabilité prévue par l'art. 1384 (1°). La preuve de la non participation active de la chose est donc plus énergique que celle de la force majeure, du fait de la victime ou d'un tiers.

Inversement, il ne suffit pas de montrer que le gardien n'a pas commis de faute de prévisibilité et qu'il a pris toutes les précautions qu'un homme normal aurait prises. Car, d'une part, nous avons montré que la cause génératrice est indépendante de la faute de

prévisibilité et, d'autre part, la présomption de responsabilité de l'art. 1384 (1^o) ne cède pas devant la preuve de l'absence de faute.

M. Nast émet une opinion contraire. Nous avons vu qu'en étudiant certains arrêts récents de la Cour de Cassation, il a essayé de montrer, dans une note magistrale, que le critère du comportement normal ou anormal est un retour à la notion de faute, puisqu'une chose ne peut se comporter anormalement que s'il y a eu faute de la part de celui qui la possède ou en fait usage ; d'où l'on doit décider que, si le défendeur établit que sa chose s'est comportée normalement, il en résulte qu'elle n'a pas été cause génératrice du dommage. « Par conséquent, écrit-il, l'absence de faute de la part du gardien détruit la présomption de causalité résultant de l'intervention de la chose dans la réalisation du dommage ; elle est donc une cause d'exonération au même titre que la force majeure. »

A notre avis, M. Nast va beaucoup trop loin. Ce serait là un échappatoire assez simple, mais que rien dans la jurisprudence actuelle ne permet d'affirmer. La Cour de Cassation exige que le gardien reste sur le plan de la causalité et prouve seulement que la chose n'a pas été la cause génératrice du dommage. Cette preuve est indépendante à la fois de la preuve de la force majeure et de celle de l'absence de faute. Telle est également l'opinion de MM. Mazeaud et Houin. M. Ripert lui-même (12) reconnaît que la preuve de l'absence de faute ne suffit pas pour exonérer le gardien.

Ainsi, la présomption de causalité opérerait avant la présomption de responsabilité proprement dite. L'une et l'autre seraient de résistances variables. La présomption de causalité qui rattache le dommage au fait de la chose tomberait devant la *preuve contraire*. La seconde serait plus coriace. Seule la preuve que les causes du dommage sont *étrangères* à la chose libérerait le gardien.

**

II. — CRITIQUES

A. — M. Joly, dans un article de la *R. T. D. C.*, 1942 (p. 264), présente deux objections qui se dressent contre ce système de preuve.

(12) PLANIOL et RIPERT, tome II, n° 1075, édition 1943.

En premier lieu, la nouvelle règle de preuve encourt le reproche de distinguer artificiellement, pour les soumettre à des régimes différents, deux éléments distincts dans le rapport de causalité. Il faut, nous l'avons dit, que le demandeur prouve d'abord que la chose a participé à la réalisation du dommage, et ce sera ensuite au défendeur d'établir, s'il le peut, que cette chose n'a joué qu'un rôle passif et donc n'a pas été la cause génératrice du dommage. Cette distinction entre participation et rôle actif est-elle bien justifiée ? L'idée de causalité prise en elle-même ne conduit pas nécessairement à cette analyse en une action à double-temps et le langage courant, comme les textes, parlent de dommage causé par une personne ou par une chose sans discerner de la sorte un double degré : intervention et rôle actif ou générateur.

En second lieu, et c'est là l'objection la plus importante et la plus saisissable, l'institution d'une telle présomption de causalité heurte de front la lettre et l'esprit de l'art. 1384 (1°), qui n'a jamais ouvert à la victime de telles facilités de preuve, et partant elle heurte cette vieille règle fondamentale de procédure que traduit l'adage : « *Actori incumbit probatio* ».

La jurisprudence a déjà été bien libérale pour la victime en construisant, sur l'al. 1° de l'art. 1384, un système de responsabilité du fait des choses auquel, cela paraît certain, les auteurs du Code n'avaient pas songé ; elle a été bien généreuse encore quand elle a tiré de ce texte plus qu'une présomption de faute, puisque le défendeur, qui ne peut se décharger en démontrant l'absence de faute de sa part, n'échappe à la responsabilité qu'en faisant valoir des moyens aussi peu nombreux que strictement interprétés. Voici maintenant que la nouvelle règle de preuve dispense pratiquement cette même victime, décidément comblée de faveurs, de prouver le rapport de causalité entre son préjudice et le comportement de la chose incriminée. Il lui suffira d'établir le dommage qu'elle a subi, ce qui est relativement facile, et de démontrer la participation de la chose à la réalisation de ce dommage, ce qui est encore plus simple si l'on observe combien la formule est large et si l'on s'en rapporte aux applications que la jurisprudence en a déjà faites.

Si l'on a pu justifier par des raisons d'équité, qui d'ailleurs n'ont pas convaincu tous les juristes, la construction jurisprudentielle du fait des choses, il n'en est plus aucune pour légitimer l'octroi à la victime de la nouvelle preuve que les décisions récentes lui accordent sur le terrain de la preuve.

Il apparaît au contraire que, si l'on considère la situation du défendeur, c'est non seulement l'équité, mais bien la justice elle-même qui n'y trouve plus son compte. Voilà pourquoi il serait peut-être souhaitable, d'après M. Joly, que la Chambre Civile ne persistât pas dans l'innovation ainsi introduite en matière de preuve et qu'elle revienne vers les règles du droit commun auxquelles elle a audacieusement dérogé.

Cette règle nouvelle de la preuve s'explique cependant si l'on en recherche les origines. Elle nous paraît une conséquence de l'extension constante du champ d'application de l'art. 1384 (1°) ou, plus exactement, du fait que les plaideurs, alléchés par les richesses longtemps insoupçonnées de ce texte, ont, à l'époque la plus récente, sollicité des tribunaux son application dans des espèces toujours nouvelles.

Pendant longtemps, en effet, la jurisprudence n'a guère eu à appliquer l'art. 1384 (1°) qu'à des cas dans lesquels la question du rapport causal ne présentait pas de difficultés, ou, du moins, ne paraissait pas en présenter : accidents causés par des machines, par la chute des arbres et surtout accidents de la circulation sous leurs diverses formes : collisions d'automobiles, de motocyclettes ou bicyclettes, accidents survenus à des piétons renversés par des véhicules. Dans tous ces cas il y avait heurt, choc violent, *intervention* brutale et *irruption soudaine* de la chose. Ces heurts, chocs et irruptions étaient perceptibles et faciles à prouver par la victime et il semble que les tribunaux aient admis, à juste titre, que le rapport de causalité entre la chose incriminée et le dommage subi était établi par le fait même et suffisamment démontré. En d'autres termes, du fait de cette participation violente de la chose à l'accident, on induisait nécessairement son rôle causal dans l'avènement du dommage. C'est ainsi qu'a pu naître l'idée de présomption de causalité, tirée de la simple participation de la chose, de son intervention dans l'accident. La protection de la victime déterminait avant tout la décision des tribunaux. D'ailleurs, cette induction paraissait parfaitement raisonnable et cela est si vrai qu'en fait le défendeur s'inclinait et plaidait rarement l'inexistence du rapport causal. Ce n'est que dans le cas, signalé plus haut, où il alléguait une faute de la victime, que le débat se portait sur le terrain de la causalité, la jurisprudence exigeant, pour qu'elle soit exonératoire, que cette faute soit la cause exclusive de l'accident.

La preuve dans le comportement normal

Des cas nouveaux se sont posés, donnant un singulier relief à la discussion sur la causalité. Une personne heurte une chaise, tombe dans un escalier, glisse sur un tapis ou perd l'équilibre sur un dallage, se blesse et cherche à faire jouer les principes de l'art. 1384 (1°). Là encore il lui sera aisé de prouver la participation matérielle de la chose à l'accident. Mais ici les choses sont inertes, et l'esprit ne s'autorise plus à induire, comme dans les cas précédents, l'existence et la réalité d'un rapport causal véritable entre le choc et le dommage. L'esprit tend au contraire vers un examen plus approfondi des circonstances, vers une étude plus poussée de l'action et du rôle respectifs de la chose et de la victime, et n'est plus du tout conduit à identifier la simple participation et le rapport causal. Il apparaît alors au défendeur qu'une possibilité s'offre à lui de plaider utilement sur le terrain de la causalité pour essayer d'écarter l'action, et il n'a pas semblé à la Cour Suprême qu'elle pouvait lui refuser cette défense. C'est ainsi, pensons-nous, qu'elle a été amenée à affirmer l'existence d'une présomption de causalité résultant de la simple participation de la chose à l'accident, mais susceptible d'être renversée par la preuve contraire. Cet essai d'explication nous semble plausible.

*
**

B. — Plusieurs autres critiques ont été adressées spécialement aux conceptions actuelles de la preuve de la cause génératrice. M. Rodière (13) a prétendu que cette subtilisation, à propos de la dualité de la preuve, était fausse, car « s'il y a cause étrangère, susceptible d'écarter la présomption de responsabilité, son extranéité aura d'abord fait nier que la chose ait été la cause génératrice du dommage ». Selon lui, il faut laisser à la présomption toute sa complexité ; c'est la fameuse *présomption* de responsabilité de l'arrêt Jand'heur qui fonctionne directement pour accabler le gardien. Du moment que la chose est intervenue dans la réalisation du dommage, la responsabilité de son gardien *a priori* se trouve engagée.

Sa genèse, psychologiquement, est intéressante. Si les automobiles n'avaient écrasé que des volailles, on eût volontiers admis que

(13) Article dans *Sem. Jur.*, 1942, t. II, p. 2037, précité.

la bêtise des victimes avait vaincu la prudence des conducteurs ; et comme on ne saurait reprocher de fautes à une poule, on eût dit que le fait de la volaille étant au moins aussi vraisemblable que le fait de l'automobile, il n'y avait pas lieu de renverser la règle : « *Actori incumbit probatio* ». L'art. 1384 aurait eu toutes les chances de demeurer un texte obscur. Les accidents causés aux hommes ont engagé dans une autre voie. Le fait de l'automobile a paru plus évident que le fait du piéton. Pourquoi ? Ceux qui ont découvert l'art. 1384 (1°) avaient vu, de leur vivant, les usines multiplier leur outillage et les véhicules à moteur envahir les routes. Ils furent psychologiquement portés à voir, dans les accidents d'automobiles, des accidents du *fait des automobiles*. Le langage courant est instructif. Pourquoi ne dit-on pas des « accidents de piéton » ? Le choix de l'expression marque un préjugé de causalité. Mais il faut songer d'abord à la protection de la victime, qui ne peut opposer que son faible corps à toutes les inventions mécaniques du genre humain. Sinon, c'est la lutte du pot de terre contre le pot de fer.

*
**

C. — M. Baudin, également, dans un article paru dans les *Lois nouvelles* de 1942 (14), s'élève contre cette innovation de la Cour de Cassation qui permet d'échapper à la présomption, sans obligation de réunir les conditions de la force majeure. « Il serait assez surprenant, écrit-il, que la Cour régulatrice eût ainsi facilité la preuve contraire, à la présomption de causalité, au moment même où elle renforçait sa vigueur en exigeant contre la présomption de responsabilité les conditions de la force majeure. » L'arrêt du 9 septembre 1940 (15) est, à cet égard, d'une précision absolue : « Attendu que la faute de la victime ne peut exonérer totalement le gardien de la chose, cause du dommage, que si elle en a été la *cause unique*, le gardien n'ayant pu ni la prévoir *ni en éviter les conséquences*. » La note de M. Mazeaud, qui accompagne le texte de cet arrêt au *Sirey*, rapporte l'évolution de la jurisprudence dans le sens d'une rigueur de plus en plus grande. Et l'éminent civiliste — dont on ne saurait dire qu'il est un contempteur des décisions de la Cour Suprême, — trouve tout de même qu'elle a été un peu loin dans la voie de la rigueur : « Un tel principe, écrit-il, nous paraît

(14) P. 102.

(15) S., 1940:I.81, note H. Mazeaud.

difficilement défendable. » Que son application soit extrêmement rigoureuse dans la pratique, ce n'est pas contestable. Ce qui permet à M. Baudin de s'écrier : « C'est donc au moment où la Cour de Cassation accentue sa sévérité dans l'admission de la preuve contraire à la présomption légale, qu'elle ouvrirait au gardien une sortie de secours relativement facile à franchir, et exempte des barrières dressées de l'autre côté. Voilà qui est bien invraisemblable. »

**

D. — Ces critiques ne nous convainquent pas. Certes, on peut soutenir que l'ensemble de la doctrine que nous défendons aboutit à répartir assez singulièrement la charge de la preuve. Normalement, d'après la technique de notre droit civil, c'est au demandeur qu'incombe la charge : il devrait donc prouver le caractère causal de l'intervention de la chose dans l'art. 1384 (1°).

Mais si nous admettons que la victime est obligée de prouver le caractère causal de l'intervention de la chose, elle va se trouver dans une situation très difficile (16). La preuve qu'on lui demande est une preuve très délicate, une preuve même qu'il lui sera impossible d'apporter dans tous les cas où l'accident a une cause inconnue. Nous supprimons alors dans bien des cas le bénéfice de l'art. 1384 (1°), nous ruinons, au moins pour une large part, la protection que l'on avait voulu accorder à la victime en créant l'art. 1384 (1°). Il y a donc là un argument péremptoire pour refuser d'admettre une pareille solution. Le but même de l'art. 1384 (1°) nous oblige à décharger la victime de la preuve que la chose dont elle assigne le gardien a été la cause génératrice du dommage. Sans doute, nous ajoutons à la présomption de l'art. 1384 (1°) une nouvelle présomption : non seulement le gardien est présumé être la cause du dommage, non seulement l'absence de cause étrangère est présumée, mais il y a présomption que la chose est la cause génératrice de ce dommage. Il est absolument indispensable d'aboutir à ce résultat ; si l'on se refuse à effectuer ce nouveau pas en avant, on est obligé d'abandonner toutes les positions de l'art. 1384 (1°). La Cour de Cassation l'a fort bien compris. Elle avait besoin d'établir un critère de démarcation entre l'art. 1382 et l'art. 1384 (1°), qui soit un critère souple, un critère

(16) V. H. MAZEAUD, *Cours Doctorat*, 1941, p. 511.

par conséquent dont elle puisse conserver le contrôle ; mais elle n'a pas voulu que ce critère ait indirectement pour conséquence un recul de l'art. 1384 (1°), et voilà pourquoi elle n'a point hésité à admettre l'existence de cette présomption que la chose est la cause génératrice du dommage.

On ne peut qu'approuver cette jurisprudence ; elle laisse en effet au juge la possibilité de contenir l'art. 1384 (1°) dans de justes limites, sans pour cela rendre plus difficile la situation de la victime.

E. — Nous sommes ainsi arrivés au terme de notre étude, et nous pouvons enregistrer les résultats suivants :

1° Il y a *fait de la chose* lorsque, dans son intervention dommageable, la chose a échappé au contrôle, à la garde de l'homme et a dépassé l'action de ce dernier. L'art 1384 (1°) est alors imputable au gardien, que la chose soit *inerte ou non* ;

2° Il suffit à la victime de prouver la participation de la chose dans l'accident qui lui a occasionné un dommage ;

3° Le fait de la chose est alors présumé *cause génératrice* du dommage. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter l'expression *fait actif* de la chose. Cause égale alors *cause adéquate* ;

4° Le gardien fait tomber cette présomption de causalité en prouvant que sa chose n'a joué qu'un *rôle purement passif* ou a seulement subi l'action étrangère génératrice du dommage. La preuve de l'absence de faute ne suffit pas ;

5° Mais il y a encore des confusions en doctrine et en jurisprudence sur les présomptions de causalité ou de responsabilité. Le problème est délicat. Si, suivant une formule célèbre, l'écheveau des causalités réelles est déjà difficile à démêler, que dire de celui des présomptions ?

Faudra-t-il aller à Byzance pour en délier le dernier nœud ?

CONCLUSION

On est alors tenté de se tourner vers le législateur pour lui demander de trancher, une bonne fois pour toutes, le problème ardu de la responsabilité du fait des choses, et de mettre ainsi fin à toutes ces subtilités de juristes sur les présomptions de responsabilité, *qui tradiderunt mundum eorum disputationibus*. Certes, la jurisprudence française a vraiment fait, à ce sujet, un travail splendide. Elle a d'ailleurs été suivie, dans cette voie, par la jurisprudence belge et canadienne, mais cette dernière a adopté le système de M. Capitant, d'après lequel la présomption de l'art. 1384 (1°) tombe devant la preuve de l'absence de faute. La Cour de Cassation a su en particulier, dans notre domaine, répartir équitablement la charge de la preuve, en protégeant les droits sacrés de la victime, tout en permettant au gardien de s'exonérer par la preuve contraire. Mais nous avons vu la difficulté qu'il y avait à faire une place à la cause génératrice entre la présomption de faute et la force majeure, spécialement pour la question de la preuve.

M. le Doyen Ripert lui-même souhaite que l'autorité législative mette fin à toutes ces intrigues de palais : « Quand tout aura été régularisé par le législateur, écrit-il dans la préface du livre de M. Savatier, on n'aura plus besoin d'imaginer des présomptions de faute ou de parler de faute dans la garde. Le mécanisme de la réparation fonctionnera parfaitement. Mais ce sera un mécanisme et il ne faudra pas s'embarrasser, dans ce fonctionnement, d'une idée morale de justice... Supposez que la loi sur les accidents de travail n'ait jamais été votée et que la jurisprudence ait essayé, sur l'application de l'art. 1384 (1°) C. C., d'assurer la réparation des accidents du travail, quel désordre dans l'industrie ! La réglementation légale l'a évité. Il ne l'a pas été ailleurs. Il ne faut pas en accuser les tribunaux. Ils ont fait ce qu'ils ont pu. »

Tous ces maux auraient peut-être pu être évités si les rédacteurs du Code Civil n'avaient pas employé la malheureuse expression de « fait des choses » !... Il est vrai que, dans leur pensée, cet alinéa premier de l'art. 1384 n'était qu'un préambule annonçant la suite.

On connaît la grande part que Bonaparte a prise dans la rédaction de notre Code Civil, et l'empereur disait plus tard, dans son *Mémorial de Sainte-Hélène*, que c'était là son plus beau titre de gloire ! Mais il est permis de présumer que la rédaction de cet article lui a totalement échappé, car il aimait les formules claires et tranchait fréquemment les discussions oiseuses. Certes, malgré tout son génie, il ne pouvait pas prévoir que le mot « choses » engloberait un siècle plus tard les automobiles. Il venait à pied, ou en carrosse, aux séances du Conseil d'Etat et n'avait sous les yeux, pendant les discussions, que les fiacres du Palais-Royal, qui allaient trottinant... Mais les membres du Palais-Bourbon n'ont pas eu la même excuse, eux qui venaient aux séances de la Chambre dans leur conduite intérieure, qui avaient constamment dans les oreilles le bruit infernal des milliers d'automobiles de la place de la Concorde, et qui lisaient tous les jours dans leur journal le compte rendu d'accidents de plus en plus fréquents. Certes, depuis la guerre de 1940, la circulation automobile s'est beaucoup ralentie, mais cette période d'accalmie ne durera pas éternellement.

Il faut donc que le législateur établisse au moins un texte spécial pour les véhicules de toutes sortes. Doit-il rendre l'assurance obligatoire ? Beaucoup le désirent, et c'est sans doute une mesure sociale nécessaire. Elle aura de nombreux avantages, car la réparation des dommages causés sera automatique. Mais les inconvénients ne seront pas moindres. Tout d'abord la notion de responsabilité proprement dite n'aura plus aucun sens et M. Ripert a beaucoup insisté sur ce point, car nous serons conduits à un effondrement moral de plus en plus grand. Les conducteurs d'automobiles, se sachant solidement couverts par une assurance-risque, garantie par l'Etat, se lanceront à toute vitesse dans les rues de nos villes et feront bon marché de la vie des piétons. Ces derniers eux-mêmes, les présumées victimes, seront beaucoup moins prudents en traversant d'un trottoir à l'autre, puisqu'ils se sentiront garantis par l'assurance qui leur accordera réparation intégrale du préjudice causé ; eux-mêmes ou leurs enfants recevront une compensation en cas de mutilation ou même de mort. Pour un grand nombre, en effet, la « question d'argent » est primordiale, oubliant trop vite que la vie humaine est éphémère et qu'elle doit être employée à des fins beaucoup plus nobles.

Par ce moyen de l'assurance obligatoire, la victime, certes, obtiendra réparation totale. Mais ce serait la consécration parfaite

de la théorie du risque. Poussée à l'extrême, cette conception fait songer à l'un des contes arabes, si peu philosophiques, qui n'expriment pas mal ce fatalisme enfantin. Un voyageur, dans le désert, jette innocemment, autour de lui, les noyaux des dattes qui ont composé son repas. Soudain un génie effrayant se présente à sa vue et lui dit : « Dans le temps que tu jetais tes noyaux, mon fils passait. Il en a reçu un dans l'œil et il est mort. C'est pourquoi je vais me venger. » Et il entraîna le pauvre voyageur dans les ténèbres obscures.

Souhaitons donc que le législateur intervienne, mais d'une façon intelligente, et non comme ce génie malfaisant des mille et une nuits. Qu'il fasse une loi spéciale pour les moyens de locomotion motorisés ou qu'il réserve la présomption de responsabilité de l'art. 1384 (1^o) à certaines choses déterminées !

**

Il peut très bien le faire, sans condamner l'autonomie de cet article, comme certains le demandent. Nous avons montré, au cours de cette étude, le travail patient et minutieux que la Cour Suprême a élaboré sur le critère du « fait actif de la chose ». Elle a été aidée dans cette ingénieuse besogne par nos plus grands maîtres de la pensée juridique française, qui se sont penchés avec amour sur ce problème ardu. Il ne faudrait pas qu'une loi, trop hâtivement conçue, vienne saboter irrémédiablement une des plus belles constructions de notre Droit contemporain. De toute façon, le problème de la responsabilité du fait des choses ne sera jamais résolu parfaitement. Les plus grands magistrats, les professeurs les plus illustres qui l'ont étudié n'ont fait que constater leur impuissance à le résoudre et attendent encore leur « chemin de Damas » pour que leur soit révélée la vérité éclatante.

Le génie de l'homme a su donner une sorte de vie à la matière ; il a créé *des choses* de plus en plus nombreuses qui se multiplient sans cesse avec le développement de la solidarité internationale. Et maintenant c'est la matière qui a vaincu l'homme. Les responsabilités de ce dernier s'accroissent de plus en plus vis-à-vis de ses semblables, à cause de toutes les *choses* qui gravitent autour de sa propre personnalité. Le problème est donc à la fois philosophique et juridique, économique et social ; c'est ce qui en fait la grandeur et aussi la difficulté.

Parmi toutes les théories proposées, celle de l'intervention causale de la chose, *cause génératrice du dommage*, a le mérite d'englober toute la complexité de la question, grâce à son double aspect : partant d'une analyse profonde du lien de causalité, elle conduit à des solutions essentiellement humaines et justes. Par son rôle *modérateur* entre la notion trop étroite de faute et celle du risque absolu, et par son rôle de justice sociale, qui assure une protection de la victime sans trop écraser le gardien, elle permet, avant l'intervention du législateur, une équitable transaction entre les deux frères ennemis : les articles 1382 et 1384 du Code Civil.

Telle est la solution que nous estimons la meilleure pour le moment. Elle ne plaira peut-être ni aux uns ni aux autres. On risque, à l'appliquer, d'être pris entre l'arbre et l'écorce. Mais peu importe. L'écorce sautera, si le vieil arbre se gonfle sous une nouvelle poussée de sève.

Vu : *Le Doyen*,
G. RIPERT.

Vu : *Le Président de la Thèse*,
H. MAZEAUD.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

1) *Manuels et Ouvrages spéciaux*

- COLIN, CAPITANT et JULLIOT DE LA MORANDIÈRE. — Cours élémentaire de Droit Civil Français. T. II, 9^e édition, 1942.
- DEMOGUE (René). — Traité Général des Obligations. T. IV et V, 1923-24.
- ESMEIN. — T. VI du Traité Pratique de Droit Civil Français de Planiol et Ripert, 1930.
— Supplément Aubry et Rau.
- GARDENAT et RICCI. — De la Responsabilité Civile. Jurisclasseurs 1927, I vol.
- JOSSERAND (Louis). — Cours de Droit Civil Positif Français. T. II, 3^e édition, 1939.
— De l'esprit des droits et de leur relativité, 2^e édition, 1939.
— Evolutions et actualités. Cf. de Droit Civil, 1936.
- LALOU (Henri). — La Responsabilité Civile, 1932.
- MAZEAUD (Henri). — L'évolution de la Responsabilité Civile. Cours spécial de Doctorat. Faculté de Droit de Paris, 1940-41.
- MAZEAUD (Henri et Léon). — Traité théorique et pratique de la Responsabilité Civile délictuelle et contractuelle. Spécialement T. II, 3^e édition, 1939.
- PLANIOU et RIPERT. — Traité élémentaire de Droit Civil. T. II, 1943.
- RIPERT (Georges). — La Règle Morale dans les Obligations Civiles. Paris, 1935.
- SAVATIER (René). — Traité de la Responsabilité Civile en Droit Français. 1939, 2 tomes.

2) *Thèses*

- BARBERY (Pierre). — De la responsabilité du fait des choses inanimées d'après le Code Civil, Paris, 1910.
- DAVID (Pierre). — La notion du fait de la chose dans l'art. 1384 (1^o) C. C. Lille, 1934.
- GUÉX. — La relation de cause à effet dans les obligations extra-contractuelles. Lausanne, 1904.
- KEMALEDDIN. — Du critère de distinction du fait personnel et du fait des choses. Paris, 1932.

- MARTEAU. — La causalité dans la Responsabilité Civile. Aix, 1914.
- NICOLESKO (Martin). — La notion de dommage direct. Paris, 1931.
- PIGNY (Pierre). — Essai sur la Responsabilité Civile qui naît des collisions de véhicules. Grenoble, 1936.

3) *Articles de revues*

- BAUDIN (Henri). — Normalité et causalité dans la responsabilité du fait des choses. Lois Nouvelles, 1942.I.102.
- DAVID (Pierre). — Le fait de la chose, illusion juridique. Rec. Général Lois et Décrets, 30 sept. 1942.
- DEMOGUE. — Responsabilité pour la chute d'un arbre. R. T. D. C., 1936, p. 345.
- ESMEIN (Paul). — Les principes de la Responsabilité délictuelle. Revue Crit., 1932, p. 11.
- Trois problèmes de Responsabilité Civile. R. T. D. C., 1934, p. 317.
- L'art. 1384 (1°) est-il applicable au profit de celui qui heurte une chose immobile ? D. H., 1937, chr. p. 65.
- FLOUR (Jacques). — Examen doctrinal. Rev. Crit., 1938, p. 350.
- HOUIN (Roger). — Le fait actif de la chose. Rev. Crit., 1939, p. 147.
- JOLY (André). — Vers un critère juridique du rapport de causalité au sens de l'art. 1384 (1°) du C. C. — R. T. D. C., 1942, p. 264.
- JOSSERAND. — Le travail de refoulement des présomptions de responsabilité. D. H., 1930, chr. p. 5.
- Collisions entre véhicules et présomptions de responsabilité. D. H., 1935, chr. p. 43.
- LALOU. — Les choses inertes et l'art. 1384 (1°) Code Civil. D. H., 1933, chr. p. 93.
- MARTY. — La relation de cause à effet comme condition de la Responsabilité Civile. R. T. D. C., 1939, p. 685.
- MAZEAUD (Henri). — Le fait actif de la chose dans « Mélanges à la mémoire de Capitant ». 1939, p. 517.
- Rev. Trim. 1940-41 p. 276, 1942 p. 287 et 1943 p. 5.
- NAST. — La cause en matière de responsabilité du fait des choses. J. C. P., octobre 1941, étude 221.
- RIPERT. — Préface au Traité de M. Savatier.
- SAVATIER. — Rev. Trim., 1941, p. 82.

4) *Principales Notes et Conclusions*

- ESMEIN (Adhémair). — Notes au S. 1897.I.17, S. 1910.I.17.
ESMEIN (Paul). — Notes au S. 1924.I.321, S. 1931.I.21, S. 1934.I.169, S. 1941.I.201.
FLOUR. — Note au D. C. 1941, Jurisp. 85.
FRÉJAVILLE. — Note au D. 1936.I.17.
HOUIN. — Note au S. 1941.I.89.
JOSSEMAND. — Notes au D. 1925.II.105, D. 1929.II.43, D. 1931.II.129.
Av. Gén. LANGLOIS. — Conclusions sous l'arrêt JAND'HEUR de 1927. D. 1927.I.97.
Cons. LEMARCHADOUR. — Rapport pour l'arrêt Ch. R. 1930. D. 1930.I.57.
MARTY. — Note au S. 1937.II.217.
Proc. Gén. MATTER. — Conclusions sous l'arrêt Ch. R. 1930. G. P. 1930.393.
F. M. — Note au S. 1941.I.49.
MAZEAUD (Henri). — Notes au S. 1928.I.177, S. 1933.I.257, S. 1934.I.313, S. 1940.I.81, S. 1940.I.97, S. 1941.I.217, S. 1942.I.125.
RIPERT. — Notes au D. 1925.I.5, D. 1927.I.97, D. C. 1942, Jur. p. 25.
RODIÈRE. — Note au J. C. P. 1942.II.2037.
SAVATIER. — Notes au D. 1930.I.83, D. 1934.I.30, D. 1935.II.18, D. 1941, Jur. 101.

5) *Périodiques*

<i>Dalloz Périodique et Dalloz Critique :</i>	D. et D. C.
<i>Dalloz Hebdomadaire et Dalloz Analytique :</i>	D. H. et D. A.
<i>Gazette du Palais et Recueil :</i>	G. P.
<i>Sirey :</i>	S.
<i>Juriclasser Périodique et Semaine Juridique :</i>	J. C. P. et Sem. Jur.
<i>Revue Trimestrielle de Droit Civil :</i>	Rev. Trim. ou R. T. D. C.
<i>Revue Critique de Législation et Jurisprudence :</i>	Rev. Crit.
<i>Moniteur Juridique du Midi :</i>	Mon. Jur. Midi
<i>Revue Générale des Assurances Terrestres :</i>	R. G. A. T.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Etude sommaire sur la causalité.	5
CHAPITRE PREMIER. — POSITION DU PROBLÈME	11
SECTION I. — <i>Distinction du fait de l'homme et du fait de la chose.</i>	11
a) Etude et condamnation du fait autonome de la chose	14
b) Le critère du contrôle - Sa faveur actuelle.	17
SECTION II. — <i>Les deux liens de causalité</i>	19
a) Lien de causalité ordinaire qui unit l'activité du défendeur au dommage ; 1 ^o) il est distinct du fait de la chose ; 2 ^o) il tombe devant la preuve de la cause étrangère	20
b) Lien de causalité entre la chose et le dommage — Opinion de M. Esmein sur cause matérielle et cause psychologique	24
SECTION III. — <i>L'intervention de la chose</i>	27
a) Nécessité de cette intervention	27
b) Une intervention quelconque n'est pas suffisante.	28
c) Confusion avec d'autres problèmes.	29
CHAPITRE II. — CRITÈRE DU CHOC OU DE L'AGRESSION.	33
SECTION I. — <i>Le contact matériel</i>	33
a) Est-il nécessaire ?	33
b) Sa condamnation en fait et en droit	34
c) La conception du choc proprement dit	36
SECTION II. — <i>L'agression dans les collisions de véhicules. —</i> <i>La conception fautive que l'on s'est faite du fait actif et</i> <i>condamnation de ce critère</i>	37
CHAPITRE III. — CRITÈRE DE L'INERTIE	42
SECTION I. — L'art. 1384 (1 ^o) s'applique-t-il aux choses inertes ?	42
a) Etude jurisprudentielle.	43
b) La jurisprudence récente a condamné ce critère.	46

SECTION II. — Explication <i>juridique</i> de cette théorie	48
a) L'art. 1384 (1 ^o) ne viserait que les choses en mouvement d'après certains auteurs	48
b) Modalités envisagées par d'autres pour l'appréciation de l'inertie. M. Savatier distingue trois cas	50
c) La faute de la victime serait présumée, d'après M. Esmein.	53
SECTION III. — <i>Rejet de ce critère</i>	54
a) L'expression <i>fait actif</i> ne signifie pas forcément chose en mouvement	55
b) Simplicité apparente de ce critère : La réalité est tout autre.	57
CHAPITRE IV. — CRITÈRE DU COMPORTEMENT NORMAL.	60
SECTION I. — <i>Analyse de ce critère</i>	60
a) Les récentes décisions qui invoquent la normalité	60
b) Explications proposées : s'il y a comportement normal, la chose a joué un rôle passif — Si comportement anormal = intervention active	62
c) Est-ce un retour à la présomption de faute ? Certains le prétendent : MM. Ripert, Nast, David, Flour.	63
SECTION II. — <i>Critique de cette théorie</i>	65
a) Nouvelle orientation de la Cour ?	65
b) Mais elle affirme encore la présomption de responsabilité	66
c) Parfois, on invoque l'art. 1382 à côté de l'art. 1384, c'est alors la faute qui fonde la responsabilité	67
d) La théorie de la causalité adéquate ne rend-elle pas mieux compte des tendances actuelles de la jurisprudence ?	69
Il faut apprécier le lien de causalité en dehors de toute idée de faute : 1 ^o) dans l'art. 1382, il faut résoudre une question d'imputabilité ; 2 ^o) dans l'art. 1384 (1 ^o), pure question de causalité	70
Certains prétendent que le jeu de l'art. 1384 (1 ^o) est subsidiaire à celui de 1382 — Critique de cette conception	72
CHAPITRE V. — LE VÉRITABLE CRITÈRE DU FAIT ACTIF.	76
SECTION I. — <i>Analyse de ce critère</i>	77
a) Que signifie réellement l'expression « fait actif » ?	77
b) L'intervention active est celle qui <i>cause</i> le dommage	78
c) La jurisprudence parle de <i>cause génératrice</i>	82
d) Cause génératrice signifie cause adéquate	85

SECTION II. — <i>Critique</i>	88
a) La théorie de la cause adéquate ne serait qu'un retour à la faute de prévisibilité	88
b) Réfutation de cette conception	89
c) Il faut faire une analyse objective de l'intervention causale .	92
CHAPITRE VI. — CHARGE DE LA PREUVE	94
SECTION I. — <i>Principe</i>	94
a) La preuve de l'intervention de la chose doit être faite par la victime	95
b) A qui doit incomber la preuve de l'intervention <i>active</i> ? . .	97
c) La jurisprudence a établi une nouvelle présomption = la chose est présumée active.	98
d) Force de cette présomption	99
e) Observations : 1 ^o) le gardien dispose d'un nouveau moyen d'exonération ; 2 ^o) mais il ne suffit pas qu'il prouve qu'il n'a pas commis de faute de prévisibilité.	100
SECTION II. — <i>Critiques de ce système de preuve</i>	103
a) On lui a reproché une distinction artificielle entre participation de la chose et intervention causale	103
Réponse à cette objection, et spécialement dans le compor- tement normal de la chose	106
b) La subtilisation, pour la dualité de la preuve, serait fausse.	106
c) La facilité d'exonération donnée au gardien serait contraire à la rigueur de la Cour de Cassation pour les questions de preuve	107
d) Réfutation de toutes ces critiques : 1 ^o) dans l'intérêt de la victime ; 2 ^o) pour établir un contrôle de la ligne de démar- cation entre 1382 et 1384 (1 ^o)	108
e) Résultats de toute cette étude	109
CONCLUSION	110
BIBLIOGRAPHIE	115

